

UNIVERSITÉ DU QUÉBEC EN OUTAOUAIS

CONTRIBUTION DE L'ACTION COLLECTIVE ET DE LA PARTICIPATION  
CITOYENNE À L'INTÉGRATION SOCIALE DE LA FEMME IMMIGRANTE ISSUE DE  
LA MINORITÉ VISIBLE DE LA VILLE DE QUÉBEC

ESSAI CRITIQUE PRÉSENTÉ

AU DÉPARTEMENT DE TRAVAIL SOCIAL

COMME EXIGENCE PARTIELLE

DE LA MAÎTRISE EN TRAVAIL SOCIAL, PROFIL AVEC STAGE

SOUS LA SUPERVISION DE

DENIS BOURQUE

PAR

WONGOUM TCHAMDJOU CHRISTIANE LAURINE

(██████████)

FÉVRIER 2024

## RÉSUMÉ

Cet essai découle d'un stage expérimentation de pratique spécialisée en intervention collective auprès d'un groupe de mamans-relais au sein du Service de Référence en Périnatalité de la Femme Immigrante de Québec (SRPFIQ). Ce projet d'intervention fait suite aux recommandations de la planification stratégique (2024-2027) du SRPFIQ consignées dans un document intitulé « *Que nos voix comptent* » (Service de référence en périnatalité de la femme immigrante de Québec [SRPFIQ], 2022c). Notre regard critique porte sur les mamans-relais, constituées en comité et composées de femmes immigrantes de mobilisation de femme d'ici et d'ailleurs. L'objectif de cet essai est d'expérimenter la contribution de l'action collective et de la participation citoyenne (PC) à l'intégration sociale des femmes immigrantes de la minorité visible (FIMV). Nous nous sommes intéressées à la manière dont le dispositif de PC au sein du SRPFIQ contribue à l'intégration sociale de la FIMV dans la Ville de Québec. Pour atteindre cet objectif, des échanges structurés ont été réalisés avec les mamans-relais FIMV ayant reçu le service ou non, les mamans-relais non immigrantes, les membres de l'équipe. Trois ateliers de groupe ont été permis de réaliser notre expérimentation. Aux termes de notre démarche plusieurs FIMV reconnaissent désormais leur capacité de donner un sens à la participation citoyenne (PC), de prendre la parole dans la communauté et de s'exprimer librement sur ce qui les concernent et pour lesquelles elles ont une expertise. Cet essai m'a permis de peaufiner notre spécialisation en genre/immigration/périnatalité et, plus largement, de contribuer au débat sur les mécanismes qui peuvent favoriser une pleine PC de FIMV, voir leur intégration sociale.

Mots clés : participation citoyenne, FIMV, intégration sociale, action collective

## LISTES DES TABLEAUX ET ANNEXES

Tableau 1 : Caractéristiques sociodémographiques actuelles des participantes

Tableau 2 : Caractéristiques des mamans-relais immigrantes de la minorité visible

Tableau 3 : Activités de groupes pour les mamans bénéficiaires

Tableau 4 : Grille d'observation des Mamans-relais

Tableau 5 : Plan d'action du projet d'intervention

Tableau 6 : Actualisation de la programmation des activités

Tableau 7 : Niveaux de participation selon l'échelle d'Arnstein

Annexe 1 : Partenaire du projet « la part de nous qui est restée à la frontière »

Annexe 2 : Évaluation de la situation en accompagnement personnalisé

Annexe 3 : Grille d'échange structuré avec les mamans-relais et mamans bénéficiaires

## LISTES DES SIGLES ET ABRÉVIATIONS

AGA : Assemblée générale annuelle

CIUSSS : Centre intégré de santé et de services sociaux

CLSC : Centre local de services communautaires

ENDBP : Enquête nationale sur le don, le bénévolat et la participation

ESG : Enquête sociale générale

FI : Femmes immigrantes

FIMV : Femmes immigrantes issues de la minorité visible

GMF : Groupe de médecine de famille

ICMI : Indice canadien de mesure de l'intégration

ISQ : Institut de Statistique de Québec

MIDI : ministère de l'Immigration, de la Diversité et de l'Inclusion

MIFI : ministère de l'Immigration, de la Francisation et de l'Inclusion

PC : Participation citoyenne

SRPFIQ : Service de référence en périnatalité pour les Femmes immigrantes de Québec

SSS : Santé et service sociaux

UQO : Université de Québec en Outaouais

## REMERCIEMENTS

Je remercie Dieu tout-puissant de m'avoir donné l'inspiration nécessaire pour terminer cette maîtrise. Les imprévus survenus au moment de la rédaction de cet essai n'étaient pas faciles à gérer.

Mes remerciements vont à l'organisme Service de référence en périnatalité pour la femme immigrante de Québec (SRPFIQ) ainsi qu'à son équipe de m'avoir accepté comme stagiaire et d'avoir mis les ressources nécessaires à ma disposition pour faciliter la réussite de mon stage. Un merci aux mamans-relais pour leur intérêt et ouverture à mon projet de stage.

Merci à Monsieur Denis Bourque, mon directeur de stage, qui a accepté de m'accompagner durant ce parcours de maîtrise. C'est grâce à lui que j'ai pu préciser et dessiner mon projet de stage. Sa rigueur professionnelle, son soutien indéfectible, son écoute, ses commentaires, sa disponibilité, ses encouragements et ses stimulations m'ont permis de m'améliorer et de finaliser cette maîtrise. Cela fait du bien d'être encadrée par un professeur dévoué, engagé et stimulant, surtout spécialiste de l'intervention collective. J'y ai retiré énormément de satisfaction et de plaisir en travaillant avec lui. Toute ma gratitude va aussi à Marielle M'bangha, ma superviseure de stage, qui m'a généreusement donné accès à ses expériences et ses connaissances pour mieux accomplir mon stage. Merci beaucoup, sans vos précieuses collaborations, cette maîtrise ne pourrait pas être complétée.

Merci à M. Dominique Foisy l'évaluateur du projet de stage pour ses commentaires ainsi que les documents spécifiques au problème visé qui m'ont permis de réajuster certains points du projet de stage. Merci l'évaluatrice du présent essai. Merci d'avoir pris le temps d'examiner ce travail, que j'ai mis tant d'efforts pour bien le réaliser, et pour vos commentaires si précieux.

Merci aux professeurs de l'UQO qui ont contribué au perfectionnement de mes connaissances durant mes études universitaires de 2e cycle.

Merci à mes parents, Etienne et Claria pour les sacrifices consentis à mon éducation ; pour m'avoir appris le prix de l'engagement, le goût de la persévérance, la détermination, le courage et le devoir pour accomplir un travail commencé.

Merci également à ma famille pour leur implication et leur soutien dans ce projet qui me tenait à cœur.

## TABLE DES MATIÈRES

RÉSUMÉ .....	i
LISTES DES TABLEAUX ET ANNEXES.....	ii
LISTES DES SIGLES ET ABBREVIATIONS.....	iii
REMERCIEMENTS.....	iv
INTRODUCTION.....	1
Chapitre 1 : RETOUR SUR LE PROJET DE STAGE DE PRATIQUE SPÉCIALISÉE.....	3
1.1 Description de la ressource.....	3
1.1.1. Les valeurs promues au Service en lien avec sa mission .....	3
1.1.2. Les services offerts.....	4
1.1.3. L'équipe à l'œuvre .....	5
1.1.4. La clientèle .....	6
1.1.4.1. Les mamans-relais un partenaire incontournable du SRPFIQ .....	7
1.1.4.2. Mission du comité Maman-relais.....	8
1.1.4.3. Composition du comité Maman-relais .....	8
1.1.4.4. Rôle et fonctionnement .....	9
1.1.5. La participation et les partenariats .....	10
1.2 Les objectifs de stage.....	11
1.3 Les activités réalisées dans le stage de pratique spécialisée.....	13
1.4 Regard critique sur mes apprentissages.....	18
1.4.1. Connaissances acquises.....	18
1.4.2. Réflexion sur la pratique de l'action collective.....	21
1.4.3. Contribution de la supervision à mes apprentissages.....	23
Chapitre 2 : PROBLÉMATIQUE .....	25
2.1. Immigration dans la région de Québec.....	25
2.1.1. Situation particulière femmes immigrantes à Québec.....	29
2.1.2. La participation citoyenne et l'intégration sociale .....	31
2.1.2.1. Les différentes conceptions de la participation citoyenne .....	33
2.1.3. Les formes et les niveaux de participation citoyenne .....	37
2.1.4. Contribution des organismes communautaires à la participation citoyenne ....	38
2.2. Les objectifs de l'essai.....	41
2.3. Justification de la question .....	42
2.4. La pertinence du sujet pour le milieu de pratique, les personnes accompagnées et le travail social.....	43
Chapitre 3 : REVUE DE LA LITTÉRATURE.....	45

3.1.	Démarches documentaires .....	45
3.2.	Facteurs de vulnérabilité chez les femmes immigrantes. ....	46
3.2.1.	Circonstance ou contexte migratoire.....	48
3.2.2.	Les conditions économiques précaires, les inégalités sociales et de genre .....	48
3.2.3.	Les barrières linguistiques et culturelles .....	51
3.2.4.	Le rôle social et la mobilisation des réseaux sociaux des femmes immigrantes de la minorité visible.....	52
3.3.	L'importance de la participation dans la reconnaissance de l'expertise prémigratoire des femmes de la minorité visible .....	56
3.4.	Accessibilité aux services sociaux et santé.....	57
3.5.	Pratiques d'action collective.....	60
3.6.	Devenir paire aidante et <i>empowerment</i> .....	63
Chapitre 4 : PRÉSENTATION DES RÉSULTATS OBTENUS DANS LE PROJET.....		68
4.1.	Intégration du milieu au SRPFIQ .....	68
4.2.	Les facteurs facilitants la participation citoyennes des femmes rencontrées .....	69
4.2.1.	Portrait des femmes rencontrées .....	69
4.2.2.	Les caractéristiques sociodémographiques des femmes rencontrées .....	70
4.2.3.	Facteurs facilitants le déploiement des mamans-relais immigrantes issues de la minorité visible.....	73
4.2.3.1.	Statut économique des femmes rencontrées.....	73
4.2.3.2.	Reconstruire des réseaux sociaux en contexte post immigration.....	76
4.2.3.3.	Condition et inégalité sociales.....	77
4.2.3.4.	Conciliation travail-étude-bénévolat .....	78
4.2.4.	Pratiques d'empowerment et de participation citoyenne des femmes immigrantes de la minorité visible rencontrées.....	79
Chapitre 5 : ANALYSE DES RESULTATS OBTENUS.....		83
5.1.	La problématique des femmes immigrantes issues de la minorité visible et le point de vue des femmes rencontrées .....	83
5.1.1.	Concept de participation citoyenne : entre la théorie et la perception .....	86
5.1.2.	Les facteurs qui influencent la participation citoyenne des femmes rencontrées .....	93
5.1.2.1.	Le parcours de vie des femmes immigrantes .....	93
5.1.3.	L'importance du capital humain : l'influence des compétences linguistiques et de la scolarité .....	96
5.1.4.	Condition économique et inégalité sociale des femmes.....	98
5.1.5.	Les pratiques d'actions collectives et <i>empowerment</i> .....	99
5.1.5.1.	Développer des liens avec le milieu .....	102
5.1.5.2.	Développer l'estime de soi et la confiance en soi .....	102



5.1.5.3. Une démarche d'action collective soutenue.....	103
5.1.5.4. Renforcement les réseaux sociaux et le sentiment d'appartenance des FIMV de Québec.....	104
5.1.5.5. Le temps et la flexibilité des processus.....	105
5.1.6. Participation citoyenne et <i>empowerment</i> .....	105
5.1.7. Les recommandations des participantes pour faciliter l'intégration sociale à travers la PC des FIMV.....	109
5.2. Questions que soulève l'expérimentation pour d'éventuelles recherches et pour les milieux de pratique.....	111
5.3. Analyser le potentiel de pérennité des résultats obtenus dans le milieu.....	113
5.4. Genre en travail social : immigration et périnatalité.....	115
CONCLUSION.....	118
RÉFÉRENCES.....	120
LISTES DES TABLEAUX.....	147
ANNEXES.....	180

## INTRODUCTION

Le présent essai est fondé sur mon expérience en tant que stagiaire en travail social au sein du SRPFIQ, un organisme spécialisé de première ligne en prévention, accompagnement et transfert de connaissance (SRPFIQ, 2023a). Mes expériences en développement des communautés m'ont permis d'expérimenter la dimension endogène de la Participation citoyenne (PC) comme finalité de l'action collective axée sur le développement du pouvoir d'agir des personnes concernées. En effet, la PC vise à favoriser l'engagement direct des personnes concernées dans le changement social et la construction d'un monde plus égalitaire (Gaudreau, 2011) au moyen de l'*empowerment*, une dimension de l'action collective en travail social (Sénéchal et *al.*, 2021).

La Ville de Québec est marquée par un fort taux d'immigration récente et notamment de l'immigration féminine et familiale (Tremblay-Guérin et Turbide, 2020). En collaboration avec d'autres organisations du milieu dans le domaine de la périnatalité, le SRPFIQ travaille pour l'autonomie et l'intégration des femmes immigrantes et de leurs familles (SRPFIQ, 2023a). Il s'appuie sur le modèle pair-aidance (Bonnami, 2019a ; Godrie, 2016 ; Komaroff et Perreault, 2013 ; Charlier et Sandron, 2018) qui permet de déléguer certaines responsabilités et d'intervenir de façon adéquate pour rejoindre, comprendre et soutenir les femmes immigrantes en situation de périnatalité.

Ce projet d'intervention est issu des informations recueillies lors des échanges structurés ou informelles réalisées auprès des intervenantes, de la coordonnatrice et de quelques mamans-relais pendant mon stage. Il s'agissait d'un projet de stimulation et de soutien à l'action collective qui a pour objectif d'améliorer les interventions réalisées par les pairs et d'encourager le recrutement parmi les femmes bénéficiaires. Par la PC, il est possible pour les gens ordinaires de jouer un rôle actif dans la transformation sociale (Lavoie et Panet-Raymond, 2020).

Même si la participation citoyenne (PC) émane des discours gouvernementaux, l'accès aux lieux de participation reste « *enchâssé dans des inégalités de pouvoir et des inégalités économiques* » (Godrie et al., 2018 p.4). En général, les personnes vulnérables, notamment les femmes immigrantes ont une faible opportunité pour construire leur citoyenneté et participer au vivre ensemble (Guay-Charette, 2019). De ce fait, elles sont susceptibles d'être exclues des pratiques de PC en raison des facteurs d'inégalités et d'exclusion (Gaudet et Turcotte, 2013) accentuée par une triple discrimination (femme, immigrante, minorité visible) (Conseil du statut de la femme [CSF], 2012 ; Hudon, 2016). En effet, la migration des femmes est un facteur de vulnérabilité psychique à considérer pendant la période périnatales car celles-ci peuvent vivre différentes vulnérabilités liées à la perte du réseau social, l'appauvrissement, la déqualification professionnelle, le manque d'information sur les services existants, la méconnaissance du système de santé (Heslehurst et al., 2018) qui réduisent leur pratique de PC.

Au croisement des thématiques de périnatalité et de l'immigration, cet essai critique propose d'expérimenter la contribution de la participation citoyenne et de l'action collective dans l'intégration sociale des femmes immigrantes issues de la minorité visible en situation de périnatalité dans la Ville de Québec. Il est charpenté en cinq parties. La première partie présentera un retour réflexif sur l'intervention réalisée. La seconde rend compte du sujet traité dans l'essai à partir des questions soulevées dans le rapport de stage. La troisième présente la revue de littérature. La quatrième partie présente les résultats obtenus. La cinquième partie présente l'analyse des résultats. Enfin, la dernière partie intitulée Conclusion tirée de l'expérimentation précise les questions pour d'éventuelles recherches action, pour les milieux, les pratiques et les politiques sociales ainsi que des recommandations. Ce document préconisera un langage épïcène et féminisé par souci de cohérence au regard de la problématique, notamment participation citoyenne, intégration sociale, périnatalité et l'immigration qui nous préoccupent.

## Chapitre 1 : RETOUR SUR LE PROJET DE STAGE DE PRATIQUE SPÉCIALISÉE

Cette partie présente le projet de stage de pratique spécialisée ainsi que les activités réalisées au sein du SRPFIQ de janvier à avril 2023, à raison de quatre jours par semaine, sous la supervision de la coordonnatrice de l'organisme. Elle est divisée en quatre sections. La première section présente l'organisme qui nous a donné l'opportunité de réaliser notre stage. La deuxième section présente les objectifs réalisés en lien avec les mandats pendant notre stage. La troisième section présente une synthèse des retombées des activités réalisées dans le cadre du stage de pratique spécialisée et finalement la quatrième section qui présente une réflexion critique de nos apprentissages.

### **1.1 Description de la ressource**

Le SRPFIQ est un organisme spécialisé de première ligne, qui contribue à la promotion et prévention de la vulnérabilité de la femme immigrante pendant la période de périnatalité (SRPFIQ, 2023a). Cette initiative démarre comme projet pilote au sein du Collectif Les Accompagnantes, un autre organisme communautaire en périnatalité dans la Ville de Québec. Grâce à un financement obtenu de la fondation Béati, le projet est lancé par Marielle M'Bangha en 2018. Il faut noter que l'initiatrice de ce projet est une femme immigrante issue de la minorité visible ayant rencontrée des difficultés majeures pendant sa première grossesse au Québec (SRPFIQ, 2022c). Le SRPFIQ a pour mission est de créer un pont et favoriser un lien de confiance entre les femmes immigrantes, et les ressources en périnatalité pendant la grossesse, l'accouchement et les services postpartum (0 - 2 ans) (SRPFIQ, 2023a ; SRPFIQ, 2023b).

#### **1.1.1. Les valeurs promues au Service en lien avec sa mission**

La philosophie du Service est de favoriser le développement d'une vie communautaire caractérisée par le respect, l'égalité, la sécurité et la confiance. Le principe derrière cette

philosophie est de considérer que les femmes immigrantes sont des expertes de vécu. Les intervenantes viennent en soutien aux femmes immigrantes dans le respect sachant qu'elles ont du potentiel et des habiletés nécessaires pour diriger leur vie et prendre des décisions ; qu'elles peuvent reprendre du pouvoir sur leur vie à travers la solidarité entre femmes immigrantes ou non et qu'il y a un lien étroit entre le changement social et individuel (SRPFIQ, 2023b). Le service adhère à plusieurs valeurs qui guident les interventions notamment **l'égalité** qui est la base de différents rapports au sein du service, **la famille** pour signifier que le SRPFIQ se veut une famille de cœur, **l'approche par et pour** qui valorise le pouvoir de rapprochement et de l'expérience partagée et **la dignité sans condition** par laquelle les femmes demandent à être traitées « humainement » (SRPFIQ, 2023c). Elles sont complétées par des valeurs telles que le temps de qualité, l'intemporalité, la confiance, l'ouverture, le respect, la sororité, l'égalité, l'empathie et le non-jugement (SRPFIQ, 2023c).

### **1.1.2. Les services offerts**

Le SRPFIQ est l'unique organisme en périnatalité par et pour les femmes immigrantes de la Ville de Québec (SRPFIQ, 2023c).

La périnatalité est une période qui s'étend du moment de la prise de décision d'avoir un enfant (prénatale : conception et grossesse), en passant par l'accouchement et la naissance jusqu'à la première année de vie de l'enfant, voire la deuxième (postnatale) (ministère de la Santé et des Services sociaux [MSSS], 2008). C'est un moment privilégié pour prévenir l'apparition de problèmes de santé ou sociale, notamment le faible poids du nouveau-né, le retard de développement, abus et négligence, violence conjugale et familiale. Autrement dit, c'est un moment de transition d'une grande importance pour promouvoir l'adoption de « saines » habitudes de vie, l'accompagnement des parents dans l'acquisition de bonnes habiletés

parentales, et mettre les familles en relation avec les services communautaires dans leur parcours d'adaptation (Dufour-Turbis et Hamelin-Brabant, 2019).

Pour répondre à la demande croissante des femmes immigrantes en situation de périnatalité, le SRPFIQ offre différents services aux familles comme le soutien, l'écoute, le service de gardiennage d'urgence à l'accouchement et de suivi, des activités d'éducation aux droits, *empowerment*. Ces dispositifs internes de participation montrent l'importance de conjuguer simultanément les opportunités de participation et la réponse aux besoins exprimés par les citoyennes (Foisy, 2013).

### **1.1.3. L'équipe à l'œuvre**

Le SRPFIQ est régi par la loi sur la création des organismes à but non lucratif. La permanence de l'organisme est assurée par trois personnes : une coordonnatrice et deux intervenantes de soutien, dont une intervenante à temps partiel (SRPFIQ, 2023a ; SRPFIQ, 2023c). L'équipe est complétée par trois consultant(e)s (une chargée de la communication, une chargée de la planification, une chargée de la formation et des projets, une chargée du projet La part de nous qui est resté à la frontière), deux stagiaires (une préposée à la comptabilité, une stagiaire en maîtrise de travail social) et des mamans relais bénévoles (SRPFIQ, 2023a ; SRPFIQ, 2023c).

Les intervenantes de soutien sont responsables des mamans Lotus. Ce sont des mamans bénéficiaires du projet Lotus (voir paragraphe 1.1.5). Ce sont des femmes qui vivent avec plusieurs facteurs de vulnérabilité comme l'immigration, la consommation, les difficultés financières, etc. Elles sont prises en charge dès le début de la grossesse d'abord par une infirmière pivot du Groupe de médecine de famille (GMF), puis une maman-relais Lotus du SRPFIQ lui sera affectée selon ses besoins et sa spécificité. Quant aux mamans-relais, elles s'occupent de l'accompagnement des mamans régulières et des mamans Lotus. La

coordonnatrice est responsable du suivi des mamans-relais. L'équipe se réunit chaque semaine pour échanger sur les nouveaux cas critiques, ou un transfert d'information (SRPFIQ, 2023a ; SRPFIQ, 2023c).

Le service est aussi représenté par un conseil d'administration (CA) composé de cinq femmes provenant de différents milieux, tels que le secteur public et privé. Le groupe est hétérogène, car il est composé de trois FIMV (SRPFIQ, 2023a ; SRPFIQ, 2023b). Elles occupent les postes respectivement de présidente, secrétaire et trésorière et deux femmes d'origine québécoise. La coordonnatrice siège d'office sans droit de vote au conseil d'administration. Pour des raisons de praticabilité, la loi permet au CA de déléguer une partie de ses pouvoirs à la coordinatrice (SRPFIQ, 2023a). Le CA s'assure de la saine santé financière et est responsable des orientations de l'organisme (SRPFIQ, 2023a ; SRPFIQ, 2023b).

#### **1.1.4. La clientèle**

Les services offerts par le SRPFIQ s'adressent aux femmes immigrantes. Ces bénéficiaires sont regroupées en deux catégories : Les mamans bénéficiaires du service régulier qui reçoivent tous les services proposés et les mamans lotus relais qui bénéficie du programme Lotus. Le service accueille les femmes en situation de vulnérabilité c'est-à-dire les femmes à risque de développer de l'anxiété, du stress ou la dépression postpartum.

Entre janvier et avril 2023, le service a reçu plus de 200 demandes de service et il a accompagné environ cent dix-sept (117) mamans immigrantes enceintes (SRPFIQ, 2023a ; SRPFIQ, 2023b). Toutefois, le service demeure la porte d'entrée du projet Lotus, un projet concerté. Les mamans bénéficiaires de ce projet sont appelées des « mamans Lotus » (SRPFIQ, 2023a, 2023b).

Dans cet essai, nous retenons la définition canadienne des termes immigrant et minorité visible afin d'être en adéquation avec les données statistiques présentées ultérieurement.

Un immigrant désigne une personne qui est, ou qui a déjà été, un immigrant reçu ou résident permanent. Il s'agit d'une personne à qui les autorités de l'immigration ont accordé le droit de résider au Canada en permanence. Les immigrants récents (aussi appelés « nouveaux venus ») sont des immigrants arrivés dans les cinq années précédant une année de recensement donnée (Robitaille, 2023).

Selon le guide de référence sur les minorités visibles et le groupe de population, le terme « minorité visible » réfère au fait qu'une personne appartient ou non à l'une des minorités visibles définies dans la Loi sur l'équité en matière d'emploi. L'expression « minorité visible », utilisée par Statistique Canada, réfère aux personnes autres que les Autochtones, qui ne sont pas de race blanche ou qui n'ont pas la peau blanche (Noirs, Arabes, Latino-Américains, etc.) (Statistique Canada, 2018 ; Robitaille, 2023).

Les femmes immigrantes vivent plusieurs enjeux reliés à leur parcours migratoires et font face à de nombreux mécanismes d'exclusion comme les stéréotypes, les préjugés, la discrimination et le racisme (Garneau, 2019 ; CSF, 2012 ; Bourque, 2008). Par exemple, une proportion importante des femmes présente des symptômes d'anxiété due à la précarité financière, les barrières linguistiques et culturelles, les traumatismes prémigratoires, le manque de soutien des proches, non connaissance du système de santé et le statut migratoire précaire impactant l'accès à la couverture médicale.

#### ***1.1.4.1. Les mamans-relais un partenaire incontournable du SRPFIQ***

Le SRPFIQ existe presque exclusivement grâce au bénévolat des mamans-relais (SRPFIQ, 2023a). Une maman-relais est une paire-aidante bénévole, une femme d'expérience, immigrante ou non, désireuse de partager leur expérience à d'autres femmes et d'apporter une contribution au développement du service (SRPFIQ, 2023b).



Les pairs aidants sont des personnes qui interviennent auprès d'autres personnes qui ont vécu des difficultés similaires. [...]. La valeur de ce soutien réside dans la reconnaissance de l'expérience qui est transmise d'une personne à l'autre et de l'équité qui existe dans cette relation (Komaroff et Perreault, 2013, p. 43).

La paire aidance qui résulte d'un changement progressif de la place des usagers et de la prise en compte du savoir expérientiel (Komaroff et Perreault, 2013 ; Godrie, 2016). Ce modèle de soutien égalitaire renvoie aux notions d'entraide, de solidarité et plus globalement aux modèles de lien social qui fondent les sociétés contemporaines (Komaroff et Perreault, 2013 ; Conrath et Ouazzani, 2020). Les mamans-relais sont des FIMV ou non ayant connu des difficultés psycho-médico-sociales pendant la période périnatale, ayant amélioré leur qualité de vie par l'*empowerment* et désireuses d'aider ceux qui vivent des situations similaires qui sont recrutées dans ce comité en tant que paires aidantes (SRPFIQ, 2023b). Elles sont des accompagnatrices, animatrices ou consultantes disponibles pour effectuer des suivis, des conférences, des formations ou des projets de recherche (SRPFIQ, 2023b).

#### ***1.1.4.2. Mission du comité Maman-relais***

Le comité Maman-relais a pour mission de décrire et de comprendre ce qui se passe sur le terrain, de susciter une réflexion critique sur l'action et sur les enjeux qui en découlent, de soutenir la recherche et de proposer des solutions.

#### ***1.1.4.3. Composition du comité Maman-relais***

Le comité de Maman-relais est composé de vingt et six (26) femmes actives dont onze (11) femmes immigrantes issues de la minorité visible ayant reçu le service, sept (7) femmes immigrantes n'ayant pas reçu le service, huit (8) femmes non immigrantes (SRPFIQ, 2023a, 2023b, 2023c). Le comité de maman-relais est chapeauté par la coordinatrice qui s'assure de la

disponibilité de chaque membre et leur accompagnement (SRPFIQ, 2023a, 2023b, 2023c). La coordonnatrice est aussi membre du comité et responsable du recrutement et de formation des mamans-relais. Les mamans-relais reçoivent une formation en ligne d'environ vingt (20) heures après leur recrutement. Cette formation permet aux futures de mieux appréhender la problématique des femmes immigrantes en situation de périnatalité, de comprendre pour mieux intervenir (SRPFIQ, 2023a, 2023b, 2023c). Même si le comité maman-relais est hétérogène, les mamans-relais immigrantes de la minorité visible présentent des caractéristiques communes : elles sont immigrantes et instruites (elles ont au moins le niveau secondaire 5) (Voir tableau 1 et tableau 2 en annexe).

#### ***1.1.4.4. Rôle et fonctionnement***

Les mamans-relais sont un comité des femmes immigrantes ou non qui offrent un accompagnement personnalisé aux femmes immigrantes en situation de périnatalité afin de les aider à s'accomplir malgré l'adversité (s'adapter dans la nouvelle société) (SRPFIQ, 2023a, 2023b, 2023c). Cet accompagnement personnalisé vise à redonner du pouvoir aux mamans bénéficiaires à travers les ressources personnelles et sociales qui peuvent être mobilisées (SRPFIQ, 2023a, 2023b, 2023c). La valeur et l'originalité de ce soutien résident dans l'équité et l'expérience partagées. L'engagement des mamans-relais peut prendre toutes sortes de formes, dépendamment du temps qu'elles souhaitent y investir, des intérêts de chacune et des besoins de l'organisme (SRPFIQ, 2023a, 2023b, 2023c). Les rôles attribués peuvent être soit :  
paire aidante c'est-à-dire elles sont recrutées comme Maman relais, intervenante paire aidante c'est-à-dire elles sont recrutées comme intervenante et deviennent Maman relais.

Les mamans-relais ont pour rôle d'assurer le partage, la transmission d'expérience et de connaissances, de contribuer à bâtir la nouvelle vie des mères immigrantes au Québec et d'appuyer l'organisme dans divers projets (SRPFIQ, 2023c). De plus, elles contribuent à

réduire la discontinuité entre l'expérience sociale (pré-migration) et celle vécu au Québec par les femmes et appuient l'organisme dans divers projets. Le comité de maman-relais se rencontre tous les six mois pour échanger sur les difficultés qu'elles rencontrent et propose des pistes de solutions (SRPFIQ, 2023a, 2023b, 2023c). Ces rencontres sont l'occasion pour l'organisme de marquer sa reconnaissance pour le travail effectué par les mamans-relais et de les gratifier (p.ex. l'AGA de 2022 a été organisée dans un chalet pour permettre une détente entre Maman- relais).

En ce qui concerne la communication, les moyens privilégiés par le service sont les réseaux sociaux considérés comme un espace de partage démocratique. Le comité de maman-relais est un groupe actif sur Facebook où sont publiées toutes les informations du service (SRPFIQ, 2023a, 2023b, 2023c). Ce qui facilite la communication entre mamans-relais, avec le service et la mobilisation des mamans-relais. D'autres groupes comme le groupe Maman du SRPFIQ constitué par les mamans bénéficiaires ou membres utilisateur, les puces gratuites du SRPFIQ existent et sont des espaces de dons de matériel pour les enfants. D'autres moyens de communication sont utilisés, notamment par le téléphone, le fax (SRPFIQ, 2023a, 2023b, 2023c).

#### **1.1.5. La participation et les partenariats**

Au sein du SRPFIQ, les FIMV sont un partenaire incontournable de l'intervention dans le milieu. L'engagement des FIMV dans la communauté facilite la collaboration dans différents projets communautaires (Projet Lotus, etc.) et de recherche (projet Coline en réflexion, accoucher en pandémie, etc.). De plus, elles partagent leurs expériences et expertise et apprennent des autres (SRPFIQ, 2023a, 2023b) dans plusieurs projets. C'est le cas par exemple dans les projet suivant :

Le projet Lotus est un projet concerté en périnatalité sociale dirigée par SRPFIQ (SRPFIQ, 2023a, 2023b). Les mamans bénéficiaires ont accès à plusieurs services offerts par

les organismes communautaires suivants : Le Collectif les accompagnantes, Entraide naturolait, Commun'action 0-5ans, GMF, le Centre local de services communautaires (CLSC). Ce projet est financé par le ministère de la santé et des services sociaux (MSSS).

Le projet « La part de nous qui est restée à la frontière » vise à donner la parole aux femmes immigrantes qui ont vécu un ou plusieurs accouchements afin qu'elles exposent leur point de vue sur leur prise en charge pendant cette période. Ce projet est cofinancé par la Ville de Québec, le Gouvernement du Québec et la Caisse Desjardins du Plateau Montcalm.

La planification stratégique 2024-2027 a permis d'établir le diagnostic (interne et externe) de l'organisme SRPFIQ et d'assoir les décisions stratégiques. Ce projet financé par le groupe 3737 a permis au maman relais de prendre la parole, et de donner leur vision de l'organisme. Ce projet a été dirigé par un comité constitué en majorité de maman-relais. Les mamans-relais sont des parties prenantes et des initiatrices de la majorité des projets du SRPFIQ.

## **1.2 Les objectifs de stage**

Notre stage a consisté à l'implantation d'un projet d'intervention visant le soutien à la PC des FIMV dans l'organisation des services en périnatalité. Nous avons choisi d'adapter nos objectifs du stage suivant les étapes de l'intervention collective. Ces objectifs généraux ont été définis, ainsi que les moyens et les indicateurs indispensables à l'atteinte des objectifs. Notre projet d'intervention a été guidé par quatre grands objectifs (annexe 2).

**Le premier grand objectif** a permis d'analyser le milieu et les besoins du milieu pour la préparation de l'intervention. Pour cela il a fallu intégrer dans le milieu pour maîtriser les techniques et méthodes d'intervention afin de s'approprier des mandats en tant que stagiaire. Par la suite, l'évaluation du niveau d'avancement des projets comme « La part de nous qui est

restée à la frontière », et la planification stratégique m'a permis développer mon sentiment d'appartenance à l'équipe. Plusieurs activités réalisées comme les rencontres préparatoires avec les membres de l'équipe et la coordinatrice, la prise de contact et la présentation du projet de stage au groupe de mamans-relais, l'élaboration de mandats de stages ont facilité mon intégration dans le groupe. En fin la consultation de la documentation interne l'organisme, notamment les rapports d'activité, les comptes - rendus des activités, la visite du site internet et intranet, les dépliants, a permis de parfaire mon intégration dans le milieu.

**Le deuxième grand objectif** a consisté à établir le plan d'action. Pour atteindre cet objectif, en collaboration avec les acteurs clés du milieu de stage, nous avons identifié les stratégies facilitant le déploiement des activités des mamans immigrantes et les projets de l'organisme. Ensuite, les attitudes et des habiletés spécifiques à la pratique de *l'empowerment* ont été développé. Ce qui est venu affiner nos connaissances et favoriser notre spécialisation dans la mise en œuvre de cette approche. J'ai pu consolider mes capacités relationnelles, comme l'écoute active, le leadership, la collaboration professionnelle partenariale, la communication organisationnelle. Par exemple, les réunions d'équipe, les communications avec des partenaires, l'animation et la mobilisation citoyenne ont été des moyens qui ont permis l'atteinte de cet objectif. Par ailleurs, j'ai acquis un savoir-faire, notamment la synthèse des idées, la conduite des échanges structurés et l'aptitude communicationnelle avec les partenaires et la mobilisation des personnes concernées ont été les principales habiletés visées. À la suite des rétroactions, le plan d'action validé par les mamans-relais et la coordonnatrice est mis en œuvre.

**Le troisième grand objectif** a permis la réalisation de l'intervention. À partir de la grille d'observation élaborée, j'ai été capable d'apprécier la participation citoyenne et le processus d'*empowerment* des FIMV et d'évaluer les opportunités et les enjeux liés à la PC des FIMV. Les documents internes, les échanges structurés avec les mamans-relais, les

observations participantes et le travail de groupe avec le comité mamans-relais, les retours réflexifs des intervenantes du milieu ont été les principaux moyens choisis.

**Le quatrième grand objectif** est l'évaluation de l'intervention faite à partir des différentes actions effectuées dans l'organisation et de l'évaluation l'*empowerment* des FIMV. Par ailleurs, les rencontres de supervision, les rétroactions continues de la superviseuse et des intervenantes m'ont permis d'effectuer le bilan de mes apprentissages et de valider l'atteinte des objectifs de stage. Les rencontres de groupe et individuelles des mamans-relais m'ont permis de recueillir des informations nécessaires à la réussite mon stage et de peaufiner mon essai. Le tableau de la programmation des activités se trouve en annexe.

### **1.3 Les activités réalisées dans le stage de pratique spécialisée**

#### **1.3.1. Participation citoyenne des mamans-relais du point de vue stratégique.**

Au Québec, l'État et les bailleurs de fonds exercent une influence grandissante sur les pratiques des milieux communautaires (Depelteau et *al.*, 2013). Le modèle communautaire québécois est affecté par de nouvelles pratiques de gestion, notamment celles qui découlent de la gouvernance managériale (Depelteau et *al.*, 2013). Même si les organismes communautaires rencontrent des problèmes qui attestent de la logique d'action différente dans le cadre de leur participation à des programmes issus du partenariat public privé (PPP) sociaux, le SRPFIQ a su relever le défi par la participation des mamans-relais notamment les mamans-relais immigrantes issues de la minorité visible dans l'élaboration du plan stratégique 2023-2027. En partenariat avec le groupe 3737 (Initiative appuyer les communautés noires du Canada financé par le gouvernement fédéral), le SRPFIQ a élaboré un plan d'action pour les 4 prochaines années. Ce processus de planification stratégique entamé depuis juillet 2022 a pu être présenté au comité de maman-relais le 31 mars 2023. Un comité de planification stratégique a été mis en place. Il était constitué de coordonnatrice, de la consultante en planification stratégique (ancienne maman-relais), d'une consultante en gouvernance, d'une agente de projets à la correction de

textes (maman-relais) et d'une graphiste (maman-relais d'origine québécoise). Dans le cadre de mon stage, il a été question d'apprécier le niveau de participation et le rôle des mamans-relais immigrantes issues de la minorité visible à la planification stratégique.

La planification stratégique constitue un outil de gouvernance obtenu à la suite participation d'une diversification des partenaires ou des preneurs de décision. Selon Arnstein (1969) cité par Sénéchal et *al.*, (2021), le point de vue stratégique permet de distinguer les niveaux d'influences de la participation des mamans-relais immigrantes de la minorité visible dans une graduation allant de l'information, à la consultation, à la conciliation, au niveau du partenariat et finalement à la délégation de pouvoir et au contrôle.

### **1.3.2. Transcription et organisation de l'exposition vernissage du projet « La part de nous qui est restée à la frontière »**

« La part de nous qui est restée à la frontière » est un projet initié par quelques mamans-relais et développé par le comité. À la suite de plusieurs réflexions, un cercle de parole a été organisé par le service de référence avant mon stage, permettant de partager le vécu d'une dizaine de femmes immigrantes issues de la minorité visible ou non, leur histoire, ce qu'elles ont laissé, ce qu'elles ont vécu ici en devenant mères, mais aussi leurs espoirs ! Ces enregistrements présentent des expériences personnelles et les vécues des femmes immigrantes en contexte de périnatalité selon leurs spécificités (cultures et bagages).

Ce projet vise à sensibiliser le réseau de la santé et service sociaux et la population québécoise sur le vécu des femmes immigrantes issues de la minorité visible ou non. De ce fait, il faut bien connaître le phénomène social pour mieux intervenir. Ce projet a permis aux femmes immigrantes issues de la minorité visible de prendre la parole. Les moyens pour y arriver sont donc le cercle de parole et, le vernissage d'exposition. Il est prévu d'effectuer une tournée dans les bibliothèques de Québec. Puis, un documentaire (film) sera réalisé pour permettre à ces

femmes immigrantes de prendre la parole sur les enjeux de la périnatalité en contexte d'immigration. Enfin une bande dessinée sera produite.

L'organisme a donc choisi la journée internationale des droits des femmes (le 8 mars 2023) pour restituer les données de ce cercle de parole en organisant une exposition-vernissage sous forme de bande dessinée. Le comité de gestion de cette activité était constitué de la coordonnatrice, la présidente du conseil d'administration (CA), une consultante (artistique-peintre) et la stagiaire (moi). Mon rôle a été de faire la transcription des enregistrements. Cela a permis de réaliser les tableaux pour l'exposition (voir annexe 1 à la page 194). Il s'agissait du témoignage de quinze (15) femmes immigrantes dont treize (13) issues de la minorité visible ayant donné naissance au Québec. Deux mamans-relais et une maman bénéficiaire du service ont participé à ce cercle de parole. À l'écoute de ces enregistrements, voici nos constats :

1- Plusieurs témoignages dénoncent des paroles, des gestes et des actes médicaux. En s'appuyant sur la littérature on parle de violence obstétricale et gynécologique (Lévesque et *al.*, 2018 ; Rozée et Schantz, 2021). Ces violences peuvent compromettre l'intégrité physique et mentale des femmes immigrantes de façon plus ou moins sévère surtout pour des femmes immigrantes vivant déjà de la violence conjugale. La rencontre avec l'autre ne consiste pas toujours à le réduire à son appartenance culturelle, mais plutôt à considérer toute rencontre comme une rencontre de l'hétérogénéité (Castro et Villeneuve, 2019).

2- Même si les soins pendant l'accouchement et la grossesse sont universels, les pratiques culturelles influencent la période périnatale. Nous avons constaté que la période postnatale est une période très importante pour la femme immigrante qui a besoin de soutien. Ce soutien qui était assuré par son réseau familial est souvent absent. Pendant cette période la femme est exposée à la dépression post-partum (O'Mahony et Donnelly, 2010 ; Sharapova, et Goguikian Ratcliff, 2018).



3- Les circonstances et le statut migratoire précaire influence le bien-être des familles en période périnatale. Par exemple, les réfugiés (statut reconnu), les demandeurs d'asile en attente d'une audition, les sans statut (situation d'ordre humanitaire) présentent un risque plus élevé de vulnérabilité.

4- Être immigrée n'est pas chose facile ! Certaines femmes doivent tout reprendre à zéro en arrivant dans la nouvelle société car elles doivent faire plusieurs deuils (perte de statut social, de réseau social). En plus de vivre de l'isolement social, elles ne connaissent ni les ressources, ni leurs droits dans le pays d'accueil, ni encore les normes sociales entourant le rôle du parent, ce qui leur cause encore plus de stress et de la détresse. Toutefois, ce groupe de parole a favorisé les échanges sur le maternage et les différences culturelles dans les pratiques de maternage.

Selon Lévesque et *al.* (2018), la violence obstétricale regroupe toute parole ou tout geste posé par les équipes soignantes pendant un accouchement sans le consentement éclairé de la femme. En écoutant la vidéo, on peut dire que ces femmes immigrantes ont vécu de la violence obstétricale gynécologique. Comme le mentionne Lévesque et ses collaborateurs (2018) dans son article plusieurs femmes de ce groupe en de parole en majorité des immigrantes de la minorité visible ont subi de mauvais traitements ou ont vécu des expériences marquées par le manque de respect lors de leur accouchement. Ces expériences sont considérées comme : « comportements abusifs », « négligences », « mauvais traitements », « manque de respect », ou « déshumanisation des soins », pour ne citer que ceux-ci. Ces pratiques négatives constituent une violation des droits fondamentaux, une menace à leurs droits à la vie, à la santé, à l'intégrité physique et à l'absence de discrimination (Organisation mondiale de la santé [OMS], 2014 cité dans Lévesque et *al.*, 2018).

### **1.3.3. La mobilisation et le renforcement des capacités du comité des mamans-relais.**

Cette activité nous a permis de réfléchir sur des outils qui ont favorisé l'accompagnement des mamans bénéficiaires afin de soutenir la PC des mamans-relais. La mobilisation de maman-relais s'est fait via le groupe Messenger et par courriel. De ce fait, lors de la rencontre entre mamans-relais, quatorze (14) mamans-relais étaient présentes dont quatre (4) mamans-relais immigrantes de la minorité visible. Un délai de deux semaines est laissé entre les deux rencontres de groupe. Ce temps de distanciation donne la possibilité aux mamans-relais de poser les questions, d'avoir un regard réflexif sur les outils utilisés et proposés et de trouver ensemble des moyens pour mieux les intégrer dans leur pratique lors de la deuxième rencontre.

La pratique en atelier a permis de mieux cerner quelques enjeux autour de participation des mamans-relais la minorité visible. Le premier enjeu est la conciliation famille-emploi, études et bénévolat. Certaines mamans-relais étaient absentes aux rencontres de groupe, parce que la planification des ateliers tient compte de la disponibilité de la majorité des mamans-relais. L'horaire choisit ne correspond toujours à l'espace-temps réservé aux bénévoles. Il faut noter que le jour de la rencontre avait été choisi au terme d'un vote. Il reste donc difficile pour ces femmes de participer à tous les ateliers. Toutefois, lorsqu'elles font de l'accompagnement personnalisé, elles ont une liberté de choix et peuvent effectuer leur bénévolat dans des plages qu'elles ont préalablement définies.

Le deuxième enjeu est la langue. Selon Vissandjée et *al.* (2007) la conception sociale de l'immigrant demeure liée à l'image de celui ou celle qui ne maîtrise pas la langue du pays d'accueil, qui appartient à une culture ou une ethnie différente de celle de la majorité. De ce fait, comme le statut migratoire, la langue contribue à l'exclusion de « l'autre ». Les structures institutionnelles ainsi que les hôpitaux et centres de soins de santé peuvent contribuer, par

certaines politiques, normes et pratiques en place, à la marginalisation de ces groupes « minoritaires », même sans le vouloir.

Selon Calinon (2013), la langue sert « *davantage à penser comme un élément d'un système visant à aider les individus en situation d'immigration et d'intégration à tenir une place qu'ils auront choisie dans la société d'installation* » (p.31). L'intégration linguistique est un processus commençant par l'apprentissage de la langue d'accueil et qui continue par l'usage régulier de cette langue dans les différentes sphères de la vie quotidienne (MAIICC, 1997 p.7 cité Calinon, 2013). Au Québec, le français désigné comme une langue publique commune, permet à tous les citoyens de participer pleinement (Calinon, 2013). Les mamans-relais immigrantes sont multilingues et les femmes immigrantes qu'elles accompagnent sont souvent allophones. De ce fait, la participation citoyenne favorise le partage de différences et des expériences. Elle permet aux mamans-relais de lutter contre les fragilités individuelle de savoirs et de faire valoir leur savoir expérientiel (Conrath et Ouazzani, 2020). Cependant, l'identification au français peut se faire avec le temps, à mesure que l'immigrant développe un sentiment d'appartenance à la société d'accueil et ne saurait fait l'objet d'une exigence (Calinon, 2013).

## **1.4 Regard critique sur mes apprentissages**

### **1.4.1. Connaissances acquises**

Ce stage à la maîtrise en travail social m'a permis de développer une spécialisation dans un champ différent de mon domaine habituel de travail, de construire une spécialisation sur la base des compétences techniques acquises et de parfaire mes connaissances dans plusieurs domaines. En premier lieu, l'intégration dans le milieu a été un moment propice pour mieux connaître certaines pratiques propres à l'intervention collective notamment l'action collective, la mobilisation citoyenne, la participation citoyenne et l'intégration sociale. En deuxième lieu, *l'empowerment*, le pouvoir d'agir, la remise en mouvement doit être au centre

l'accompagnement des FIMV en situation de périnatalité. Redonner le pouvoir d'agir aux femmes immigrantes à travers la participation citoyenne exige de briser la relation de pouvoir entre l'intervenante et la femme immigrante et de créer un espace de dialogue. En troisième lieu, le milieu communautaire est un lieu pour emploi précaire. Malgré « *leur contribution essentielle au développement de la collectivité* » (Didier, Aubry et Gervais, 2005, p. 12), cet organisme n'emploie que les techniciennes en éducation spécialisée. Le travail social n'y est pas vraiment développé même si le milieu reste propice pour le développement de cette pratique. Cette intervention m'a interpellé beaucoup sur la place du travailleur sociale dans ce type d'organisme car les expériences de certaines femmes avec les travailleuses sociales de la direction de la protection de la jeunesse (DPJ) n'ont pas toujours été appréciées. Ceci qui me questionne sur l'importance de l'approche interculturelle et pratiques sociales dans la formation des travailleurs ou travailleuses social(e)s. De mon point de vue cette matière devrait être obligatoire dans le parcours de la travailleuse sociale car celle-ci est supposée rencontrer une clientèle diversifiée aussi bien au niveau culturel qu'au niveau social.

Au niveau de l'organisme, l'approche interculturelle est utilisée. Les mamans-relais et les intervenants reçoivent quelques notions de cette approche mais l'organisme peut aussi inscrire des mamans relais à ce type de formation. Par exemple, une séance de travail avec un organisme spécialiste de la parentalité en contexte d'immigration a permis d'inscrire une maman-relais à une formation en coaching pour parent immigrant. J'ai participé aux ateliers Espace Parents offerts par le Centre multiethnique de Québec sur le thème Immigration et protection de la jeunesse. Ces ateliers m'ont permis de confirmer que d'abord les immigrants ne sont pas un groupe homogène, c'est pourquoi il faut comprendre pour mieux intervenir. De plus, « *le projet migratoire est souvent centré sur l'intérêt de l'enfant, puissant vecteur d'intégration à la nouvelle société* » (Richard, et al., 2018 p.5).

Le fait de pouvoir assister à plusieurs rencontres avec des organismes (la maison de la famille sainte- Ambroise, la coopérative de solidarité Sabsa (service à bas seuil d'accessibilité), La Génération Lavande à Montréal) m'a fait réaliser que malgré les coupures et conséquences de la nouvelle gestion publique, le milieu communautaire se bat pour sa survie (Bourque et Jetté, 2018). De ce fait, plusieurs actions innovantes sont en mouvement pour la résolution collective des problèmes sociaux.

En tant qu'intervenante, l'accompagnement personnalisé a été une opportunité qui m'a permis de voir comment les femmes immigrantes de la minorité visible reprennent le pouvoir sur leur vie. Les mamans-relais ont nommé les effets positifs de leur appartenance aux groupes sur leur parcours post-migratoire. Ces effets touchent plusieurs sphères de leur vie (personnelle, familiale, professionnelle).

En tant qu'organisatrice communautaire, j'ai travaillé à la participation citoyenne et au genre dans les communes au Cameroun, puis à l'intégration socio professionnelle des femmes immigrantes en Belgique. Ces acquis antérieurs m'offrent la possibilité de poser un regard critique comparatif sur la question de l'intégration sociale de la femme immigrante de la minorité visible. Mon expérimentation auprès des mamans relais m'a permis de développer des connaissances sur l'approche par et pour et de confirmer la contribution de l'*empowerment* et de la pair-aidance chez les femmes immigrantes issues de la minorité visible en situation de périnatalité.

L'observation participante (Bastien,2007) en travail social joue un rôle important pour le développement des habiletés et des connaissances dans un domaine comme le travail social. J'ai dû m'appuyer sur ce moyen pour choisir les concepts clés notamment la participation citoyenne, l'action collective, et l'*empowerment* et l'intégration sociale.

L'un des points faibles liés à notre expérimentation est la disponibilité des mamans-relais pour la réalisation de mes objectifs de stage. J'ai fait deux accompagnements

personnalisés comme observatrice et deux rencontres de groupe avec les mamans-relais. Une période plus longue aurait donné l'opportunité d'observer plus de maman-relais en action. La courte période de notre stage est une limite à l'implémentation de notre projet. Elle aurait occasionné une courte période d'appropriation. Nous n'avons pas pu appliquer les recommandations faites par les mamans-relais dans l'élaboration des documents des services. Mais elle a été faite par l'équipe du SRPFIQ. De plus, en raison de la courte durée du stage, aucun suivi sur l'utilisation des outils par les mamans-relais n'a été possible. Toutefois, il nous a paru important de rendre visible les FIMV et de les traiter comme des sujets.

Dans nos apprentissages, nous avons voulu parfaire nos connaissances en mobilisation citoyenne et en animation sociale. Sachant que la gestion et la recherche de partenariat se révèlent fondamentale dans la profession d'une organisatrice communautaire (Regroupement québécois des intervenants et intervenantes en action communautaire [RQUIAC], 2010), et que nous sommes appelées à coordonner, former et animer le changement de comportement en milieu communautaire, cette expérimentation a donné lieu à de tels apprentissages. Ce sera un atout pour la poursuite de ma carrière.

#### **1.4.2. Réflexion sur la pratique de l'action collective**

Mon stage au SRPFIQ a été une opportunité pour parfaire ma spécialisation de périnatalité en contexte d'immigration. La spécialisation développée au SRPFIQ m'a permis d'accentuer les recherches sur le concept d'intégration sociale et de participation citoyenne (PC), pivot de l'*empowerment*. Quelques réflexions qui m'ont animé lors de la réalisation de ce projet concerne la contribution de la PC des mamans-relais notamment les FIMV dans leur intégration sociale. La particularité de la majorité des femmes rencontrées est qu'elles ont vécu au minimum deux transitions simultanément (immigration et périnatalité). Selon Guilbert (2005), ces transitions vécues dans un temps rapproché produisent de profondes

transformations dans leurs identités et leur engagement dans la société. Dans le cas des femmes rencontrées, le croisement de ces deux problématiques a suscité leur participation citoyenne et soutenu leur intégration sociale.

Les discussions avec les mamans-relais et les mamans bénéficiaires pendant les rencontres formelles ou informelles ont révélé l'importance de cibler la santé périnatale, notamment les inégalités sociales de santé quand on parle des questions d'immigration. J'ai pu souligner l'importance de la stratégie de l'*empowerment* tant au niveau individuel (renforcer l'autonomie et la participation dans la relation d'aide et d'accompagnement, former les personnes (information, relation thérapeutique), valoriser et tenir compte de leur savoir expérientiel, créer les espaces de communication garantissant la parole aux femmes) qu'au niveau organisationnel (repenser l'organisation des services dans une logique de co-construction des réponses aux besoins). Cependant, l'*empowerment* est une approche peu abordée dans les écrits scientifiques concernant spécifiquement la problématique de périnatalité chez les FIMV. En outre, l'approche d'*empowerment* impliquerait un ajustement du rôle des professionnels dans l'intervention. En *empowerment*, les intervenants doivent partager l'expertise avec les membres, qui détiennent le savoir expérientiel, et adopter un rôle de facilitateur (Le Bossé, 1996).

L'organisme devra ouvrir de nouveaux postes pour respecter ses engagements. De plus, les rencontres entre mamans-relais immigrantes issues de minorités visibles ont relevé quelques obstacles pouvant limiter la pleine participation des mamans-relais immigrantes de la minorité visible. La question qui paraît plausible à investiguer serait les mécanismes explicatifs des inégalités sociales de santé en situation de périnatalité en contexte d'immigration entre autres la vulnérabilité des femmes immigrantes issue de la minorité visible en période d'immigration. De ce fait, amener une personne à prendre conscience de sa situation, de vouloir utiliser ses opportunités ainsi que les ressources personnelles et sociales qu'elle peut mobiliser pour

déconstruire des rapports sociaux de pouvoir, peuvent produire le changement social notamment au niveau des biais implicites chez les professionnels de la santé. De plus, cibler la santé périnatale c'est cibler la transmission intergénérationnelle des inégalités, car pendant cette période périnatale la femme est susceptible de générer les problèmes de santé qui peuvent altérer les conditions socioéconomiques qui conduira à entraver l'intégration sociale et à perpétuer ce cercle vicieux d'inégalités sociales.

### **1.4.3. Contribution de la supervision à mes apprentissages**

La supervision de Mme Marielle M'Bangha, en interne, m'a aidé dans la réalisation de ce stage tant dans l'actualisation du projet de stage que dans le développement de mon regard critique. J'ai su apprécier son aide à travers ses orientations dès le début de ce stage et pendant tout son parcours. L'accès à son expertise et ses expériences m'a été offerte sans retenue. La superviseure s'assurait que toutes les recommandations faites par le directeur de stage soient réalisées. Les rencontres de supervision tripartite (directeur, superviseure, et moi) ont été très enrichissantes et stimulantes pour relever les défis du stage (organisation des ateliers, choix et compréhension des concepts par rapport au milieu). Cela a permis l'actualisation des objectifs de stage et la recherche des activités de remplacement. M. Bourque était soucieux de prendre en compte les commentaires de l'évaluateur du projet de stage ce qui m'a permis d'avoir une meilleure compréhension de l'intégration sociale.

D'autres personnes de l'équipe SRPFIQ ont aussi contribué à mes apprentissages depuis la conception de ce stage jusqu'à la fin. Les échanges structurés avec les mamans-relais ont facilité la description de la trajectoire de participation citoyenne des femmes immigrantes de la minorité visible au sein du SRPFIQ. Ce qui m'a permis d'établir un rapprochement avec celle décrite par Dominique Foisy (2013) dans sa thèse intitulée De l'aide à l'engagement civique, modèle de trajectoires de participation citoyenne : le cas des maisons de quartier de l'Outaouais (Foisy, 2013). Les rétroactions rapides de l'équipe du SRPFIQ ont facilité ma connaissance de



l'organisme et ont développé ma confiance. Les échanges formelles et informelles avec les mamans-relais d'origine québécoise ont facilité mon appréciation du processus d'*empowerment* des mamans immigrantes issues de la minorité visible. L'action collective permet aux femmes en général développer leur pouvoir d'agir pendant la période post-natale. La participation des femmes a un groupe comme les mamans-relais favorise le développement des compétences, l'estime de soi et le sentiment d'appartenance. Somme toute, ce stage m'a permis de mieux comprendre ma position et de co-construire mes connaissances théoriques et pratiques.

## Chapitre 2 : PROBLÉMATIQUE

### 2.1. Immigration dans la région de Québec

L'immigration est considérée comme un projet global permettant d'assurer le développement socio-économique, culturel et identitaire du Québec (Simard et Pagé, 2016). Une personne sur cinq est issue de l'immigration (Statistique Canada, 2017b). Cet attrait pour l'immigration canadienne est principalement pour combler un besoin démographique découlant d'une hausse progressive du nombre de décès et du maintien de la fécondité à des niveaux relativement bas (Statistique Canada, 2017a), et pour répondre à une pénurie de main-d'œuvre (Immigration Réfugiés et Citoyenneté Canada [IRCC], 2022). Selon les prévisions de Statistique Canada, en 2036, la proportion de personne immigrante au sein de la population devrait s'étendre entre 24,5 % et 30 % (Morency et *al.*, 2017). À titre de rappel, le Canada a d'abord privilégié les personnes immigrantes provenant des États-Unis, de l'Europe et de l'Empire britannique, pour ensuite s'ouvrir à d'autres parties du monde comme l'Orient, l'Asie et l'Afrique (Statistique Canada, 2017b). Aujourd'hui, la plupart des personnes immigrantes qui s'installent principalement dans les grandes villes du Canada (Statistique Canada, 2017a), font partie des communautés ethnoculturelles. Par ailleurs, les personnes d'immigration récentes sont plus scolarisées que leurs prédécesseurs (Statistique Canada, 2017a). En effet, une majorité possède un diplôme d'études supérieures et/ou une solide expérience professionnelle.

Selon Statistiques Canada, une personne sur quatre soit 23,0% lors du recensement de 2021 est ou a déjà été un immigrant reçu ou un résident permanent au Canada (Statistiques Canada, 2022). Le Québec reçoit près de 20 % des personnes immigrantes du Canada (Statistique Canada, 2022). En 2016, la population immigrée vivant sur le territoire de la Capitale-Nationale était de 45 235 personnes soit 5,9% de la population de la Ville Québec (ministère de l'Immigration, de la Francisation et de l'Inclusion [MIFI], 2016). Il faut noter que

la politique québécoise en matière d'immigration a favorisé l'immigration familiale et surtout celles des jeunes femmes dont l'âge varie entre 25 et 44 ans à leur arrivée au Québec (Hudon, 2016, MIFI, 2020). En 2020, 14% des femmes d'immigration récente ont donné naissance au Québec. L'âge moyen des mères à la naissance du premier enfant est de 29,3 ans (ISQ, 2021 ; Hudon, 2016). L'immigration permanente est répartie en trois grandes catégories d'admission, soit l'immigration économique (54,1 %), le regroupement familial (27,8 %) et l'immigration humanitaire (16,9 %) (Tremblay-Guérin et Turbide, 2020). Parmi les immigrants récents, environ 50,6 % ont été admis pour répondre à des besoins économiques ; 30,9 % sont venus rejoindre un proche déjà au pays ; et environ 16,6 % a été admis au Canada à titre de réfugiés et personne en situation semblable (ISQ, 2021, p.14). Le deuxième pôle d'attraction de la population immigrante est la région administrative de la Capitale-Nationale (Tremblay-Guérin et Turbide, 2020). À l'échelle du Québec, le Bilan démographique du Québec, Édition 2023 établissait le nombre d'immigrants reçus en 2022 à 68 500 personnes. Il est à noter que la cible du Plan d'immigration pour le Québec était de 50 300 individus pour 2022, mais un plus grand nombre a été admis pour compenser le plus faible niveau d'admission des années précédentes en raison de la pandémie (Institut de la statistique du Québec [ISQ], 2023).

L'immigration est un domaine de compétences partagées entre le gouvernement fédéral et provincial. Alors que le Canada prône une approche globale de gestion de la diversité ethnoculturelle s'inspirant du multiculturalisme, qui établit la valeur du pays dans sa diversité prônant un modèle inclusif (Rachédi et Legault, 2008), le Québec s'inscrit plutôt dans une approche interculturelisme « un modèle axé sur la recherche d'équilibre qui entend tracer une voie entre l'assimilation et la segmentation et qui, dans ce but, met l'accent sur l'intégration, les interactions et la promotion d'une culture commune dans le respect des droits et de la diversité » (Bouchard, 2012, p. 51). C'est donc une politique qui promeut les interactions interculturelles et la participation des individus issus de la diversité ethnoculturelle à l'évolution

de la société québécoise. Cette politique vise l'enrichissement et le développement d'une culture commune en harmonie avec les valeurs démocratiques exprimées par la Charte des droits et libertés de la personne (Bouchard, 2012). Pour mettre fin au débat sur la gestion de la diversité, une législation a finalement été adoptée sous bâillon par le gouvernement caquiste de François Legault, soit la Loi sur la laïcité de l'État (Seymour et Gosselin-Tapp, 2020).

Un sondage mené par le Centre interuniversitaire de recherche en analyse des organisations sur les perceptions, les préoccupations et la confiance des Québécois.es face à différents enjeux de société montre que 48 % de la population québécoise voit l'immigration comme un grand ou très grand risque pour le Québec, inquiétude qui touche davantage les francophones (50 %) que les anglophones (36 %) et les allophones (31 %) (De Marcellis-Warin et Peignier, 2018). Néanmoins, ce sondage montre que 59 % des Québécois.e.s seraient favorables à l'intégration de nouvelles personnes immigrantes et 68 % en percevraient des bénéfices pour la province. (De Marcellis-Warin et Peignier, 2018).

Le Québec encourage la participation citoyenne à travers le respect des valeurs démocratiques propres à la société québécoise (Hamel et Jouve, 2006). Chaque personne a l'opportunité de participer à la vie sociale moyennant des mesures adaptatives levant les contraintes d'accessibilité au patrimoine humain ou social. Cette participation citoyenne couvre non seulement le fonctionnement dans la vie quotidienne, mais aussi la contribution à la société dans des activités citoyennes structurées (Raymond et *al.*, 2008).

Depuis 2010, la Ville de Québec a mis en place une politique municipale sur l'accueil, l'intégration et la rétention des personnes immigrantes dans le souci d'assurer l'harmonie et la participation de tous les citoyens au développement de leur territoire (Ville de Québec, 2010). Ces politiques municipalités agissent au cœur de la cohésion sociale et du vivre-ensemble, et sont mobilisées au quotidien pour créer les conditions favorables à leur

établissement durable. D'ailleurs, plusieurs femmes immigrantes issues de la minorité visible doivent faire face à de nombreux enjeux systémiques (Dufour et *al.*, 2012) et structurels qui entravent leur trajectoire post-migratoire pendant la période de périnatalité (Schneider, 2023). Ces enjeux font référence aux précarités économiques, aux complexités liées aux différents statuts migratoires, à l'expérience de discriminations (Schneider, 2023). Plusieurs auteurs ont relevé l'expérience discriminatoire dans des études sur la période périnatale des immigrantes en Europe de l'Ouest (Schneider, 2023). D'autres écrits qui portent sur la périnatalité identifient des facteurs de vulnérabilité propres au fait migratoire, donc ceux en lien avec la trajectoire ou les conditions pré et post migratoire ou les défis de l'intégration (Battaglini et *al.*, 2000 ; 2002 ; Gravel et *al.*, 2005) et qui affectent le processus d'insertion sociale et accroissent conséquemment le risque d'apparition de problèmes d'adaptation pour les femmes immigrantes.

Les populations immigrantes sont bien intégrées à la société d'accueil lorsqu'elles arrivent à y participer pleinement et à s'y épanouir selon leurs potentiels et leurs aspirations (ministère de l'Immigration, de la Diversité et de l'Inclusion [MIDI], 2015). Il s'agit d'un processus multidimensionnel qui touche notamment les sphères linguistique, culturelle, économique, sociale, sanitaire, et politique (Indice canadien de mesure de l'intégration [ICMI], 2020).

Le Québec se classe dans les derniers rangs en termes d'intégration économique, de participation civique et démocratique et de santé, bien qu'il performe mieux que les autres provinces dans la dimension sociale de l'intégration, qui inclut les réseaux sociaux, le sentiment d'appartenance et les expériences de discrimination (ICMI, 2020). Pourtant, la réussite de cette intégration favorise non seulement le bien-être de ces populations immigrantes, mais constitue un élément essentiel à la cohésion de la société d'accueil et à sa prospérité économique (Hou et *al.*, 2016). De plus, la vision du développement social de la Ville de Québec encourage chaque

citoyen de participer activement à la vie sociale et de développer pleinement son potentiel afin de contribuer au vivre ensemble. De ce fait, le plan d'action en immigration 2023-2024 vise à mettre en place différents mécanismes afin de réduire les obstacles à l'intégration et favoriser une pleine participation sociale et l'inclusion des personnes immigrantes notamment celles des femmes.

### **2.1.1. Situation particulière femmes immigrantes à Québec**

La politique migratoire québécoise repose à la fois sur l'immigration temporaire et permanente (MIFI, 2020). Selon les projections démographiques de Statistique Canada, la population féminine appartenant à une minorité visible pourrait atteindre environ 31 %, de l'ensemble de la population féminine d'ici à 2031 (Hudon, 2016). Actuellement, la Ville de Québec compte 45235 personnes immigrantes dont 28980 personnes immigrantes issues de la minorité visible composées de 15005 femmes (Ville de Québec, 2023). Si l'on considère le lieu de naissance des femmes établies dans la Ville de Québec qui sont nées à l'extérieur du Canada, on constate que la région d'origine la plus importante est l'Afrique (50,5%) avec notamment la Côte d'Ivoire, Cameroun, Maroc, Tunisie, Algérie, République démocratique du Congo. Ensuite, l'Amérique avec (17,3%) notamment la Colombie, Haïti, l'Asie avec (10,2%) et l'Océanie (0,2%) (Institut de la statistique du Québec [ISQ], 2023 ; MIFI, 2020). Les données de l'Institut statistique de Québec révèlent que 60% des hommes arrivent avec le statut d'immigrants économiques, contre 50% pour les femmes. La différence est plus marquée dans la catégorie du regroupement familial, la proportion de femmes immigrantes parrainées par un membre de la famille, notamment le conjoint est d'environ 30%, contre 20% pour les hommes (ISQ, 2021). Cette dépendance du conjoint influe sur la situation des femmes qui portent un fardeau disproportionné de responsabilités familiales et font du travail domestique non rémunéré ou précaire (Pierre, 2005).

Selon Sassen (2005) les femmes seraient plus conduites à émigrer et à s'engager dans « des circuits de la survie » en raison des inégalités sociales croissantes et de la mondialisation. Même si l'expérience d'immigration peut être vécue positivement, certaines femmes peuvent vivre des expériences bouleversantes, qui impliquent souvent le déracinement de la culture d'origine, les deuils, la perte du réseau familial et social (O'Mahony *et al.*, 2012 ; Battaglini *et al.*, 2000), mais aussi de l'incertitude face au nouvel environnement. Les réalités des personnes immigrantes présentent des enjeux similaires, mais les trajectoires de migration varient en fonction de la catégorie d'immigration et des caractéristiques individuelles et de facteurs structurels (Institut de la statistique du Québec [ISQ], 2021). Par conséquent, la problématique de la migration constitue une toile de fond pour l'appréhension des réalités que peuvent vivre des femmes immigrantes en raison des difficultés liées au genre (Pierre, 2005) notamment le contexte de la migration, le statut de la personne à l'arrivée, le choc culturel, le stress relié à la migration, les conditions socioéconomiques précaires, l'isolement social, des barrières linguistiques et culturelles, la méconnaissance des services sociaux, communautaires et éducatifs, les barrières associées aux lois et politiques migratoires (Heslehurst *et al.*, 2018, Institut de la statistique du Québec [ISQ], 2021; Battaglini *et al.*, 2000).

Rappelons qu'environ 50,3 % des FIMV qui arrivent au Québec sont relativement jeunes. Leur moyenne d'âge se situe entre 25 et 44 ans au moment de leur arrivée (MIFI, 2020 ; Gagnon, Thiaw et Fernandes, 2020). L'indice synthétique de fécondité (ISF) des femmes immigrantes est supérieur à celui des Québécoises de naissance (Gagnon, Thiaw et Fernandes, 2020). De ce fait, fonder une famille en sol québécois s'avère être l'un des motivations du projet migratoire pour la majorité des personnes immigrantes (Vatz-Laaroussi, 2019). Cependant, il faut noter que la période de périnatalité apporte des changements importants dans la vie de chaque femme, qui peuvent être exacerbés par l'expérience migratoire (Fortin et Le Gall, 2012). En effet, c'est une période stratégique, qui concerne à la fois la reproduction humaine et sociale

pour mettre en œuvre un continuum de services efficaces (promotion et prévention) qui nécessite la participation des femmes en général (Battaglini et *al.*, 2000, Gouvernement du Québec, 2023).

### **2.1.2. La participation citoyenne et l'intégration sociale**

Dans le cadre de cet essai, la participation citoyenne est d'abord une école de la démocratie pour rendre compte de la manière dont les problèmes sociaux, économiques et urbains sont débattus dans l'espace public (Carrel, 2013). Avec l'accroissement de la mondialisation et la réduction de l'efficacité des États, notre attention est retenue par la démocratie participative qui pourrait constituer un enjeu au niveau local. La démocratie participative repose

[...] sur la possibilité pour chaque citoyenne de faire valoir ses préférences sans lui imposer de cadres généraux préalables par la mise en place de procédures et d'institutions au sein desquelles elle est libre de faire entendre sa voix, contribuant par le fait même à la définition des choix collectifs (Hamel et Jouve, 2006. p.8).

Elle consiste à donner la parole aux citoyennes, grâce aux formes de participation, plus ou moins formelles. Dans le même sens, Pourtois et Pitsey affirment que la démocratie participative repose sur l'idée la démocratie doit faciliter la participation des citoyens ou citoyenne à des processus collaboratifs afin d'aider à l'élaboration de décisions du gouvernement (2017). Cette démocratie se caractérise donc par deux traits importants : « *la participation individualisée et directe des citoyens d'une part, et, la mise en place d'une délibération, à savoir un échange coopératif d'arguments orienté vers la recherche de la meilleure solution/décision d'autre part* » (Pourtois et Pitsey, 2017 p.32). Les citoyennes unissent leurs voix pour arriver à une décision raisonnée et collective.



En contexte d'immigration, l'intégration sociale est définie comme la possibilité qu'à la personne de se développer individuellement, socialement à travers ses interactions avec son milieu, à l'intérieur de réseaux sociaux dont font partie le milieu familial et le milieu social (Pierre, 2005). C'est évoquer le processus de socialisation des individus qui permet aux personnes concernées de trouver leur place dans la société, dans la nation, dans les institutions dont ils acceptent et acquièrent les règles, les normes ou les valeurs (Wieviorka, 2008). Il s'agit « à la fois de l'intégration des individus à la société, et de l'intégration de la société dans son ensemble » (Schnapper, 2007 p. 16). Ainsi, l'intégration suppose, d'une part, la réciprocité des échanges entre les personnes immigrantes et les locaux, et d'autre part, la participation, qui renvoie au concept du « vivre ensemble ». Les personnes immigrantes sont amenées à vivre différentes expériences dans leur pays d'accueil. Vatz Laaroussi (2019) distingue trois niveaux d'intégration :

1) l'intégration de fonctionnement qui consiste à communiquer dans la langue du pays et gagner sa vie ; 2) l'intégration de participation qui signifie être actif dans la société et vouloir y jouer un rôle ; 3) l'intégration d'aspiration qui est celui de décider de lier son avenir et celui de ses enfants aux projets d'avenir du groupe (p.70).

Plusieurs auteurs ont abordé les facteurs qui nuisent et à ceux qui facilitent l'intégration en contexte d'immigration. Il nous a semblé que les femmes immigrantes cumulent des problèmes de discrimination (Cardu, 2007; Couton et Gaudet, 2008; CSF, 2012 ; Cardu et Sanschagrín, 2002) les inégalités sociales (inégalité des rôles hommes-femmes) (Legault, 1993, Gaudet et Turcotte, 2013) et de reconnaissance des acquis propres aux immigrantes (Cardu et Sanschagrín, 2002 ; Pierre , 2005 ; Cardu 2007), la difficulté de la langue (Battaglini et *al.*, 2002, 2000; Drolet et Mohamoud, 2010; Cardu et Sanschagrín, 2002 ; Legault et Rachedi,

2008), et pas ou peu de liens sociaux en dehors de leurs familles (Cardu et Sanschagrin, 2002; Pierre, 2005). Ces enjeux semblent les mêmes lorsqu'on aborde la participation citoyenne des femmes immigrantes notamment celles de minorité visible.

### ***2.1.2.1. Les différentes conceptions de la participation citoyenne***

Dans les écrits, plusieurs termes sont utilisés pour décrire des réalités ou phénomènes similaires liés à la participation des citoyens ou citoyennes. Il existe peu d'écrits abordant la participation des femmes immigrantes issues de la minorité visible. Certains auteurs parlent de participation citoyenne ou des citoyens (citizen participation) (Arnstein, 1969 ; Mercier et *al.*, 2009) ou encore d'engagement des citoyens (Guay-Charrette, 2019). D'autres semblent décrire des phénomènes similaires avec les concepts de participation politique ( Simard et Pagé, 2016 ; Andrew, 2010), participation communautaire (community participation) (Vatz-Laaroussi, 2016), participation économique (Sow, 2021) participation sociale ou bénévolat (Gaudet, 2012 ; Gaudet et Turcotte, 2013 ; Chapdelaine-Daoust, 2019 ; Couton et Gaudet, 2008 ), participation (Laur, 2015, 2016 ; Lardeau et *al.*, 2018 ; Bilodeau et *al.*, 2019) vu comme un processus multidimensionnel.

La participation peut résulter de plusieurs combinaisons possibles (économique, linguistique, citoyenne, communautaire, identitaire et culturelle) (Mercier et *al.*, 2009 ; André et *al.*, 2012 ; Godrie et *al.*, 2018). Il faut noter que la conceptualisation de la participation des personnes de la minorité ethnoculturelle<sup>1</sup> englobe aussi bien l'engagement personnel des

---

<sup>1</sup> Selon le glossaire du MIFI, la minorité ethnoculturelle englobe toutes les « *personnes qui font partie d'un groupe social minoritaire, d'un point de vue démographique et qui partagent des traits collectifs, entre autres culturels, linguistiques, sociaux ou religieux. Les personnes*

personnes de minorité ethnoculturelle que la disposition sociétale (Laur, 2016). André et ses collaborateurs (2012) mettent l'accent sur la notion d'engagement obligatoire et la définit comme « *un processus d'engagement obligatoire ou volontaire de personnes ordinaires, agissant seules ou au sein d'une organisation, en vue d'influer sur une décision portant sur des choix significatifs qui toucheront leur communauté* » (p.1). Cette participation aux activités formelles ou informelles, aux programmes et aux discussions est susceptible de provoquer « *un changement planifié ou une amélioration dans la vie de la communauté, des services et des ressources* » Butterfoss (2006, p. 325).

Les travaux de la sociologue Sherry Arnstein (1969), proposent l'idée d'une échelle de participation comprenant différents niveaux, chaque barreau mesurant le pouvoir du citoyen. De plus, la participation peut être à la fois être considérée comme un objectif, une stratégie et des moyens d'action pour les populations vulnérables :

L'objectif de redistribution du pouvoir permettant aux citoyens exclus des processus politiques et économiques d'y être inclus dans le futur ; la stratégie par laquelle ils prennent part à la détermination des manières dont l'information est partagée, les buts et les politiques sont fixés, les ressources sont allouées, les programmes sont opérationnalisés, les bénéfices (contrats, patronage) sont répartis ; et moyens par lesquels ils peuvent induire des réformes sociales significatives leur permettant de partager les bénéfices de la société d'abondance (Arnstein, 1969, p. 216).

---

*de minorités ethnoculturelles peuvent autant être immigrantes que nées au Québec* » (Tessier et Pierre, 2023 p.14).

Duperré fait une « *intrication constante entre la question de la participation citoyenne et la notion de pouvoir* » (Duperré 2010, p.13). Ce qui amène Bourque et Verreault (2021) à relever le réel pouvoir du citoyen dans la prise des décisions importantes. La participation citoyenne permet donc d'impliquer les personnes concernées dans les décisions concernant les services qu'ils reçoivent. De ce fait, les personnes vulnérables peuvent devenir les sujets de leur propre existence et de prendre en charge la construction sociale de cette existence (Lamoureux, 2001, cité dans Duperré et Deslauriers, 2011). Mercier et *al.*, (2009) s'inspirent des travaux de Lemieux (2004) pour dire que : « [...] *la participation citoyenne est définie [...] comme étant l'exercice et l'expression de la citoyenneté active et engagée sous 3 dimensions : la participation politique, la participation sociale et civique.* » (Mercier et *al.*, 2009 p. 24)

La participation politique peut être définie comme « *l'exercice du pouvoir direct ou indirect de décision dans l'espace public [...]* » (Mercier et *al.*, 2009, p.24). Cette forme de participation est ainsi basée sur la démocratie représentative et comporte une implication dans les décisions d'organismes publics et étatiques. La participation politique renvoie à l'exercice d'un pouvoir direct. Quant à la participation publique, Mercier et *al.* (2009) la définit comme le fait de « [...] *s'inscrire dans le débat public (prendre part) en regard des enjeux sociaux, économiques et politiques des décisions publiques* » (p.27) et/ou mouvements afin d'entreprendre des actions au niveau des structures sociales avec un objectif de défense des droits et de la lutte pour leur reconnaissance. Elle peut prendre diverses formes plus ou moins formelles : l'entraide, le bénévolat, l'implication dans un projet familial ou communautaire, l'engagement dans les institutions et dans le milieu de travail.

La participation citoyenne peut aussi être associée à la participation sociale, caractérisée notamment par l'engagement des citoyens au sein de comités (conseil d'établissement, conseil d'administration, etc.), à de l'action militante, au bénévolat ou à la

participation au sein de réseaux d'entraide. Godrie et ses collaborateurs (2018) définissent la participation citoyenne comme étant « l'existence d'espaces de rencontre, d'expression d'une diversité de paroles et de mise en commun d'expériences et de savoirs » (p.4). Ces espaces de participation citoyenne permettent aux individus ou au groupe de co-construire leur identité tout en participant au développement de leur collectivité (Godrie et *al.*, 2018).

De tout ce qui précède la décision de participer reste un engagement individuel qui implique une action de la part de l'individu qui apporte une contribution à d'autres personnes (Foisy, 2013). De ce fait, Foisy (2013) voit la participation citoyenne comme un acte individuel et un acte collectif. Elle peut donc s'exprimer en intégrant un groupe ou une association (Foisy, 2013). Dans cette optique, les travaux de Comeau sont intéressants parce qu'ils sont spécifiques à la participation aux associations, qui est définie comme « *une activité sociale et organisationnelle, favorisée par un ensemble complexe de phénomènes, permettant aux acteurs de se joindre à des actions collectives et de les soutenir* » (Comeau, 1995, p. 122).

La participation au sein d'une association peut prendre des formes qui varient au regard du cheminement des individus, de l'organisme, de l'intensité et du niveau contrôle variable (Foisy, 2013). Elle peut être l'utilisation des services de l'association, le fait de participer à des activités organisées par l'association, mais aussi s'impliquer plus à fond et faire du bénévolat au sein de l'association à un moment, donner de son temps au profit de l'association (Prouteau et Wolff, 2002, cité dans Collin, 2016).

La participation citoyenne peut aussi conduire à l'engagement des gens dans des actions collectives visant la transformation des milieux de vie (Sénéchal et *al.*, 2021 ; Mercier et *al.*, 2009 ; Foisy, 2013). Toutefois, la mobilisation des individus pour les actions collectives se rapporte aux initiatives collectives en vue d'apporter une solution à un problème social (Foisy, 2013) et relève des stratégies propres à chaque organisme communautaire (Mercier et

*al.*, 2009). La participation citoyenne se reflète dans une multitude de dispositifs participatifs ou d'instances (Foisy, 2013). Afin d'être en mesure de mobiliser et d'impliquer les gens, il importe donc que l'objet de la participation citoyenne soit un enjeu important aux yeux des personnes concernées. Ces dernières doivent avoir un pouvoir significatif au sein de ces instances.

### **2.1.3. Les formes et les niveaux de participation citoyenne**

Devant cette grande variété de définitions et de conceptualisations du phénomène de la participation citoyenne, l'échelle de Arnstein (1969) (Voir tableau 7 à la page 193), un des premiers instruments de mesure de la participation citoyenne comporte huit niveaux de participation en fonction du degré d'implication et du partage du pouvoir avec les citoyens de la non-participation (1- la manipulation ) au pouvoir effectif des citoyens (5- le partenariat, 6- la délégation de pouvoir, 7- le contrôle par le citoyen) en passant par la coopération symbolique (2- l'information, 3- la consultation, 5- nomination) (voir tableau 7 à la page 193).

Les formes possibles de participation des citoyens varient selon les auteurs. Comeau (1995) parle de la participation à la fondation, l'adhésion, l'élection à un poste de responsabilité et la réalisation de tâches. Deux autres formes de participation s'avèrent complémentaires soit l'utilisation de services et être membre d'un comité (Meister, 1974, cité dans Comeau, 1995 p. 126). Pour Arnstein (1969), ce sont les niveaux suivants qui ont été retenus : non-participation, participation symbolique et pouvoir ou contrôle citoyen.

Pour Sénéchal et ses collaborateurs (2021) la mobilisation des personnes et des acteurs sociaux pertinents pour les choix stratégiques permet de réduire l'inégalité de pouvoir entre les personnes et les experts ou décideurs et favorise la co-construction et la coproduction des actions. Toutefois, la participation citoyenne n'entraîne pas toujours une représentation des intérêts des populations vulnérables ni une plus grande justice sociale.

Dans cet essai, nous nous appuyons sur les travaux de thèse de Foisy (2013). Nous considérons la participation citoyenne comme un acte individuel et un acte collectif. La participation citoyenne individuelle est un processus de reprise de pouvoir dans l'espace public des gens « ordinaires », et se traduit par l'expression de la citoyenneté dans ses dimensions politique, civique et sociale. Elle peut se réaliser à différentes échelles par le biais d'une organisation de la société civile (*bottom up*) ou d'un mécanisme participatif de nature administrative ou politique (*top down*).

La participation citoyenne collective traite de la participation active de groupes d'individus concertés et regroupés. Le groupe peut être soutenu et représenté par une organisation formellement constituée ou encore par une action spontanée et informelle. En étudiant la participation des personnes vulnérables dans les maisons de quartier, Foisy (2013) met en lumière un modèle de trajectoire de participation citoyenne. Ainsi, les dispositifs internes de participation représentent une opportunité de mise en place et d'amélioration des conditions de vie favorisant la participation des citoyens et la participation des citoyens. La disposition à la participation citoyenne correspond à la réponse aux besoins des personnes et peut être soit matérielle, émotionnelle, éducationnelle et sociale. L'interaction entre dispositifs et dispositions conduit la personne sur des trajectoires de participation où elle peut avoir différents statuts : cliente, participante et citoyenne engagée. Lors de notre stage, nous avons constaté que les femmes immigrantes de la minorité visible suivent une trajectoire de participation suivant différents statuts : femmes bénéficiaires, maman-relais (participante) et maman-relais membre du conseil d'administration.

#### **2.1.4. Contribution des organismes communautaires à la participation citoyenne**

Au Québec, les organismes communautaires (OC) sont des acteurs indispensables dans l'amélioration des conditions de vie des citoyens et la défense collective des droits et

contribuent à l'innovation sociale par des pratiques citoyennes originales, souvent en marge des données probantes (Buetti et *al.*, 2019). Cependant, il faut rappeler que l'évolution de la société civile québécoise résulte de l'interaction entre trois phénomènes, notamment les changements des attentes et des besoins des citoyens et des communautés, les changements observés dans le milieu communautaire, les solutions proposées par les pouvoirs publics face à la demande sociale (Foisy, 2013). La société civile représente des lieux de « fabrication » de la citoyenneté et des citoyens (Neveu 2013, p. 207) et rassemble des citoyens qui agissent collectivement dans un espace public pour exprimer leurs intérêts, atteindre des objectifs communs, interpeller les pouvoirs publics et les acteurs politiques et économiques (Sibony, 2016). Selon Edward, la société civile est considérée comme « les formes de vie associative » différente des États et des marchés, et comme le « type de société à produire », ou simplement comme « *la sphère publique, l'arène de délibération publique, de dialogue et l'exercice de la citoyenneté active dans le cadre de la défense de l'intérêt général* » (2004, viii). La société civile est donc vue comme un domaine d'action de la citoyenneté et le tissu social comme lieu d'interactions citoyennes. Malgré son autonomie, le secteur communautaire subit des changements dus à la nouvelle pratique de gestion imposée par les institutions ou organismes publics et privés. Au Québec, les organismes communautaires sont considérés comme des partenaires de l'État et des modèles à suivre dans les initiatives de démocratisation depuis les transformations des milieux communautaires (Depelteau et *al.*, 2013). Le milieu communautaire québécois aspire, au contraire, à favoriser l'innovation sociale par un mouvement parallèle et autonome par rapport aux services publics. De ce fait, l'action communautaire, comme levier d'action pour la justice sociale, privilégie l'implication des citoyens dans toutes les instances des organismes (St-Germain et *al.*, 2017). Cependant, peu d'organismes communautaires mettent l'accent sur l'identification par la communauté de problèmes, de priorités et de manières d'y répondre (Depelteau et *al.*, 2013) et restent limités en ressources humaines, matérielles et financières



Rowe (2006) cité dans St-Germain et *al.*, (2017). Donc la logique démocratique et participative que privilégie l'action communautaire autonome est remise en cause par les acteurs du milieu (Depelteau et *al.*, 2013).

Comeau (1994) précise que « *la notion de participation recouvre à la fois les attitudes favorables à l'action d'un groupe ou d'une organisation, et les activités qui traduisent concrètement ces sentiments positifs* » (p. 123). La participation au sein d'une association est faite de façon volontaire et peut avoir un caractère dynamique et évolutif à travers le temps. Elle recouvre à la fois les attitudes favorables à l'action d'un groupe ou d'une organisation, et les activités qui traduisent concrètement ces sentiments positifs et peut s'exprimer sous forme de bénévolat ou de militantisme. Le « *bénévolat s'organise autour d'un engagement pour autrui, avec un aspect relativement individualisant, tandis que le militantisme privilégie la valorisation d'une cause, dans sa dimension sociale et politique* » (Roudet, 2004, p. 25). Selon Prouteau et Wolff (2013), la participation active aux associations peut se traduire dans le fait d'assister aux réunions, d'utiliser des services de l'association, de participer à des activités organisées par l'association, de s'impliquer complètement en faisant du bénévolat au sein de l'association. Foisy (2013) reconnaît la contribution des organismes communautaires à 5 niveaux : l'éducation à la citoyenneté, la médiation et d'insertion, l'interface et d'organisation, la dispensation de services, le soutien au développement personnel.

Certains auteurs traitent de la participation citoyenne des immigrants au sein des organisations ethniques (Casteneda, 2012), les organisations communautaires mixtes (Andrew, 2010), des lieux de culte (Mossière et Le Gall, 2012) ou encore des partis politiques (Simard et Pagé 2016). Les organismes communautaires favorisent donc la participation citoyenne, car ce sont des lieux propices à l'échange d'idées et à l'expression libre sur différents sujets (Guay-Charrette, 2019).

## 2.2. Les objectifs de l'essai.

Cet essai tente de documenter la problématique de la participation citoyenne, plus encore l'intégration sociale des femmes immigrantes issue de la minorité visible. Considérées comme des personnes vulnérables, sous représentés dans l'espace public, la participation citoyenne des FIMV est loin d'être acquise compte tenu des nombreux obstacles à leur intégration sociale. Cependant, certaines femmes saisissent la période de la périnatalité pour s'engager dans un organisme communautaire, considéré comme une porte d'entrée dans l'espace public. Ces femmes adaptent des facteurs favorables et développent des stratégies pour contourner ces obstacles et canalisent ainsi leur engagement. De ce fait, la participation citoyenne et les actions collectives semblent répondre aux besoins spécifiques de FIMV. Ainsi, notre essai se construit autour de la question principale : quelle est la contribution de la participation citoyenne et de l'action collective à l'intégration des femmes immigrantes issues de la minorité visible dans la Ville de Québec ? Par ailleurs, nous faisons référence aux pratiques professionnelles d'intervention collective qui misent sur « *l'action collective et la participation comme vecteur de changement social* » (Bourque et Lachapelle, 2010, p.8). Pour répondre à cette question, il était important d'identifier les mécanismes qui favorisent la PC des FIMV. Tout en sachant qu'« *une participation civique sans réel pouvoir d'action sur les inégalités sociales n'est que du vent* » (Lamoureux 2000, p. 106), le premier objectif cherchait à documenter la perception qu'ont les femmes immigrantes issues de la minorité visible de leur participation citoyenne au Québec. Nous prenons en compte les caractéristiques sociodémographiques, les motivations à participer, les bénéfices perçus à la participation. Le deuxième objectif visait à évaluer l'effet bénéfiques de la PC et des actions collectives sur l'*empowerment* de FIMV, le troisième visait à analyser la manière dont la PC et les actions collectives contribuent à renforcer les réseaux sociaux et le sentiment d'appartenance des FI de Québec.

Il est question d'examiner les types d'actions collectives auxquelles participent les femmes immigrées issues de minorités visibles à Québec, d'analyser la manière dont la participation citoyenne et les actions collectives contribuent à renforcer les réseaux sociaux et le sentiment d'appartenance des femmes immigrées à Québec et enfin d'explorer les perspectives des femmes immigrées issues de minorités visibles concernant l'efficacité des politiques publiques et des programmes de soutien dans le contexte de leur engagement dans des actions collectives pour l'intégration sociale.

### **2.3. Justification de la question**

L'intensification des mouvements migratoires a contribué à la diversification des profils migratoires, notamment par la féminisation croissante de la migration et la diversification des pays de provenance des personnes immigrantes. Bien que l'immigration des femmes issues de la minorité visible soit récente en Amérique du Nord, elle a connu une accélération au cours des dernières années. Cette nouvelle tendance pourrait s'expliquer par les nouvelles politiques d'immigration qui encourage de l'immigration économique (personnes qualifiées) et familiale (nombre de femmes parrainées).

Selon le recensement de 2006, les FIMV seraient en augmentation. Les données de Statistique Canada laissent voir que la majorité des personnes issues de la minorité visible se sont installées au Canada au cours de 1996 à 2006, plutôt qu'au Québec. Il importe de dire que le choix de la région de Québec et de la Ville de Québec n'est pas le fait du hasard. C'est une ville de destination de francophones avec plusieurs opportunités d'emploi aussi bien dans le gouvernement que dans d'autres secteurs d'activité. Il est inutile de rappeler que les femmes immigrantes de la minorité visible sont un groupe confronté aux difficultés d'intégration sur la base des rapports sociaux de sexe. Toutefois, plusieurs études traitent ces femmes immigrantes comme un groupe homogène alors qu'elles correspondent à une multiplicité d'actrices (Labelle

et al., 2007 ; Vatz Laaroussi, 2009). Leurs expériences sont analysées sous l'angle professionnel tandis que pour nous l'intégration doit être étudiée d'une façon multidimensionnelle.

Au regard de la diversité des communautés observées au Québec, cet essai est une modeste contribution sur les problèmes d'intégration que connaissent les communautés ethnoculturelles. Il dévoile les enjeux et les défis de la participation citoyenne des femmes immigrantes issues de la minorité visible en situation de périnatalité, mais aussi la place qu'occupe un organisme communautaire comme SRPFIQ créé par et pour les femmes afin de briser l'isolement, de créer un réseau social et de s'engager publiquement. De plus, les féministes qui cherchent à assurer l'égalité de sexe pourraient également se servir de cet essai pour défendre les droits des femmes auprès des pouvoirs publics, des employeurs et sensibiliser les professionnels de la santé qui auraient des préjugés envers ces femmes.

Selon Pierre (2005) « *investir la question des femmes immigrées en menant des travaux en profondeur (...) c'est contribuer à les faire exister socialement et politiquement dans les représentations communes de la société* » (p. 78). En effet, ce travail met en exergue le rôle de l'information des femmes immigrantes issues de la minorité visible face aux réalités de la société d'accueil, car elles sont des actrices de changement. En ce sens, l'existence d'un organisme communautaire par et pour les femmes immigrantes et plus encore, ouvert aux femmes québécoises est perçue comme un moyen fondamental pour l'« *empowerment* » des femmes.

#### **2.4. La pertinence du sujet pour le milieu de pratique, les personnes accompagnées et le travail social.**

L'intervention collective vise le changement social à travers des actions collectives, qui devraient théoriquement avoir l'effet de stimuler la participation de tous les citoyens. Ces effets sont bénéfiques tant pour les individus qui développent des compétences que pour la

communauté et la société qui s'assurent de la présence d'intermédiaire avec les citoyens (Bourque et *al.*, 2007). La participation citoyenne et l'action collective ont le potentiel de contribuer à l'intégration sociale des FIMV. En effet, en plus de documenter les connaissances sur la participation citoyenne dans les actions collectives de façon générale, elles génèrent un savoir plus spécifique aux actions assimilables au développement communautaire. En outre, cette problématique renseigne sur les conditions favorables à la pratique de l'organisation communautaire hors réseau et dans le cadre d'initiatives « *bottom-up* ». Par ailleurs, cet essai permettra surtout de comprendre l'action et d'enrichir la réflexion sur les pratiques de la participation citoyenne et de l'action collective en travail social. Il innove en s'appuyant sur le point de vue des femmes rencontrées qui montre que le niveau de participation peut avoir un effet positif sur l'intégration sociale.

Nous sommes conscients que notre intérêt et nos propres expériences militantes ont teinté nos analyses. Étant moi-même une femme immigrante issue de la minorité visible, cette modalité apparaît à la fois comme un avantage et une limite. Mes expériences dans le domaine communautaire et ma formation en travail social ont influencé notre analyse. Plutôt que de prétendre à la neutralité, nous avons pris soin tout au long de la démarche de marquer notre subjectivité en tant qu'étudiante en travail social.

## Chapitre 3 : REVUE DE LA LITTÉRATURE

### 3.1. Démarches documentaires

À la lumière de la recherche documentaire réalisée, il apparaît que la question de la participation citoyenne des personnes immigrantes est un champ d'expérimentation en développement communautaire, dont les termes sont encore relativement imprécis. Celle des femmes immigrantes issues de la minorité visible particulièrement installées dans la Ville de Québec aura retenu peu l'attention des différents chercheurs en sciences sociales. Certaines recherches abordent seulement l'expérience des femmes immigrantes en situation de périnatalité (Battaglini et *al.*, 2002 ; Gagnon, Thiaw, et Fernandes, 2020 ; Schneider, 2019 ; Dufour-Turbi et Hamelin-Brabant, 2019). De ce fait, cet essai reste pertinent puisque la participation citoyenne des femmes immigrantes issues de la minorité visible est liée aux différents événements qu'elles expérimenteront en période post-migratoire. Plusieurs mots-clés ou concepts liés à la question de recherche ont été utilisés à l'intérieur des banques de données : femmes immigrantes, minorité visible, participation citoyenne, les facteurs et les principaux mots-clés utilisés étaient : femmes ou women (autre : femelles), immigrant(e)s (autres : émigrant(e)s, émigrants, migrant(e)s, migrants, réfugié(e)s ou réfugiés), participation citoyenne (autre engagement civique, implication sociale, participation sociale, bénévolat, volunteering), périnatalité (périnatal) maternité (maternity). Les bases de données suivantes ont été consultées : Cairn, Science directe, Érudit afin de vérifier les principales références disponibles en français et particulièrement les références québécoises. Elles ont été complétées par les bases de données anglophones liées au service social et à la sociologie : Academic search complete, SocIndex et Sociological Abstracts. L'outil de recherche Sofia de la bibliothèque de l'Université de Québec à Outaouais a été utilisé pour la documentation. Plus d'une vingtaine de mots ont été utilisés pour effectuer ces recherches et nous avons utilisé plus de 200 articles. Toutefois, parmi ceux-

ci, certains se sont avérés plus utiles, tels que « participation citoyenne », « femmes immigrantes », « action collective » et « intégration sociale ».

La recension des écrits portant sur les facteurs qui limitent la participation citoyenne des femmes immigrantes en général et celles issues de la minorité visible en particulier a permis de dégager trois thématiques : la vulnérabilité chez la mère immigrante, notamment celle issue de la minorité visible, leur accessibilité aux services sociaux et de santé et leur reconnaissance sociale (Fraser, 2004). Les femmes immigrantes ne sont pas un groupe homogène. Leur point commun est qu'elles ont fait le choix, à un moment de leur vie, de quitter leur pays et d'émigrer au Québec. De ce fait, plusieurs obstacles ne sont pas spécifiques aux femmes immigrantes de la minorité visible vivant dans la Ville de Québec. Par ailleurs, si les difficultés vécues par les femmes immigrantes de la minorité visible sont importantes, certains éléments peuvent faciliter leur participation citoyenne.

### **3.2. Facteurs de vulnérabilité chez les femmes immigrantes.**

La recherche de Bilodeau de (2018) et celle de (2019) et ses collaborateurs sur la participation des personnes immigrantes au Québec évaluent l'importance relative des facteurs contextuels à l'échelle d'une localité, sur la participation des personnes immigrantes. Le sondage auprès des personnes immigrantes et des membres du groupe majoritaire dans 29 localités du Québec révèle les tendances de participation à la société d'accueil des immigrants de la minorité visible au Québec. Les résultats montrent que le niveau de participation des personnes immigrantes issues de la minorité visible (racisées) est plus bas que chez les membres du groupe majoritaire. Selon les auteurs, ces différences de niveau de participation des immigrants s'expliquent par les analyses basées sur les déterminants individuels et contextuels de la participation. Bilodeau et ses collaborateurs (2019) recommandent de porter une attention particulière aux réalités auxquelles sont confrontées ces personnes immigrantes racisées. Par

exemple, l'arrivée d'un nouveau-né au sein d'une famille peut engendrer un déséquilibre et conduire à des situations de vulnérabilité générées par des besoins psychologiques. La période périnatale peut provoquer une détresse psychologique et une dépression chez une femme qui rencontre des problématiques sociales (Sharapova et *al.*, 2021). Selon Jacqueline Schneider, la trajectoire périnatale des femmes immigrantes est vue comme un espace de luttes et de négociations (Shneider, 2022). Les enjeux qu'elles traversent sont particuliers, ce qui entraîne une redéfinition de la perception de la période périnatale (Shneider, 2022). Hamelin-Brabant et *al.*, (2013) en s'appuyant sur Lessick et *al.*, (1992) conceptualisent la vulnérabilité comme : « [...] *l'interaction/corrélation entre les aspects actifs et passifs d'un individu, mais aussi de l'environnement ; c'est cette interaction/corrélation qui détermine la probabilité qu'a une personne d'être malade ou en santé* » (Traduction libre, p. 2 cité p.3).

Ainsi, la vulnérabilité en contexte de périnatalité s'opéralise autour des dimensions biologique, psychologique, sociale, cognitive (Hamelin-Brabant et *al.*, 2013 ; 2015). Cette vulnérabilité peut être exacerbée en contexte d'immigration (Dufour-Turbis et Hamelin-Brabant, 2019). Autrement dit, « *l'individu, en situation de vulnérabilité, est le plus souvent mal placé pour s'impliquer, participer à des projets d'activation et être citoyen responsable* » (Hamzaoui et *al.*, 2010, p. 29).

Dans le même sens, les recherches de Battaglini et ses collaborateurs (2000 ; 2002) montrent que les femmes d'immigration récente en situation de périnatalité présentent une certaine vulnérabilité dû à leur trajectoire post-migratoire. Par ailleurs, la vulnérabilité entourant la période périnatale se définit comme « *une situation de transition dans laquelle différents facteurs de stress peuvent compromettre ou fragiliser la santé des femmes [...] qui expérimentent la naissance d'un enfant* » (Lessick et *al.*, 1992 ; Rogers, 1997 cité dans Hamelin-Brabant et *al.*, 2013, p.1). Pour une immigrante nouvellement arrivée, cette vulnérabilité périnatale est couplée à la période d'adaptation au milieu. De ce fait, en contexte



post-migratoire, l'expérience de la maternité peut être complexifiée par les différents problèmes de santé physique et psychologique, car les femmes immigrantes sont plus à risque de souffrir de stress, d'anxiété et de dépression postpartum (Battaglini et *al.*, 2000, Dufour-Turbis et Hamelin-Brabant, 2019). L'état de santé de la maman est donc susceptible de limiter la pratique de la participation citoyenne des FIMV.

### **3.2.1. Circonstance ou contexte migratoire**

Dans leur étude exploratoire auprès des mères immigrantes en période périnatale. Battaglini et ses collaborateurs (2000) documentent les facteurs de vulnérabilité chez les femmes immigrantes qui permettent aux intervenantes de soutenir un processus décisionnel et de diriger les femmes immigrantes vers un service de périnatalité ou une ressource appropriée. Les auteurs relèvent que l'expérience ou les circonstances migratoires peuvent devenir un facteur de vulnérabilité durant la période périnatale. Le fait de participer à une émigration involontaire plutôt qu'un projet familial planifié (Vatz-Laroussi, 2009) peut aussi créer une situation de vulnérabilité importante (Battaglini et *al.* 2000 ; 2002). Certaines femmes immigrantes ont vécu des ruptures familiales, des deuils qui peuvent engendrer des difficultés liées au contexte de départ traumatique, jumelées aux défis de la migration et fragiliser les individus (Benoît et *al.*, 2021). Dans la même veine, Bilodeau et *al.*, (2019) et Bilodeau (2018) montrent que les circonstances migratoires c'est-à-dire le contexte dans lequel s'inscrit le projet d'immigration et la question du statut d'immigration peuvent avoir d'importants effets sur la participation des femmes immigrantes, notamment celles issues de la minorité visible, et en fonction des structures d'opportunités (les conditions qui limitent ou facilitent la participation) qui leurs sont offertes (Lardoux et *al.*, 2018). La faible participation des femmes immigrantes au sein d'association serait due au fait d'être discriminée en tant que femme, immigrante, de la minorité visible (Pierre, 2005 ; CSF, 2012).

### **3.2.2. Les conditions économiques précaires, les inégalités sociales et de genre**

Selon Mercier et ses collaborateurs (2009) la participation citoyenne des personnes vulnérables et en situation d'exclusion sociale, économique et politique (Mercier et *al.*, 2009) peut être limitée en raison de leurs conditions de vie sociales et économiques (Sénéchal et *al.*, 2022). Au Québec, malgré le niveau de diplomation universitaire des femmes immigrantes, notamment celle issue de la minorité visible, il existe un écart entre le type d'emplois offerts et les qualifications des femmes immigrantes (Vatz-Laaroussi, 2009). Ces femmes immigrantes s'insèrent dans des secteurs d'emploi « déqualifiant », c'est-à-dire en deçà de leurs compétences, et moins payés (Cardu et Sanschagrin, 2002 ; Pierre, 2005). Les femmes immigrantes vivent dans la précarité économique en raison des emplois précaires (Couton et Gaudet, 2008 ; Pierre, 2005, Lardoux et *al.*, 2018). Cette précarité économique aurait un effet négatif sur leur participation citoyenne (Lemieux, 2004, Guay-Charette, 2019). Ces inégalités sociales peuvent limiter les occasions de participation citoyenne chez les femmes immigrantes issue de la minorité visible (Gaudet et Turcotte, 2013) et de ce fait, leur intégration socioéconomique<sup>2</sup>.

Suivant les analyses des données de l'Enquête nationale sur le don, le bénévolat et la participation (ENDBP) (2000) et l'Enquête sociale générale (ESG) (2003) de Scott et *al.* (2006, p.15) cité dans Guay-Charrette (2019) le revenu semble avoir un effet sur la participation citoyenne des personnes immigrantes au Canada (Guay-Charrette, 2019). Les personnes immigrantes dont le revenu du ménage est moins élevé sont moins impliquées socialement que celles dont les revenus sont plus importants. Gaudet (2012) mentionne que la présence des

---

<sup>2</sup> Les possibilités qu'ont les femmes en contexte d'immigration de se développer individuellement, socialement et financièrement à travers ses interactions avec son milieu, à l'intérieur de réseaux sociaux dont font partie le milieu familial et le milieu social (Pierre, 2005).

inégalités matérielles et symboliques serait limitante pour la participation citoyenne des femmes immigrantes de la minorité visible. Dans son rapport sur la mesure de la participation des Québécoises et des Québécois des minorités ethnoculturelles, Laur (2016) mentionne que la participation économique est déterminante pour la participation aux autres dimensions, dont la dimension sociale :

La participation à la dimension économique est généralement considérée comme étant la clé de voûte d'une intégration réussie et d'une participation dans les autres dimensions puisqu'elle couvre avant tout l'accès aux ressources matérielles de base, généralement garanti à travers un revenu. Ce revenu est considéré comme étant le point de départ pour toute autre activité : sans moyen de subsister, peu élevées sont les chances de participer activement dans d'autres dimensions (Laur, 2016, p.15).

Certaines femmes immigrantes choisissent de créer leur emploi dans le secteur de l'économie sociale (Castro et Villeneuve, 2019). En ce sens, la participation citoyenne des femmes immigrantes peut représenter aussi une stratégie de défense face à l'exclusion économique qui entrave leur prédisposition à la participation (Guay-Charrette, 2019).

Généralement, le parcours de vie des femmes immigrantes et notamment celles issues de la minorité visible est marqué par hétérogénéité de la période de survie (ou grande adaptation) à leur arrivée dans un nouveau pays. La non-reconnaissance des compétences et d'expérience acquises dans le pays d'origine illustre le manque de considération de la contribution sociale, culturelle et économique des femmes immigrantes. Les femmes doivent renégocier leur place au sein du couple par rapport au nouvel environnement domestique et professionnel (Normand et Tremblay, 2005). D'ailleurs, la conciliation de la vie familiale - travail - autres activités (bénévolat) affecte davantage les femmes que les hommes immigrants (Lemieux, 2004 ; Normand et Tremblay, 2005).

En plus, de la difficulté à trouver un emploi, certains comportements comme la méfiance, la discrimination selon le sexe, l'âge et l'ethnie, les barrières linguistiques ou culturelles peuvent miner les efforts de participation citoyenne et donc rendre difficile l'intégration sociale des femmes immigrantes de la minorité visible (Cardu, 2007 ; Couton et Gaudet, 2008).

### **3.2.3. Les barrières linguistiques et culturelles**

Dans l'étude visant à mieux comprendre les facteurs qui favorisent ou entravent l'intégration socioéconomique des femmes immigrantes en région nordique au Québec, Castro et Villeneuve (2019) relèvent que le fait de se sentir exclu d'un groupe en raison des différences observables entre les membres de la majorité culturelle et ceux de la minorité culturelle en raison de la langue est souvent le premier obstacle que vivent les femmes immigrantes. La non-maîtrise de la langue du pays d'accueil peut fragiliser les femmes davantage victimes d'exclusion (Veronis et Huot, 2018) et limiter leur participation citoyenne aux associations ethnoculturelles. Bien que plusieurs bénéfices soient associés à la participation à des associations ethniques, cette pratique pourrait renforcer des marqueurs ethniques (Helly, 1997 cités dans Labelle et *al.*, 2007). La maîtrise de la langue locale permet une amélioration significative comme briser l'isolement social (Piché et Renaud, 2018). Dans la même veine Guay-Charrette (2019) montrent que les attitudes des individus envers la participation sont tout autant à prendre en compte. Certains individus ont connu des expériences antérieures de participation négative, ce qui les rendra hésitant à s'engager de nouveau. Guay-Charrette (2019) en s'appuyant sur Sandoval et Jennings (2012) montre que les femmes immigrantes ayant une prédisposition à la pratique de participation citoyenne comme étant multilingue et une culture de participation s'engagent si les champs de compétence de l'organisme communautaire rencontrent leurs besoins. La différence culturelle peut favoriser l'auto-exclusion de la

participation citoyenne des femmes immigrantes issue de la minorité visible en raison de la langue, du mode de vie ou de l'identité.

#### **3.2.4. Le rôle social et la mobilisation des réseaux sociaux des femmes immigrantes de la minorité visible**

L'étude de Lardoux et ses collaborateurs (2018) sur les trajectoires individuelles et dynamiques de participation des femmes et hommes à la société québécoise montre qu'il faut considérer la trajectoire de vie des individus lorsqu'on aborde la question des facteurs influençant la participation citoyenne chez les personnes immigrantes. Ces auteurs en s'appuyant sur les recherches faites par Gaudet (2011) sur la population canadienne, (les données de l'Enquête sociale générale (ESG) sur l'emploi du temps de 1992, de 1998 et de 2005, de Statistique Canada, afin de comprendre l'évolution des pratiques de participation sociale pendant les différentes périodes de la vie des Canadiens, révèlent que le cycle de vie permet de comprendre comment les différents stades de la vie (les effets de la vie) affectent la participation. Gaudet et Turcotte, (2013) confirment que l'intersection du genre, le rôle social, de l'ethnicité influent sur la participation citoyenne des femmes en général. Ainsi, on peut penser que les rôles sociaux associés à certains âges de la vie, par exemple, le fait d'être parent peut avoir un impact positif sur la participation citoyenne (Gaudet, 2011, Gaudet et Turcotte, 2013). Ainsi, la naissance des enfants dans un parcours de vie peut entraîner plusieurs transitions dans différentes trajectoires résidentielles, familiales, professionnelles et conjugales. Ce virage amène également des changements dans les priorités, les valeurs, les réseaux sociaux et les ressources, lesquels sont différents facteurs déterminants de la participation citoyenne. Dans diverses cultures, la conception des rôles sociaux dépend du degré de flexibilité et d'ouverture de la femme (Legault, 1993). La culture et la religion peuvent influencer positivement la participation citoyenne des femmes immigrantes de la minorité visible lorsque l'environnement social est favorable (Labelle et *al.*, 2007).

L'immigration s'accompagne de la perte de réseau social qu'il faut reconstruire. La période périnatale est donc un moment privilégié pour créer les relations sociales avec les organismes communautaires et tisser des liens. En effet, contrairement à certains auteurs, Giguère (2015) pense que le fait d'être mère et immigrante est un facteur facilitant pour l'engagement. En effet, la présence d'enfant dans le ménage présente de nombreuses occasions d'interactions sociales, avec son environnement (méso système) et la périnatalité serait la période pendant laquelle la détresse est ressentie par la femme. En effet, l'unité familiale devient alors la base de son nouveau réseau social et constitue un facteur de protection contre l'isolement (Côté-Giguère, 2015 ; Giroux, 2011 ; Ralalotiana et Vatz Laaroussi, 2015). Dans son étude réalisée auprès de douze femmes immigrantes qualifiées de la région de Québec, Giroux (2011) constate un niveau de satisfaction plus élevé face à la vie en contexte post-migratoire chez les femmes issues de l'immigration familiale que chez les femmes ayant immigrées seules. La famille est vue comme la première source de soutien psychologique et émotionnel et constitue une zone de confort dans le nouvel environnement (Giroux, 2011), mais est souvent absente. De plus, immigrer au Canada et choisir le Québec comme lieu de destination est pour certains immigrants une occasion d'améliorer leur situation financière et celles de leur famille alors que pour d'autres c'est une échappatoire à l'instabilité sociopolitique et les catastrophes naturelles qui sévissent dans leur pays d'origine (St-Pierre, 2018). La perte de réseau social à la suite de l'immigration peut exacerber les risques de dépression post-partum chez les femmes immigrantes (O'Mahony et *al.*, 2012 ; O'Mahony et Donnelly, 2010 ; Sharapova, et Goguikian Ratcliff, 2018), car certaines femmes sont privées simultanément du soutien affectif et d'une expérience sociale ancrée dans leur culture d'origine (St-Pierre, 2018). Toutefois, les femmes immigrantes éprouvent des difficultés à créer des liens sociaux significatifs menant par exemple vers de vraies amitiés. Cette difficulté est encore plus marquée lorsqu'il s'agit de tisser des liens d'amitié avec des Québécois. Les liens avec des gens de la

communauté d'origine peuvent donc se faire de façon plus naturelle, particulièrement à l'arrivée, car les femmes immigrantes sont plus enclines à s'engager dans les associations ethniques que dans les organismes mixtes (Cardu et Sanschagrin, 2002 ; Labelle et *al.*, 2007 ; Pierre, 2005 ; Vatz-Laaroussi, 2009 Andrew, 2010). Or, l'engagement au sein des organisations ethniques présente des méfaits comme le renforcement des marqueurs ethniques, le maintien de l'identité ethnique, la discrimination, l'isolement social (Helly, 1997 cités dans Labelle et *al.*, 2007) et la multiplication des frontières pour les femmes immigrantes (Andrew, 2010). D'ailleurs, Fong et Shen (2016) ont observé que les femmes immigrantes appartenant à la minorité visible avaient plus de difficulté à se constituer des réseaux sociaux que les autres femmes.

Les femmes immigrantes construisent davantage leur réseau social sur la base d'activités et d'intérêts communs avec deux principales motivations, notamment le besoin d'information et la recherche de soutien émotionnel, par le biais des organismes communautaires (Giguère, 2015). Le fait de tisser des liens permet aux femmes immigrantes d'accéder à des informations sur la société d'accueil. Par la suite, ces femmes immigrantes tendent à s'engager à devenir des personnes-ressources pour les personnes suivantes et ainsi transmettre leurs acquis et savoirs expérientiels. Il en résulte un lien significatif entre les pratiques de participation citoyenne et le développement d'un sentiment d'appartenance à la communauté (Côté-Giguère, 2015). La reconstruction d'un réseau social dans un nouvel environnement fait partie des défis à relever afin de participer et de s'intégrer rapidement à la nouvelle société (Laur, 2016).

Selon Gaudet et Turcotte (2013), la participation citoyenne chez les femmes immigrantes, notamment en termes d'opportunités comme le fait d'être un parent, peut souvent constituer un élément déclencheur. Dans le cadre de leur rôle social, les femmes immigrantes peuvent avoir l'occasion d'être sollicitées par l'entourage immédiat (ou plus éloigné). Lemieux

(2004), en étudiant la participation des jeunes immigrants, relève que la sollicitation est comme un moyen déterminant dans l'engagement. Les chances d'être sollicités dépendent de caractéristiques telles que la personnalité, la qualité des réseaux sociaux et des milieux de vie qui offrent des opportunités de participation (Gaudet et Turcotte, 2013). Les FIMV seraient souvent moins sollicitées contrairement aux femmes non immigrantes en raison de leurs ressources matérielles et symboliques limitées (Guay-Charrette, 2019). De ce fait, elles ont moins d'opportunités pour fabriquer leur citoyenneté sociale et prendre part au vivre-ensemble (Gaudet et Turcotte, 2013).

De plus, Laur (2016) dans le rapport de Mesure de la participation des Québécoises et des Québécois des minorités ethnoculturelles relève que « le fait d'établir des liens avec les voisins, de construire un réseau d'amis et des appartenances communautaires engendre un bien-être général » (Laur, 2016, p. 33). Les relations sociales augmentent aussi la confiance en soi (Guay-Charrette, 2019). Toutefois, la participation des personnes immigrantes augmenterait avec la durée de résidence (Guay-Charrette, 2019). Les immigrants (plus de 5ans) tendent davantage à investir de leur temps dans les associations ethniques et culturelles (Labelle et *al.*, 2007). La participation citoyenne serait bénéfique pour les personnes immigrantes dans leur création de liens avec des personnes d'autres origines ethnoculturelles (Adjizian, et *al.*, 2021, Laur, 2016). Bien que le repli vers ses semblables immigrants soit parfois considéré négativement par les membres de la société d'accueil et par certains leaders immigrants, il s'agirait d'un phénomène naturel, spontané et essentiel pour la survie des personnes immigrantes (Labelle et *al.*, 2007). Il faut rappeler que même si l'intensité de la participation varie d'un organisme à un autre, le fait de disposer d'un réseau social incite à la participation citoyenne surtout des FIMV.



### **3.3. L'importance de la participation dans la reconnaissance de l'expertise prémigratoire des femmes de la minorité visible**

Chamberland et Le Bossé (2014) étudient les pratiques propices au vivre-ensemble des femmes immigrantes au sein d'organisations communautaires dans trois villes, notamment Montréal, Bruxelles et Grenoble. Les résultats montrent que l'engagement dans les organisations communautaires favorise la rencontre entre femmes immigrantes vivant des situations similaires. Cette pratique facilite le développement des solidarités et savoirs partagés permettant ainsi de trouver des solutions pour faciliter leur adaptation. Les femmes immigrantes peuvent vivre plusieurs défis notamment liés à la conciliation famille-emploi-bénévolat-études (Normand et Tremblay, 2005). La participation citoyenne des FIMV dans les organismes communautaires favorise la rencontre entre l'expertise expérientielle des femmes immigrantes et celles des intervenantes sociales (Chamberland et Le Bossé, 2014). L'engagement des FIMV va alors permettre d'effectuer une réparation des blessures, de l'humiliation, de la honte, des stigmates. Duclos et Nicourt (2005) diront que « c'est dans la proximité active avec le public en souffrance que certains bénévoles trouvent la voie de cette restauration identitaire. En passant du statut d'aidé à celui d'aidant » (p. 66). La participation citoyenne des personnes concernées permet de reconquérir la dignité morale, l'estime de soi et d'aller chercher une reconnaissance sociale (Fraser, 2004).

Pour Nancy Fraser (2004), concepteur de la théorie de la justice sociale, la reconnaissance sociale se trouve essentiellement dans la « *possibilité de participer à l'interaction sociale sur un pied d'égalité avec les autres* » (Fraser, 2004, p. 158). De ce fait, la reconnaissance des personnes comme membres à part entière de la société se fait par l'entremise de la reconnaissance de leur contribution à cette société. La possibilité d'être reconnu comme membre de la société est étroitement liée au sens de l'appartenance à cette société. La reconnaissance sociale d'une personne peut être liée à la valeur et à l'importance que l'on

accorde à la contribution qu'elle apporte à la société. Guilbert (2005) établit le lien entre la reconnaissance de l'utilité sociale d'une personne et son sentiment d'appartenance à la société dans ses travaux. Pour cet auteur « *le sentiment d'appartenance d'un individu à une collectivité se développe de pair avec la capacité qu'il a de pouvoir exprimer ses besoins, ses attentes, ses suggestions et le sentiment d'être reconnu dans la contribution qu'il peut apporter (...) à cette société* » (p. 9).

Cette reconnaissance permet aux femmes immigrantes de franchir plusieurs frontières notamment celui de l'engagement dans la communauté ethnoculturelle à la participation à une association « mixte » (où se côtoient des femmes immigrantes et non immigrantes), le passage de la sphère privée à celle de la société civile et même à la sphère politique, passant ainsi d'une situation de marginalisation à celle d'une certaine reconnaissance publique (Andrew, 2010). De plus, la participation citoyenne peut permettre aux femmes immigrantes de s'impliquer et d'aborder des enjeux sociaux spécifiques de la migration, et donc de prendre part à l'amélioration de la façon dont les immigrants qui arrivent après eux sont reçus (Andrew, 2010). Lorsque cette reconnaissance est insuffisante, et qu'il y a absence d'espace de valorisation, l'engagement ne peut se maintenir (Duclos et Nicourd, 2005 ; Fraser, 2004).

### **3.4. Accessibilité aux services sociaux et santé**

Dans leur recherche portant sur l'accessibilité des services sociaux et de santé (SSS) chez les minorités de langue officielle du Canada (Ethier et carrier, 2022) reconnaissent que des barrières extrinsèques (hors de l'individu) et intrinsèques (inhérentes à l'individu) nuisent à leur accès aux SSS. Ce constat avait été effectué dans l'étude menée par Sanmartin et Ross (2006). À partir des données des enquêtes nationales, ces auteurs montrent que les personnes immigrantes résidant au Canada depuis moins de 5 ans avait deux fois et demie plus de chances d'avoir des difficultés d'accès à des soins immédiats, alors que la majorité de cette population a théoriquement les mêmes droits d'accès au système de santé (Sanmartin et Ross, 2006). La

même étude précisait que les femmes, étaient plus susceptibles de signaler des difficultés d'accès aux soins de santé de première ligne (Vissandjée et *al.*, 2001). En effet, les obstacles rencontrés par les femmes immigrantes dans leurs parcours d'accès aux soins sont marqués par le double enjeu des relations interculturelles et des rapports sociaux de genre. Il faut noter que l'accès aux droits sur le plan de la santé varie selon le statut. Par exemple, les femmes immigrantes à statut précaire sont privées de droits permettant une prise en charge étatique des soins (ministère de la Santé du Canada, 2018). En plus, de devoir franchir les frontières des institutions de santé, la qualité des services offerts aux populations immigrantes reste un enjeu (Machado et *al.*, 2021). En effet, l'immigration implique à la fois la découverte d'un nouveau système de santé et la rencontre de nouvelles normes procréatives différentes de leur pays d'origine (Machado et *al.*, 2021). De plus, l'immigration et périnatalité s'encroisent dans la rencontre des professionnels de santé, qui sont inévitablement porteurs ou porteuses de leurs propres référents culturels (Machado et *al.*, 2021).

Dans l'étude comparative de Small et ses collaborateurs (2014) portant sur les expériences des femmes immigrantes et non immigrantes en matière de soins de maternité, une recension des écrits systématique et comparative a été réalisée dans cinq pays, notamment l'Australie, le Canada, la Suède, le Royaume Uni et les États-Unis. Les résultats montrent que les attentes liées aux soins et aux soutiens des femmes sont les mêmes en situation de périnatalité. La majorité des femmes immigrantes avait une perception de discrimination et de soins non respectueux à leur égard.

En ce qui concerne l'accessibilité aux soins de santé, des barrières existent ce qui favorisent le développement des biais implicites (Machado et *al.*, 2021). Par exemple la couverture médicale des femmes demandeuses d'asile ne se voit pas toujours acceptée par les institutions de santé, au Canada, alors que les femmes sans statut n'ont droit à aucune prise en charge du coût des soins. Pour les personnes ayant accès au régime d'assurance publique,

l'étude de Wiebe (2013) montre qu'il est difficile pour les femmes immigrantes du Canada d'identifier comment accéder aux services de santé reproductive (SSR). Dans une étude australienne menée auprès des femmes immigrantes par Mengesha et ses collaborateurs en 2017 relève que les femmes migrantes et réfugiées n'ont pas un accès approprié aux soins de services de santé reproductive (SSR) en raison de défis multiformes. Ces défis sont présents aussi bien au niveau individuel qu'au niveau systémique. Pour améliorer les résultats et accroître l'utilisation des ressources disponibles par les femmes migrantes, des interventions multiples et multidimensionnelles sont nécessaires (Mengesha et *al.*, 2017).

De ce fait, la méconnaissance du fonctionnement du système de santé québécois, l'accessibilité difficile aux systèmes de santé liés aux problèmes de communication ou au statut migratoire, sont des obstacles susceptibles de limiter l'utilisation des ressources disponibles et d'augmenter les inégalités sociales de santé chez les femmes immigrantes (O'Mahony et Donnelly, 2012 ; Small et *al.*, 2014) et donc d'entraver la participation citoyenne.

La recension des écrits permet de faire ressortir six principaux types de contraintes vécues par les FIMV pendant la période de périnatalité. Les contraintes d'ordre personnel, soient un manque de temps, d'argent, une mauvaise connaissance ou maîtrise de la langue, un isolement social, le parcours migratoire. Les FIMV s'efforcent de satisfaire d'abord les besoins familiaux. La conciliation travail-famille-étude-engagement reste un défi constant.

Les contraintes d'ordre structurel inhérentes au système d'immigration au Canada font obstacle à la PC des FIMV. De plus, la méconnaissance du système de santé et service sociaux, la non-reconnaissance des expériences et savoirs des FIMV constitue un obstacle à la participation citoyenne.

Dans certaines cultures, les contraintes liées aux normes, us et coutumes restreignent la présence des femmes dans l'espace public et limitent l'interaction entre les sexes. Plusieurs

femmes ont tendance à se refermer dans leur groupe ethnoculturel et n'ont pas la capacité d'agir en contexte pluriethnique. Elles doivent franchir plusieurs frontières. Pourtant, la participation citoyenne devient aussi un moyen pour les femmes immigrantes de tisser des liens de confiance avec l'autre (les organismes publics, communautaires) et d'améliorer leur compréhension du fonctionnement de la société d'accueil (Adjizian et *al.*, 2021). Encore plus importante, elle contribue à sortir les femmes immigrantes de certains « microcosmes identitaires » et leur permet de s'ouvrir à d'autres communautés culturelles (Adjizian et *al.*, 2021).

### **3.5. Pratiques d'action collective**

Selon Bouquet (2017) les pratiques collectives sont un véritable attrait pour l'intervention collective, une pratique professionnelle d'intervention qui misent sur « *l'action collective et la participation comme vecteur de changement social* » (Bourque et Lachapelle, 2010, p. 8) dans de nombreux pays. Cette démarche collective et participative constitue un processus socle incontournable de la construction du lien social, de la solidarité, de la citoyenneté, de la démocratie. En s'appuyant sur la perception de certains travailleurs sociaux Bouquet (2017) décrit l'action collective comme une « injonction participative » dont l'objectif prioritaire est de maintenir la paix sociale en renouvelant les modes de contrôle social des populations et de mobilisation citoyenne. Cependant, en analysant l'incidence de la variable « genre » sur l'engagement dans une mobilisation, il en ressort que, pour des raisons qui tiennent partiellement au type d'action envisagé, femmes et hommes se différencient par le mode d'entrée dans l'action mais le niveau d'engagement dans l'action est la même (Contamin, 2007). Plus spécifiquement, les femmes immigrantes font entendre une voix différente, qui est, souvent moins bien entendue. Bref, le développement de l'action collective repose sur des conditions en termes de formation, de management, d'encadrement et d'organisation (Bouquet, 2017).

Pour Lavoie et Panet-Raymond (2011), l'action collective désigne « *les différentes formes d'initiatives menées par des personnes, de groupes communautaires, d'une communauté (d'intérêt, d'identité, d'affinité, géographique) en vue d'atteindre des objectifs communs* » (p. XII). L'action collective est donc une démarche qui s'adresse à un groupe de personnes directement concernées par une situation-problème ou un besoin commun visant à apporter une solution collective et solidaire. Cette démarche mène au regroupement d'acteurs concernés permettant à des citoyennes de structurer et de faciliter leur participation collective (Foisy, 2013). En fait, les processus de l'action collective peuvent être regroupés en production (cible commune, prise de décision, etc.), solidarité (circulation de l'information, interactions entre les membres du groupe), autorégulation (régler les tensions, faire face aux problèmes, etc.) et identité organisationnelle (démocratie, etc.). Pour Lamoureux et ses collaborateurs (2012), l'action collective est « *un moyen exceptionnel de mettre en pratique et d'être des espaces d'apprentissage de valeurs comme l'entraide, la solidarité, la démocratie participative, la citoyenneté critique et engagée et la responsabilité* » (p.71). De ce fait, les personnes ou les groupes ont la possibilité d'exercer un contrôle sur les problématiques qui les concernent car l'action collective favorise la création des liens, le développement du sentiment d'appartenance et la solidarisation (Le bossé, 1996). Les initiatives citoyennes dans un processus de *Bottom-up* visant l'appropriation démocratique par les personnes concernées de leurs enjeux prioritaires en favorisant l'action collective sur leurs causes. Dans ce cas, la concertation et la mobilisation citoyenne deviennent plutôt des moyens permettant d'atteindre des objectifs d'un projet en mettant à contribution des ressources (Bourque, 2012).

Lamoureux (2001) parle plutôt de l'agir collectif qui permet de redevenir acteur, tant sur les plans individuel que collectif afin de construire ou de reconstruire des identités plurielles. Pour cet auteur, les groupes sont des espaces privilégiés de développement de l'action collective

et d'une nouvelle citoyenneté « *inclusive, plurielle et critique* » qui s'exprime « à part entière plutôt qu'entièrement à part » (Lamoureux, 2001, p. 45).

Dans le cadre de cet essai, nous abordons l'action collective sous l'angle de la participation citoyenne à partir de la contribution des citoyennes aux affaires collectives. Nous faisons référence aux différentes pratiques professionnelles d'intervention qui misent sur « *l'action collective et la participation comme vecteur de changement social* » (Bourque et Lachapelle, 2010, p. 8). Cette volonté de changement doit être collective et émaner du groupe. C'est donc la possibilité qu'ont les gens d'agir ensemble et de façon responsable et d'éviter la démobilitation des personnes impliquées (Duval et *al.*, 2011). Elle permet de valoriser et de reconnaître le travail accompli par les personnes participantes en répondant à un besoin fait partie des conditions favorisant le maintien de la mobilisation en action communautaire (Lavoie et Panet-Raymond, 2020). Cependant Duval et ses collaborateurs (2011) font référence aux difficultés que le groupe associe à la mutation du contexte de la pratique de l'action collective, dont

[...] la difficulté d'abord à définir qui sont ces premiers concernés et aussi quelles activités peuvent être considérées comme des actions collectives, difficulté enfin à cerner le sens des interventions et leur finalité, au sein d'équipes souvent démunies lorsque vient le temps de mobiliser et susciter la participation des personnes concernées (Duval et *al.*, 2011, p. 28).

Pour finir l'action collective est donc vu comme un vecteur d'émancipation donc un processus d'*empowerment* des populations vulnérables (Bouquet, 2017) car en travail social ces pratiques permettent d'expliquer les enjeux qui sont en cause de « panne » de l'engagement. Elles visent les formes objectives de rapports sociaux qui font obstacles à la réalisation d'une

réflexion critique sur les problèmes sociaux et leurs causes, la démocratisation de la société (Gaudreau, 2011).

### **3.6. Devenir paire aidante et *empowerment***

Nous aborderons d'abord, la vision paire aidante que nous nous sommes données dans cet essai et par la suite nous décrirons ensuite la stratégie d'*empowerment* et plus particulièrement les composantes de la démarche de participation citoyenne ainsi que quelques leçons qui contribuent à développer un sentiment d'appartenance et une prise en main du développement par les paires aidantes.

Selon Bonnami (2019), le terme de pair aidant est apparu dans les années 1930 aux États-Unis avec la création des groupes d'entraide et/ou d'entraide mutuelle Alcoholics Anonymous. Ainsi les nouvelles de conceptions de la relation d'aide, de soutien et d'accompagnement et plus largement de l'intervention sociale auprès des publics vulnérables s'appuient précisément sur le pouvoir d'agir des personnes concernées mais aussi sur leur expérience de vie. Trois caractéristiques ont trait aux pair-aidants notamment « avoir une expérience avec le problème donné, « *posséder des habiletés communicationnelles et relationnelles* » et *participer à des actions collectives* » (Labbé et al., 2013 p. 102). Différentes motivations (recherche et réinsertion à l'emploi, recherche du bénévolat et la conviction que son vécu pourrait être utile dans l'envie de partager son expérience, un nouveau parcours) peuvent pousser les femmes à devenir paire aidante (Bertrand, 2021). Les facteurs peuvent amener les personnes vulnérables à s'impliquer notamment l'amélioration de leurs propres conditions de vie et celles des autres vivant la même problématique, la participation à une activité qui les valorise et qui favorise la solidarité entre les paires, ou encore la lutte contre les préjugés et les discriminations envers les pair envers (Labbé et al., 2013). Les organismes communautaires travaillant avec les paires-aidantes cherchent donc à capitaliser le parcours et le savoir expérientiel de la personne, à mobiliser les ressources et l'expérience du vécu d'une part et à



développer le sentiment d'être utile, à reprendre confiance en soi et à ne pas être lié à l'assistante mais plus à l'accompagnement social d'autre part (Charlier et Sandron, 2018 ; Bonnami, 2019). Astier (2007) pour parler de pair-aidant introduit la notion d'utilité sociale qui permet à la population de rendre des services mieux adaptés aux besoins. C'est donc un soutien apporté par des personnes ou par des groupes, un partage entre personnes ayant une expérience commune, dans un cadre défini.

Et les politiques sociales cherchent à travailler la relation d'aide à partir de la posture de l'accompagnement qui permet de doter la personne des capacités nécessaires pour prendre le contrôle de sa vie. Cependant, la pair-aidance en intervention sociale demeure donc un travail de médiation dont le statut est resté flou puisqu'il brouille les frontières entre salariat et bénévolat. Pourtant cette pratique permet aux personnes, aux groupes de reprendre le contrôle ou le pouvoir dans leur vie (Charlier et Sandron, 2018).

Selon Bacqué et Biewener (2015), la participation et l'*empowerment* sont inséparablement. En effet, sans participation « *il est impossible de parler de pouvoir d'agir* » (Deslauriers, 2007 p. 5). L'*empowerment*, comme la participation citoyenne, est à la fois un résultat visé et un processus. L'approche axée sur l'*empowerment* est donc une dimension de l'action collective en travail social (Sénéchal et al., 2021) qui favorise la participation citoyenne dans le but d'améliorer les conditions de vie des personnes les plus démunies et vulnérables (Ninacs, 2008). C'est un terme qui est défini tantôt comme « l'autonomisation », « le pouvoir d'agir » (Le Bossé, 1996) « l'appropriation du pouvoir », mais il porte toujours sur les trois étapes de l'exercice du pouvoir, à savoir le pouvoir de « choisir, décider et agir » sur sa destinée, sur son milieu de vie. Le point de départ de l'*empowerment* est que les personnes, les groupes et les communautés ont des forces et des capacités qui peuvent se mettre en action (se mobiliser) et se développer, au profit des personnes et des milieux dans lesquels ils agissent (Ninacs, 2008).

De ce fait, ce processus cherche donc à soutenir les individus, les groupes et les communautés dans leur démarche afin de les conscientiser sur les différentes ressources dans le milieu (Bacqué et Biewener, 2015).

Dans cet essai, nous avons choisi deux modèles théoriques de l'*empowerment* pour cette démarche notamment les modèles de Deslauriers (2007) et de Ninacs (2002 et 2008). Le modèle de Deslauriers (2007) réfère davantage aux pratiques d'intervention de l'*empowerment*. Ce modèle est basé sur des caractéristiques reliées à l'intervention sociale. Pour ce qui est du choix du modèle de Ninacs, il s'appuie sur le fait que ce modèle a bien développé les dimensions du pouvoir d'agir et leurs caractéristiques. Chez Ninacs (2008) la participation est la première composante de l'*empowerment* (p. 4-15) et traite de la dimension organisationnelle a également contribué au choix du cadre théorique de Ninacs.

Deslauriers (2007) a étudié l'*empowerment* selon quatre diverses échelles niveaux du processus d'*empowerment*. Il s'agit des niveaux personnel, de groupe, communautaire et collectif. Cependant, « *ces niveaux ne sont pas exclusifs et peuvent coexister ; aucun ne constitue de passerelle obligée avant de passer à l'autre ; à tout moment, selon les circonstances et les besoins, une personne peut entrer ou sortir de diverses trajectoires possibles* » (Deslauriers (2007, p.5). L'auteur mentionne les caractéristiques communes à tous les niveaux du pouvoir d'agir.

Reconnaître et maximiser les forces des citoyen-ne-s et des communautés dans l'opération du changement ; conscientiser à la richesse de notre parole et de celle de nos concitoyen-nes; percevoir le temps comme un outil et non une contrainte; prioriser le processus (non le résultat) (Deslaurier, 2007, p. 8).

Les activités et les projets collectifs visent donc à favoriser le passage du JE au NOUS au ENSEMBLE, en passant par une relation d'aide individuelle, l'entraide, et l'action collective

sur son milieu de vie. Le niveau personnel (Le JE) est le premier niveau de participation pour s'aider soi-même. Il concerne davantage les plans psychologique et individuel qui travaille à la transformation des situations individuelles non désirées. Le niveau de groupe (Le NOUS) est un début d'entraide pour s'aider avec les autres qui partage une même identité sociale, économique, culturelle ou géographique. Il favorise la diminution du blâme que s'attribuent les individus à la suite d'expériences négatives. En se regroupant, les individus peuvent prendre conscience que leur problème ne relève pas uniquement une responsabilité individuelle. Le niveau communautaire du pouvoir d'agir (le Nous-autres) peut permettre une meilleure distribution des ressources et augmenter la conscience critique sur les causes collectives du problème. Le niveau collectif (le Nous-tous), mentionnons que ce niveau n'est pas accessible dans toutes les sociétés et qu'il ne s'échelonne pas sur une longue période (Deslauriers, 2007, p.9). Ce niveau est le défi des concertations et de la collaboration des différents NOUS.

Si la participation citoyenne précède l'*empowerment* (Ninacs, 2004, Deslauriers, 2007) il demeure que la nature de la participation des citoyens et son ampleur évoluent au regard de son processus de reprise de pouvoir (Foisy, 2013). Pour sa part Ninacs (2002 et 2008) a cerné trois niveaux qui sont interreliés (individuel, communautaire, organisationnel)

L'*empowerment* individuel « *correspond au processus d'appropriation d'un pouvoir par une personne ou un groupe* » (Ninacs, 2002, p. 51). L'*empowerment* communautaire, Ninacs (2002) parle d'« *un cheminement vécu simultanément par la collectivité et par les individus qui en sont membres* » (p. 66). Il se traduit par « *la prise en charge du milieu par l'ensemble du milieu* » (Ninacs, 2002, p. 51). L'*empowerment* organisationnel concerne spécifiquement les organisations et leurs rôles au sein des communautés et auprès des citoyens qui fréquentent ces milieux. Ce type d'*empowerment* « *représente à la fois le processus d'appropriation d'un pouvoir par une organisation et la communauté à l'intérieur de laquelle une personne ou une autre organisation devient empowered* » (Ninacs, 2003a, p. 3). En effet,

les organisations servent de lieu où les personnes peuvent développer leur pouvoir d'agir et doivent permettre d'établir des ponts entre les individus et les communautés. Les organisations sont également impliquées au sein des ressources intermédiaires ou de gestion communautaire. Les organisations sont donc centrales dans le développement du pouvoir d'agir.

Quelques soit le niveau d'*empowerment*, quatre éléments favorisent l'appropriation du pouvoir : la participation aux activités concrètes et aux décisions d'un groupe ; le soutien de l'estime de soi et la reconnaissance des pairs ; l'acquisition de compétences ; et la prise de conscience collective et critique qui favorise la réduction de l'autoculpabilisation (Ninacs, 2002, 2003, 2008). La conscientisation se réalise notamment par les interactions au sein d'un petit groupe par la participation citoyenne. La participation des personnes est conçue selon une progression allant de la présence muette aux rencontres à une implication active dans les débats, jusqu'à la prise de décision touchant la vie du groupe, par exemple le choix des sujets ou des activités du groupe (Ninacs, 2003). Ainsi, les personnes sont ainsi encouragées à se voir comme les principaux acteurs des actions à entreprendre pour reprendre du pouvoir sur leur vie, tout en visant un changement social. Il faut noter que l'*empowerment* des femmes immigrantes est indissociable d'une démarche de changement social dans une perspective de justice sociale (Sassen, 2005).

## Chapitre 4 : PRÉSENTATION DES RÉSULTATS OBTENUS DANS LE PROJET

L'intervention collective est une méthode d'intervention vouée au développement et au soutien de l'action collective. L'approche sociocommunautaire réalisée au SRPFIQ nous a permis de ressortir les faiblesses, les forces et les écarts pour améliorer les services en tant qu'organisatrice communautaire. De ce fait, l'intervention auprès du comité mamans-relais, un groupe de femmes partageant une situation commune et ayant une action pour résoudre un problème vécu par le groupe, a permis de connaître leurs besoins et ainsi faciliter leur participation citoyenne. Le comité de maman-relais est un moyen de participation citoyenne qui facilite l'intégration sociale des femmes immigrantes de la minorité visible en situation de périnatalité.

### **4.1.Intégration du milieu au SRPFIQ**

Cette expérience de stage m'a permis de mieux comprendre et connaître l'organisme SRPFIQ. J'ai pris connaissance de l'expertise du SRPFIQ (périnatalité et interculturelle) notamment l'importance de la prise en compte des soins interculturels en contexte périnatal, les différentes approches pour soutenir les interventions du SRPFIQ (par et pour, *empowerment*, interculturelle, féministe et intersectorielle etc...) et son champ d'action font de cet organisme un milieu de stage privilégié pour une étudiante à la maîtrise en travail social souhaitant développer des compétences en intervention collective. Comme organisme membre de l'action communautaire autonome, une panoplie de possibilités est offerte à l'étudiante stagiaire pour développer des compétences spécifiques en *empowerment*, une approche nécessaire en travail social. La périnatalité peut être une occasion unique pour intervenir auprès des femmes immigrantes issues de la minorité visible au-delà du suivi médical. Les rencontres et discussions avec ma superviseure, et les membres de l'équipe ont rendu facile cette intégration.

## **4.2. Les facteurs facilitants la participation citoyennes des femmes rencontrées**

Cette section expose donc les résultats d'une analyse des données recueillies lors de notre stage. Un bref portrait du groupe de participantes rencontrées individuellement est présenté et vise à décrire de manière générale le groupe de femmes qui a participé à l'expérimentation.

### **4.2.1. *Portrait des femmes rencontrées***

Notre objet d'intervention est le comité de maman-relais constitué de 11 FIMV ayant reçu le service, 10 FIMV n'ayant pas reçu le service, et 10 femmes d'origine québécoise. Toutefois, nous avons réalisé des échanges structurés auprès de 6 mamans-relais immigrantes issues de la minorité visible, 2 mamans-relais d'origine québécoise et 1 maman bénéficiaire immigrante issue de la minorité visible. Toutes ont donné naissance au moins une fois à Québec. La majorité des femmes immigrantes a actuellement le statut de résident permanent au Canada. Toutefois, une (1) femme est arrivée avec le statut de demandeur d'asile, deux (2) femmes avec le statut de réfugié, et une (1) femme avec le regroupement familial. La majorité des participantes à l'expérimentation ont déclaré avoir un revenu familial net de plus 50 000\$ au cours de la dernière année recensée (soit en 2021). Il faut noter que 2 mamans-relais travaillent et ont fait un retour aux études malgré leur diplôme et leur expérience pré-migration. Seule une participante avait un revenu familial inférieur à 25 000\$ et est monoparentale. Elle a donné naissance au Canada pendant la pandémie de la Covid 2019. Toutes les mamans-relais sont mariées et ont au moins deux enfants de moins de 5 ans. Le groupe de participantes n'a pas été construit dans le but de reproduire les proportions des lieux de naissance, mais plutôt afin de refléter la trajectoire des personnes engagées dans les organismes communautaires. Au moment des échanges structurés, cinq participantes ont le statut de résidente permanente. Deux participantes ont le statut de citoyen canadien. Le groupe de participantes est principalement

composé de femmes issues de la « nouvelle immigration » au Québec c'est-à-dire qu'elles sont originaires des pays (notamment d'Afrique...) qui génèrent une grande partie de l'immigration des 10 dernières années (Statistique Canada, 2017a).

#### **4.2.2. Les caractéristiques sociodémographiques des femmes rencontrées**

##### **4.2.2.1. Conditions sociales et économiques pré migration**

Lors de nos échanges structurés, les informations sont apportées sur les principales raisons d'immigration et le statut économique des participantes avant que celles-ci immigrerent au Canada. À partir des échanges avec sept FIMV ayant partagé des informations sur la situation économique dans leur pays d'origine, il en ressort que tous appartenaient à la classe moyenne dans leur pays. Trois sur sept personnes justifient cette situation économique avantageuse par les emplois qu'elles occupaient : *« J'ai travaillé pendant 7 ans dans mon pays, mon mari aussi travaillait. Et nous avons des personnes autour de nous pour s'occuper de nos enfants (mère, sœur, cousine, nounou, et autres) la décision d'émigrer a été un projet familial. Nous souhaitons offrir une éducation meilleure à nos enfants et surtout un environnement meilleur et sécuritaire »*. Une autre femme précise qu'au départ elle était très réticente pour ce projet d'immigration, mais elle a fini par suivre son conjoint *« cette immigration est plus voulue par mon conjoint que par moi. Je gérais une équipe au niveau de mon travail et je ne me voyais pas recommencer. Mais il m'a convaincu. Il s'est avancé, je l'ai suivi. J'ai rencontré beaucoup de difficultés pendant ma période d'adaptation »*. En revanche, pour la participante arrivée comme demandeur d'asile, elle a choisi d'immigrer au Canada d'abord pour elle-même et son conjoint. *« Je suis parti de mon pays pour étudier et après les études, j'ai voulu saisir l'opportunité de l'immigration canadienne et je suis arrivée ici. Mais cela a été un parcours de combattant pour moi. Surtout que je découvrais après quelques mois que j'étais enceinte et je n'avais pas de papier. Mais j'avais espoir parce que j'étais dans un pays qui disait-on respecte les droits de l'homme. Il a fallu que je cherche [...] »*.

La totalité des participantes a occupé un ou des emplois qualifiés avant d'immigrer au Québec, ce qui correspond à des professions exigeant habituellement un diplôme collégial ou universitaire. Par opposition, l'emploi moins qualifié réfère aux professions exigeant habituellement une formation secondaire ou moins. Les participantes ont mentionné avoir occupé des emplois en lien avec leur domaine de formation universitaire. « *Je travaillais dans mon domaine de formation dans mon pays. Ça faisait quand même 8 ans que je travaillais. J'exerçais de grandes responsabilités. Je travaillais dans le domaine médical. Ce qui me permet de comparer le système dans les deux pays* ». Une autre dit que : « *J'ai fini [ma formation] j'ai décroché un superbe emploi dans le domaine de la santé dans un hôpital de mon pays. [...] Et finalement j'y ai travaillé pendant 5ans. J'ai toujours travaillé dans mon domaine d'étude avant l'immigration* ». La seule participante ayant trouvée un emploi à son arrivée travaillait dans un domaine exigeant moins de qualifications par rapport à sa formation académique. Elle se retrouvait dans un pays étranger, l'emploi déqualifié a servi de tremplin vers un revenu : « *[...] j'ai travaillé dans plusieurs domaines pour subvenir à mes besoins.* »

Avant d'immigrer vers le Québec, quatre participantes se seraient antérieurement impliquées socialement dans les associations de femmes, religieuses ou professionnelles. Les trois extraits suivants proviennent de participantes qui affirment s'être impliqués socialement avant d'immigrer au Québec : « *[...] j'ai toujours eu une vie d'engagement. Que ce soit pendant ma vie d'étudiante ou ma vie professionnelle. Je pense que c'est important d'abord pour chacune* ». Une autre participante « *[...] j'étais très, très impliquée dans mon travail, je voulais voir des choses changées* ». Une participante a d'abord émigré dans un autre pays avant d'immigrer vers le Québec « *j'ai toujours travaillé en milieu communautaire même dans mon pays. Et je m'impliquais auprès des jeunes. Dans mon premier pays d'immigration, je travaillais dans une ONG qui accueillait les personnes immigrantes [...]. L'immigrant rencontre plusieurs problèmes sociaux et a des parcours différents* ». Nous nous sommes



intéressés au statut d'immigration lors de leur arrivée au Québec. La réunification familiale a également incité une participante à émigrer au Québec. Quatre ont immigré en compagnie d'un conjoint ou d'un membre de sa famille.

Une raison souvent évoquée par les participantes pour le choix de s'établir au Québec est d'avoir saisi une occasion ou une opportunité. En effet, une participante est venue au Québec pour les études dans une perspective temporaire. Après ses études, elle a décidé de chercher de l'emploi et a choisi la Ville de Québec. D'autres participants ont choisi le Québec en raison des possibilités d'emploi.

Un autre élément déterminant dans le choix de la ville ou du pays est la politique d'immigration concernant la réunification familiale, qui a facilité le projet d'immigration au Canada. Les participantes ont choisi de s'installer dans la Ville de Québec. Cependant, elles restent ouvertes à la possibilité de saisir de nouvelles opportunités intéressantes dans d'autres villes canadiennes. La poursuite de ses propres études et la langue, la réunification familiale et l'opportunité d'emploi sont les principales raisons qui ont facilité l'installation de ces femmes à Québec.

#### **4.2.2.2. Les valeurs acquises au pays d'origine**

La pratique de PC des participantes a été influencée à la fois par leur environnement familial ou par les normes culturelles dans leur pays d'origine. Ainsi, il apparaît que trois participantes ont vécu dans un environnement où leurs proches et elles-mêmes s'engageaient au sein de leur communauté dans plusieurs comités. *« De là où je viens, la femme a une place très importante. C'est l'un des pays où on compte le plus de femmes à l'Assemblée nationale dans le monde. Ma mère, mes tantes, ma grand-mère s'impliquaient dans plusieurs associations (religieuses, de femmes, professionnelles). Donc, j'ai grandi déjà dans un environnement associatif. J'ai vu ma mère faire des réunions, rencontrer du monde, puis être reconnue*

*socialement pour ses implications sociales. La femme est une actrice de changement. Donc quand j'arrive au Québec, je commence par mon engagement au sein de l'association des jeunes et depuis lorsqu'une cause m'interpelle* ». Trois participantes pensent que leur environnement a influencé leur engagement social dans leur communauté d'accueil. Deux éléments principaux se sont dégagés de nos échanges structurés : la construction identitaire dans le pays d'origine et le projet migratoire. À partir des propos des participantes sur leurs vies dans le pays d'origine, on retrouve des paramètres liés à la religion, à la classe sociale, aux valeurs. La majorité des femmes affirment que : les trajectoires migratoires et santé autour de la naissance. Il est donc important de considérer le parcours migratoire de chaque femme pour comprendre leur engagement dans l'organisme.

#### ***4.2.3. Facteurs facilitants le déploiement des mamans-relais immigrantes issues de la minorité visible***

Cette section permettra de répondre au deuxième objectif du projet de stage qui est de documenter les facteurs facilitants la participation des mamans rencontrées. Nous avons identifié les facteurs individuels et les facteurs organisationnels.

##### ***4.2.3.1. Statut économique des femmes rencontrées***

Le parcours post-migratoire est un facteur facilitant la participation citoyenne des participantes. Les échanges avec les participantes révèlent que les femmes ont vécu plusieurs obstacles pendant le post-migratoire.

Les femmes que nous avons rencontrées à l'exception de deux mamans bénéficiaires et une femme Québécoise, ont un niveau universitaire. Toutes les mamans-relais sont mariées et elles ont des enfants. Elles ont toutes un revenu familial supérieur à 50000\$. Mais trois d'entre elles sont retournées aux études. La majorité a déclaré ne pas avoir de difficultés

financières, elle pouvait aussi compter sur la situation économique de leur conjoint. Les conjoints ont donc un revenu qui leur permet pour le moment de ne pas être dans la précarité en raison de la taille de la famille et de l'âge des enfants (les enfants ont moins de 10 ans). Les besoins essentiels de la famille sont assurés. Toutefois, ces revenus sont insuffisants par rapport à ce qu'elles espéraient et surtout leur projet familial. Il faut aussi considérer les familles élargies restées dans le pays d'origine. Une dira « *j'ai une grande famille restée au pays et qui compte sur moi. Quand il y a des événements heureux ou malheureux, il faut donner sa participation financière ... en plus de mes charges...* ». Une autre femme dira : « *Pour le moment j'arrive à suivre mes dépenses, même si je dois faire attention. Je suis retournée aux études parce que je trouve que ma situation est précaire. Je pense que ma situation financière pourra s'améliorer* » Pour la plupart des participantes, la situation économique est un facteur important. Parce que la femme immigré aussi pour améliorer ses conditions de vie et celles de sa famille. Les facteurs favorisant la participation citoyenne vont au-delà de la situation économique. En plus de l'éducation à certaines valeurs comme la justice sociale, les événements qui surviennent au cours de notre vie peuvent être un déclencheur. Une femme dira que « *ce n'est pas seulement la précarité financière, mais c'est parce qu'elle a vécu certains événements pendant sa grossesse qu'elle trouve que c'est important son engagement auprès des femmes immigrantes. De plus, elle ajoutera qu'au fur et à mesure de ses interventions, elle se rend compte que son engagement est précieux pour la communauté. Il y a beaucoup d'incompréhension entre les femmes immigrantes et les intervenantes...* »

#### **4.2.2.3. La connaissance de la langue**

Les participantes sont multilingues. Elles parlent le français et parfois deux autres langues. La langue française est dans notre expérimentation un facteur facilitant la participation citoyenne. Le fait de maîtriser une autre langue est donc un atout pour intervenir auprès des femmes allophones. Ce qui permet aux femmes d'intervenir facilement auprès des femmes de

leur communauté et de tisser rapidement un lien de confiance. L'une des participante, dira que *« la langue permet de me rapprocher des femmes que j'accompagne. Elle se sent en sécurité et peut facilement poser d'autres problèmes qu'elles rencontrent. Par exemple les problèmes d'adaptation des enfants, le logement et le voisinage, les bruits des enfants »*. Elle complètera en mentionnant que *« j'ai pu me créer un réseau avec les femmes que j'ai accompagné »*. Une autre dira que *« le fait de parler une autre langue en dehors du français est vraiment un atout. Nous avons accueilli plusieurs femmes allophones parlant espagnol. Nous avons pu réaliser les accompagnements à temps. Nous sommes au moins trois à parler espagnol »*. La coordonnatrice dira que : *« la langue est très importante parce que nous faisons recours à la banque d'interprète du réseau ou du milieu communautaire quand parmi nos mamans aucune ne parle la langue visée. Nous pouvons observer le retard que la langue peut causer dans nos accompagnements. Toutefois notre priorité n'est pas d'inciter la maman immigrante à parler français. Les gens arrivent souvent avec beaucoup d'anxiété et de stress. Nous agissons suivant leur priorité... »*. Par ailleurs, sans représenter une difficulté majeure, l'accent et le français québécois demandent néanmoins une adaptation pour toutes les participantes, même francophones. Plusieurs d'entre elles mentionnent ainsi avoir eu des difficultés à comprendre certains aspects de la langue au début de leur vie au Québec et ont dû s'adapter au français québécois, tant au niveau de l'expression que de la compréhension. Les participantes ont mentionné aussi la difficulté qu'elles ont parfois de composer au quotidien avec le fait d'avoir un accent différent de l'accent québécois. Ces difficultés peuvent être liées à une peur de ne pas se faire comprendre, comme dans le cas d'une participante qui avait particulièrement cette crainte pendant ses visites prénatales : *« Il fallait que je me répète plusieurs fois pour me faire comprendre et pour comprendre les autres et je me sentais gêner. Mais actuellement ce n'est plus ma préoccupation. Je parle et si les gens n'ont pas compris je me répète sans problème et si je n'ai pas compris je pose la question »*. La maman bénéficiaire pense qu'elle a perdu son

emploi en raison de l'impact de son accent : « *je pense que j'ai perdu mon emploi à cause de mon accent. Mon patron me reprenait à chaque fois sur ma façon de répondre au téléphone. Il estimait que les clients ne me comprenaient pas à cause de mon accent* ». Les possibles difficultés de compréhension ne sont toutefois pas la seule raison pour laquelle vivre avec un accent étranger au Québec peut être difficile. Toutefois, malgré ces difficultés, il faut noter que la maîtrise préalable au moins du français représente malgré tout un élément facilitant du parcours post-migratoire pour la plupart des participantes, celle-ci ayant un effet positif sur la participation citoyenne

#### **4.2.3.2. *Reconstruire des réseaux sociaux en contexte post immigration***

La majorité des participantes ont signalé qu'elles vivaient de l'isolement en plus d'autres problèmes liés à l'adaptation (déplacement, climat, ...). La participante (et sa famille) arrivée pendant la pandémie de la Covid 2019 dira ceci « *Nous sommes arrivées quelques jours avant qu'on ne ferme les frontières. Après avoir passé 15 jours de confinement, je ne pouvais rencontrer personne, tout se faisait au téléphone. Le service m'a vraiment sorti de l'isolement à cette période. Je pouvais parler à la même personne chaque fois. Le fait qu'on se comprenne a renforcé la confiance en moi* ». Une autre précisera qu'elle vivait comme isolée de la société québécoise. Elle vivait avec son mari et ses enfants. Son mari n'avait pas eu le temps de se faire un réseau. Elle pouvait compter sur sa maman, mais elle ne connaissait pas les réalités du Québec, donc elle ne pouvait pas vraiment l'aider : « *Au bout d'un moment, j'ai commencé à fréquenter le service parce que j'étais enceinte et alors j'ai trouvé ce qui me manquait : une famille. Je pouvais parler avec ma maman-relais. Mais le fait de participer aux activités m'a permis de rencontrer de belles personnes. Il y a des gens avec qui je partage beaucoup de choses aujourd'hui* ». Elle souligne que les problèmes de logements qu'elle a vécu dès son arrivée lui ont causé beaucoup de stress, mais elle a pu s'en sortir à partir du soutien du service. Une autre précisera qu'elle n'avait pas de problèmes d'intégration ou d'adaptation, mais elle

voulait s'exprimer et parler de toutes les injustices qu'elle vivait. Elle a trouvé au service une écoute. Elle vivait de la discrimination et ne pouvait pas avoir accès aux soins en raison de son statut. Elle se sentait jugée par les intervenants et les professionnels qu'elle rencontrait, mais aussi par les proches. Le service a été pour elle un espace de parole où elle pouvait s'exprimer en toute liberté. Quelques participantes mentionnent une certaine réticence des gens de Québec face aux nouvelles rencontres ainsi que l'individualisme de la société québécoise, éléments qui ne facilitent pas des rencontres significatives et la création des liens. Une autre participante souligne que le service de référence est un espace de rencontre entre plusieurs cultures où les femmes peuvent échanger dans le respect de l'autre et apprendre de l'autre. Il faut noter que le sentiment d'isolement peut être vécu de façon particulièrement aiguë à l'arrivée, mais peut aussi s'installer avec le temps, notamment à cause de l'éloignement de la famille. En effet, plusieurs participantes mentionnent qu'il est important pour elles de reconstruire ce réseau social pour éviter de vivre de l'isolement même des années plus tard. Malgré les difficultés liées à la coupure avec le réseau social d'origine vécues par certaines, on peut constater que le sentiment d'appartenance à l'organisme développé par la plupart des participantes. Ce sentiment d'appartenance est directement lié aux liens sociaux créés au sein de l'organisme SRPFIQ à Québec. Le fait d'avoir su créer un réseau satisfaisant est donc une condition importante pour la participation citoyenne pour une majorité de participants.

#### **4.2.3.3. Condition et inégalité sociales**

S'agissant toujours des facteurs qui ont facilité la participation citoyenne des femmes rencontrées, trois d'entre elles parlent de leur difficulté à comprendre le système de santé québécois. « *Quand j'ai constaté que j'étais enceinte, j'ai pu trouver ma clinique de suivi. Mais lorsque j'ai déménagé, il a fallu que je change de CLSC. Je ne comprenais pas. Je trouve que l'on commence le suivi de grossesse trop tard. Avant la 10<sup>ème</sup> semaine. Il n'y a pas de rendez-vous avec le médecin. Pourtant, il est conseillé de débiter les visites prénatales dès lors que*

*l'on constate qu'on est enceinte. C'est lors du premier trimestre que tout se dessine. Il faut savoir que chaque grossesse est unique ».*

Une autre parlera des difficultés qu'elle a rencontrées : *« je n'ai pas commencé mes visites prénatales à temps parce que je n'avais pas de RAMQ. Ce qui fait que j'ai pu batailler pour avoir quelques visites en sollicitant l'aide du milieu communautaire ... ».* Je rencontre plusieurs femmes qui n'ont pas de RAMQ et donc qui vivent le stress et l'anxiété à cause de leur situation. Certaines sont rendues au quatrième mois de grossesse et n'ont jamais fait des échographies, et les différents examens. Le couple souvent sans statut et vivant dans une situation de précarité, ne peut pas payer les soins prénataux. Les mamans-relais s'engagent parce qu'il y a ces personnes qu'il faut accompagner jusqu'à la naissance de l'enfant.

#### **4.2.3.4. Conciliation travail-étude-bénévolat**

Au moment de parler des difficultés qui entravent la participation citoyenne les mamans-relais, toutes font allusion de la conciliation famille étude-travail-bénévolat.

*« Une des choses qui m'inquiètent, c'est qu'on ne dispose pas toujours du temps. Il faut gérer le travail, les enfants, le mari. Et ce n'est pas facile, ça peut être source de conflit si vous ne vous êtes pas entendu avec le mari. Il y a aussi nos heures de travail, lorsqu'on a un emploi plus exigeant, le temps qu'on dispose peut-être pour la famille. Donc c'est en fonction du temps qu'on peut participer ».* La majorité des mamans sont unanimes sur cet enjeu.

Une autre précisera que *«la participation dépend des évènements dans la vie. Par exemple, avant j'accompagnais environ deux ou trois femmes par mois. Mais depuis, je suis disponible parce qu'étant congé de maternité, mon nombre d'accompagnements a vraiment augmenter ».* Ce propos est semblable à celui des autres mamans qui participent en fonction

des évènements dans la vie. Mais elles répondent toujours présentes quand elles sont sollicitées par la coordonnatrice.

#### ***4.2.4. Pratiques d'empowerment et de participation citoyenne des femmes immigrantes de la minorité visible rencontrées***

Cette section repose sur le contenu recueilli principalement les échanges structurés avec les femmes participantes et l'observation participante réalisée pendant les ateliers. Les femmes rencontrées sont mariées et elles ont au moins deux enfants de moins de 10 ans (à l'exception de la mère bénéficiaire). Trois participantes ont vécu l'expérience et la période périnatale à la fois dans le pays d'accueil et dans la société d'origine. Elles ont pu établir des différences qui existent sur la trajectoire des soins et la prise en charge pendant l'accouchement entre les sociétés. Les participantes sont mariées, et elles s'expriment en français, la première langue apprise à l'école. Quelques-unes s'expriment en anglais. En plus de ces langues, certaines participantes communiquent avec d'autres langues comme l'arabe, le Kiriwanda, l'espagnol). Cette troisième langue facilite les interventions, car elle permet aux mamans-relais de créer une relation de confiance et de se familiariser avec les mamans bénéficiaires. Ces mamans-relais multilingues sont la force même de l'organisme. L'organisme fait appel à la banque d'interprètes lorsqu'aucune maman relais ne maîtrise pas la langue de la maman bénéficiaire. Ces mamans-relais permettent ainsi de tisser les liens et de créer un effet de boule de neige, puisque certaines mamans bénéficiaires choisissent de devenir maman-relais après avoir reçu le service. La langue favorise le tissage des liens avec les nouvelles mamans et permet de socialiser et parfois de partager les mêmes cultures. La maman-relais est perçue comme un rôle modèle dans la nouvelle société. Il ressort des échanges que la participation citoyenne n'est pas liée à des revendications politiques derrière leurs gestes. Toutefois, leurs actions ont un impact dans leur vie personnelle mais également sur la sphère collective. En s'impliquant, les



femmes font mention qu'elles développent des compétences et des connaissances, qu'elles acquièrent des connaissances et qu'elles exercent un changement pour elles ou pour les autres.

La démarche d'accompagnement telle que prônée par le SRPFIQ est une approche de proximité (une maman bénéficiaire par une maman-relais), reconnue efficace pour rejoindre les personnes en situation de vulnérabilité (Charlier et Sandron, 2018), mais son implantation auprès des FIMV en situation de périnatalité est récente. Ainsi, faire de l'accompagnement à la participation citoyenne est une stratégie innovante au SRPFIQ. Les données recueillies montrent que les activités et les services offerts par le SRPFIQ sont des opportunités de participation citoyenne pour les FIMV. Lorsque vous sollicitez l'accompagnement du service, une fois que votre demande est évaluée, vous êtes jumelée à une maman-relais et vous avez aussi la possibilité de participer aux activités d'éducation, de sensibilisation sur les sujets que peuvent rencontrer les femmes en période de périnatalité. Ces activités collectives sont présentées sous forme d'atelier en présentiel ou par Zoom, et nécessitent la mobilisation de la maman bénéficiaire. Les six (6) FIMV rencontrées considèrent que les activités au SRPFIQ sont des moments d'apprentissage, d'éducation aux droits de la femme enceinte et *d'empowerment*. Ces activités permettent de rencontrer d'autres femmes immigrantes qui vivent parfois les mêmes situations, de créer un nouveau réseau social. *« Je pense que j'ai appris beaucoup pendant ces ateliers et je me suis fait des amies. Donc on s'arrangeait pour participer au même atelier. À la fin on pouvait échanger sur d'autres sujets, elle rajoutera en disant que c'est le jumelage que j'ai aimé »*. D'autres renchérisent sur la motivation de l'implication des mamans-relais : *« J'ai reçu le service lorsque j'étais nouvelle arrivante. J'avais besoin de rencontrer des gens qui comprenaient ce que je vivais et qui étaient prêts à m'écouter sans me juger. Par la suite, j'ai voulu redonner ou partager ce que j'avais reçu. Le service est vraiment une référence surtout dans ce pays où on nous demande d'être autonome »*. Une autre maman-relais bénéficiaire relèvera que le Service est essentiel pour les nouvelles

arrivantes, surtout celles qui n'ont pas de repère : « *J'ai été recommandé par le GMF de proximité. A ce moment, je me sentais isolée, seule et incomprise et surtout je me questionnais sur ce que je traversais au Canada. J'ai voulu redonner aux suivants ce que j'avais reçu, je me souviendrais toujours de ma maman-relais* ». La maman-relais s'appuie sur les forces des mamans bénéficiaires pour qu'elles reprennent le pouvoir d'agir dans leur vie. D'ailleurs, cet aspect a été bien exprimé en ces termes : « *C'est un défi de gagner la confiance des mamans immigrantes que j'accompagne. Souvent pendant les premières rencontres, elles ont peur. Mais une fois qu'elles se rendent compte que tu n'es pas là pour la juger, elle se confie à toi. Elle peut aborder d'autres situations qu'elles vivent, par exemple la violence conjugale. La participation aux activités et à la vie du Service a permis à plusieurs de se sentir mieux avec elles-mêmes, avec les autres* ». Plusieurs mamans-relais évoquent que leur participation aux activités du Service a renforcé l'estime de soi, amélioré la confiance en soi et tisser des liens. Le témoignage d'une maman-relais à ce sujet est éloquent « *je suis toujours contente quand je me rends compte que j'ai pu aider une, deux ..., dix mamans de ma communauté qu'elle soit allophone ou pas. Cela me fait me sentir utile et renforce la confiance en moi. Mais, je suggère qu'il y ait plus de reconnaissance pour nous les mamans-relais pour nous encourager* ». De plus la participation aux ateliers permet de prendre conscience que je ne vis pas une situation seule et il y a plusieurs qui vivent la même chose : « *Les ateliers comme le thé jasette, prendre soin des bedaines, ou les droits au logement ...permettent de rencontrer les autres mamans et de partager les situations qu'on vit et parfois de partir de là avec des débuts de solutions* ». Une autre mentionnera que « *À partir de mon expérience, j'étais déjà une experte de vécu, je voulais m'impliquer plus pour changer la situation de micro-agression que vivent les femmes immigrantes à Québec. Le projet La part de nous est juste une illustration des nombreuses initiatives que nous avons engagée pour révéler le vécu de la femme immigrante* ».

Les mamans-relais effectuent un travail de proximité selon les approches d'*empowerment*. Le travail des maman-relais vise à créer un lien de confiance, à transmettre de l'information selon les besoins de la femme bénéficiaires et de sa famille, à les accompagner vers les services appropriés, dans leurs démarches pour améliorer leur qualité de vie en facilitant l'accès aux ressources, à prévenir des situations indésirables et à promouvoir leur santé et leur bien-être. Ce travail exige des ajustements constants de l'intervenante sociale (la coordonnatrice). Une fine connaissance de la réalité des familles immigrantes et une flexibilité dans sa pratique est exigée. La démarche *empowerment* amène la personne à se percevoir comme compétente, possédant les habiletés, les qualités, les attitudes et les connaissances suffisantes. Pour la majorité des femmes rencontrées, la décision de devenir maman-relais a été d'abord une décision personnelle avec comme principal motif d'aider les autres et d'être utile dans la communauté. *« Je me suis engagée parce que je voulais donner à une autre femme ce que j'avais reçu. Cet accompagnement m'avait permis de me retrouver un moment où je croyais que j'avais pris la mauvaise décision comme maman-relais et je m'appuie toujours sur les forces de la maman bénéficiaire. En général, le lien de confiance s'établit rapidement en raison du partage d'idées »*. Pour ces femmes, le fait d'être maman-relais est un apprentissage. En effet, les mamans bénéficiaires font face à différentes problématiques : pauvreté, logement insalubre, compétence parentale, placement d'enfants, etc. *« Le fait d'être maman-relais a réveillé ma fibre de militante. J'ai participé à la manifestation de Ma place au travail. Je trouve que c'est un enjeu qui touche particulièrement les femmes immigrantes. Lors du mois des noirs, je participe avec l'organisme et nous prenons la parole pour dénoncer des maux comme le racisme qui sévit dans notre société. Cette année nous avons avec d'autres organismes parler du racisme en milieu communautaire »*.

## Chapitre 5 : ANALYSE DES RESULTATS OBTENUS

Dans cette section nous revenons d'abord sur nos objectifs de l'essai. Le premier objectif cherchait à documenter la perception qu'ont les femmes immigrantes issues de la minorité visible de leur participation citoyenne au Québec. Nous prenons en compte les caractéristiques sociodémographiques, les motivations à participer, les bénéfices perçus à la participation. Le deuxième objectif visait à évaluer l'effet bénéfique de la PC et des actions collectives sur l'*empowerment* de FIMV, le troisième visait à analyser la manière dont la PC et les actions collectives contribuent à renforcer les réseaux sociaux et le sentiment d'appartenance des FI de Québec. Finalement, les perspectives des FIMV concernant l'efficacité de leur engagement dans des actions collectives pour l'intégration sociale seront présentées.

### **5.1. La problématique des femmes immigrantes issues de la minorité visible et le point de vue des femmes rencontrées**

La recension des écrits portant sur la situation des femmes immigrantes fait ressortir un nombre de facteurs et de stratégies de participation citoyenne qui se retrouvent chez les femmes rencontrées, en fonction de leurs caractéristiques sociodémographiques ou simplement de leurs caractéristiques personnelles. L'une des principales difficultés constatées par les auteurs consultés concernant la participation citoyenne des femmes immigrantes est la situation économique précaire du fait d'un emploi précaire et au manque de reconnaissance des diplômes et de l'expérience à l'étranger (Cardu et Sanschagrin, 2002; Pierre, 2005). Toutefois, cela s'est peu reflété dans cet essai en raison du parcours pré migratoire de la majorité des participantes. Quelques-unes ont tout de même connu ce type de difficultés et utilisé certaines des stratégies identifiées par les auteurs. Trois femmes ont choisi comme stratégie de retourner aux études afin d'obtenir par la suite un emploi correspondant à leur niveau de qualification (Cardu et Sanschagrin, 2002 ; Giroux, 2011). L'immigration a été voulue donc conçue un comme projet

familial pour certaines femmes. Toutefois, pour chacune des femmes, il est important de s'adapter et de trouver de nouvelles stratégies. La priorité est donnée tout au moins à court terme à la situation économique du conjoint. Les femmes rencontrées peuvent donc adopter différentes stratégies en fonction de la position du conjoint qui est un soutien familial (Vatz Laaroussi, 2009). Le fait d'être en couple ou en famille, d'avoir des enfants, est une situation qui a un effet positif sur la participation citoyenne des FIMV au sein du SRPFIQ. Ces dernières ont choisi en plus de leur rôle de mère de pratiquer des activités bénévoles, en reportant la réalisation d'autres projets (Giroux, 2011). Toutefois la conciliation travail-famille-études-bénévolat ou autres activités reste un défi pour la participation citoyenne des FIMV. Mais, il est important de rappeler que les inégalités sociales qui entravent la PC (Gaudet et Turcotte, 2012) car un nombre significatif de femmes interrogées a un faible revenu (Pierre, 2005).

La langue est un facteur essentiel identifié par Cardu et Sanschagrin (2002) pour faciliter la participation citoyenne. Les femmes rencontrées parlent en plus du français, l'anglais, l'espagnol et d'autres langues. Les participantes ont effectué des études universitaires et maîtrisent la langue parlée au Québec. Toutefois, les auteurs comme Drolet et Mohamoud (2010) ; Cardu et Sanschagrin (2002) mentionnent aussi un élément apporté par plusieurs participantes qui est la difficulté de vivre au quotidien avec un accent étranger au Québec pour la participation citoyenne. Les participantes mentionnent que leur accent les amène à être constamment perçues comme étrangères dans les institutions (école, hôpital) mais cette perception est moindre lorsqu'elles ont été en contact avec les organismes communautaires qui travaillent avec les personnes immigrantes comme le SRPFIQ. Drolet et Mohamoud (2010) abordent la question sous forme de discrimination, de préjugés et stéréotypes auxquels peuvent être confrontées les femmes immigrantes. Deux participantes mentionnent des éléments liés à cette idée, que ce soit en lien avec le port d'un signe religieux ou la couleur de la peau. Le point de vue des participantes à ce sujet est que même si les personnes immigrantes sont acceptées

au Québec, il y a encore une grande sensibilisation qui doit être faite dans la communauté sur le Vivre ensemble. Pour les femmes rencontrées, la PC représente une voie alternative ou un choix judicieux pour faciliter le vivre-ensemble (Vatz-Laaroussi, 2019).

Côté-Giguère (2015) aborde l'isolement ressenti par les femmes immigrantes en contexte post-migratoire et l'utilité de la recréation de réseaux sociaux dans la société d'accueil. À leur arrivée au pays, il semble que les FIMV assureraient certaines responsabilités familiales préoccupées par la reconstruction d'une vie familiale harmonieuse. Très souvent, la nouvelle vie est source de tension : choc des valeurs, choc des cultures, absence de travail alors que la famille est venue s'installer pour améliorer ses conditions de vie. On note qu'une façon de rejoindre ces femmes est justement l'arrivée d'un évènement heureux comme l'arrivée d'un bébé (Gaudet et Turcotte, 2013). Côté-Giguère (2015) évoque deux motivations principales à cet égard, soient les besoins émotionnels et celles liées à la recherche d'information. On retrouve ces idées chez plusieurs participantes qui pensent que la reconstruction d'un réseau reste un défi car il faut que la femme puisse répondre à ses besoins, qu'elle se trouve utile grâce à son vécu expérientiel, et qu'elle soit dans un environnement qui respect sa culture et ses charges familiales. Par exemple, les participantes affirment que le fait de bénéficier des activités offertes par le SRPFIQ leur a permis de rencontrer d'autres femmes et par la suite, elles ont décidé de devenir maman-relais. Le fait d'être membre du comité de maman-relais leur procure une sécurité émotionnelle et informationnelle (désormais, elles connaissent leurs droits et les services auxquels elles ont droit). Certaines participantes parlent du comité comme un moyen ayant contribué à la reconstruction de leur réseau en contexte post-migratoire. D'autres participantes mentionnent ainsi le rôle du comité dans l'échange d'informations, la connaissance de la société d'accueil ou la création de contacts. Tous ces éléments sont des aspects significatifs liés à leur réseau social. En plus de se créer un réseau social permettant de

briser leur isolement, cette stratégie est vue par plusieurs participantes comme un moyen de contribuer à la construction du futur de leurs familles dans leur pays d'accueil.

Vatz-Laaroussi (2009) constate que les réseaux sociaux permettent aussi aux femmes immigrantes d'atteindre certaines fonctions sociales et une reconnaissance sociale. Ainsi, la PC contribue à la recréation des réseaux sociaux et les organismes communautaires sont vus comme des lieux de reconnaissance sociale (Côté-Giguère, 2015 ; Chamberland et Le Bossé, 2014, Fraser, 2004). Cette idée est évoquée par trois participantes qui soulignent la reconnaissance sociale comme source de motivation à la participation citoyenne au sein de la société d'accueil. Elles sont d'avis que le SRPFIQ met en place des stratégies de reconnaissance sociale. De mon point de vue, si de telles initiatives venaient de la Ville de Québec, elles seraient plus significatives. Les femmes immigrantes issues de la minorité possèdent des compétences et des qualifications qu'elles peuvent mettre au service de la communauté.

#### **5.1.1. Concept de participation citoyenne : entre la théorie et la perception**

Les échanges avec les femmes rencontrées renforcent l'idée du caractère flou et l'aspect multidimensionnel de la participation citoyenne (Mercier et *al.*, 2009). En effet, les propos des femmes rencontrées conduisent à une réflexion sur les interactions entre les dimensions de la participation. Selon Mercier et *al.*, (2009), la participation citoyenne est définie comme étant l'exercice et l'expression de la citoyenneté active et engagée sous 3 dimensions : « *la participation politique, la participation démocratique, la participation sociale* » (Mercier et *al.*, 2009 p. 24). Cette dernière peut aussi être associée à la participation sociale, caractérisée notamment par l'engagement des citoyens au sein des comités (conseil d'administration etc.), à de l'action militante, au bénévolat. Les femmes rencontrées ont précisé être bénévoles au SRPFIQ. En plus d'agir comme bénévoles, certaines femmes disent être engagées dans des actions militantes comme « *Ma place au travail* », « *La lutte contre le*

*racisme* ». Certaines femmes parlent du processus d'engagement à travers des initiatives citoyennes visant à renforcer le « *bien-vivre ensemble* ». En se référant à André et ses collaborateurs (2012), les femmes rencontrées parlent du processus d'engagement volontaire de citoyen(ne)s ordinaires agissant seuls ou collectivement. D'autres femmes rencontrées établissent le lien entre la participation citoyenne et l'espace de rencontre et de partage. La participation citoyenne est définie comme étant « *l'existence d'espaces de rencontre, d'expression d'une diversité de paroles et de mise en commun d'expériences et de savoirs* » (Godrie et al., 2018, p.4). Elles peuvent aussi constater une différence entre ce qu'elles considèrent personnellement comme participation citoyenne et la vision qu'en a la société. De ce fait, la participation citoyenne représente donc un engagement civique qui garantit le respect du processus démocratique (Laur, 2016, 2015) et peut être associée à la participation sociale, caractérisée notamment par l'engagement des citoyens au sein d'un comité, à l'action militante, au bénévolat ou à la participation au sein des réseaux d'entraide (Côté-Giguère, 2015).

Les participantes ont mentionné à plusieurs reprises les lieux et la nature de la participation qui sont significatifs pour toutes ces femmes. Les échanges structurés révèlent que les participantes sont impliquées aussi bien dans des postes décisionnels que non décisionnels.

La perception qu'ont les femmes rencontrées de la PC est d'abord celle de leur utilité au sein de la société d'accueil et du pouvoir qu'elles peuvent avoir pour agir sur les questions qui les concernent. Cette notion de pouvoir a été introduite par Arnstein (1969) qui à partir de son échelle de participation a pu établir huit niveaux de participation allant du pouvoir avec les citoyens de la non-participation au pouvoir effectif des citoyens en passant par la coopération symbolique.

L'utilité s'incarne dans l'impression qu'ont les femmes de participer à l'amélioration de la société d'accueil ou de participer au bien commun, en aidant les autres, peuvent vivre des



situations semblables. Le sentiment d'utilité peut alors être compris de manière normative, comme une volonté de ne pas être perçu comme un fardeau, ou d'être catégorisé comme un « bénéficiaire » au sein de la société qui les accueille ; c'est une activité que l'on devrait pratiquer. En effet, pour ces femmes immigrantes, la participation citoyenne favorise la revendication d'une reconnaissance sociale (Ninacs, 2008, Fraser, 2004) qui leur permet de développer un sentiment d'appartenance à la société d'accueil. Une participante dira que *« vous le nommez participation citoyenne, mais moi je le vois comme être utile pour une autre femme pour qu'elle ne vive pas les mêmes souffrances que j'ai connues à mon arrivée à Québec. Lorsqu'on arrive ici, on est dans un environnement différent. On est moins compris. Le fait de s'impliquer ou de s'engager permet de se rendre utile et surtout de pouvoir décider des choix dans sa vie »*. Une autre participante dira que *« Je peux aider les autres et être utile dans leur vie. Ça me revalorise quand même. C'est aussi un moyen pour aider les gens à reprendre le pouvoir dans leur vie. Moi, la maman-relais qui m'a aidée à mon arrivée m'a marquée par sa façon de faire. J'ai pu prendre plusieurs décisions dans ma vie, par exemple le type d'accouchement (je voulais un accouchement naturel), concernant le type d'emploi »*. Cette maman continue en disant *« j'exerce le métier que j'aime, quand je suis arrivée, la recommandation était que je fasse un autre métier. Je suis reconnaissante de l'avoir rencontrée. Elle m'a permis de m'impliquer auprès des mamans immigrantes parce que je trouvais que c'est important de se rendre utile. Mais aussi il y a beaucoup d'apprentissages (connaître nos droits en tant femme enceinte, les enjeux de l'immigration et de la protection de la jeunesse, la connaissance du système de santé et service sociaux, etc.) avec le SRPFIQ »*. Une autre participante dira que *« Je crois à la cause. Cette cause m'a aidée et elle continue d'aider de milliers de femmes immigrantes qui arrivent surtout qui ne comprennent pas le système. La place des mamans-relais immigrantes est importante parce qu'elle permet de créer un lien de confiance le plus tôt possible. Les femmes bénéficiaires se confient rapidement à ces personnes parce qu'elles se comprennent mieux, et*

*parfois elles ont vécu la même situation. Par ailleurs, la participation citoyenne des femmes immigrantes permet aussi un échange culturel, de savoir comment la maternité est vécue dans d'autres sociétés ».*

*« La participation citoyenne, je ne peux pas le définir, toutefois je sais que le travail effectué par le SRPFIQ à travers les mamans-relais est remarquable. Cela m'a presque sauvée la vie après mon accouchement, j'étais au bord de la dépression. Je n'avais eu ni une grossesse facile ni un accouchement facile, la maman-relais était disponible pour moi en plus de la coordonnatrice du service en qui je me confiais beaucoup. J'ai appris à me faire confiance et j'appelle ce travail redonner de l'espoir ».*

Pour la majorité des mamans rencontrées, la participation citoyenne est utile autant pour la maman bénéficiaire que pour la maman-relais, car elle amène un changement dans la vie de la femme immigrante (informations, partage, échange des idées). Ces femmes se trouvent désormais utiles d'abord pour leur famille, ensuite pour leur communauté et enfin pour la société. Une participante dira que : *« depuis que je suis maman-relais, j'ai aidé plusieurs femmes de ma communauté à leur donner une information importante. Sur mon Facebook, je reçois, j'ai plusieurs amis en raison de mon engagement au SRPFIQ »*. Cette utilité à la société, les conduit à revendiquer une appartenance légitime à cette société, ou à être reconnu au sein de celle-ci. *« Une autre mentionnera que «la participation citoyenne peut déboucher sur des actions revendicatrices. J'ai deux enfants de moins de 5ans, j'ai rencontré des difficultés à trouver des places dans des garderies, pourtant, j'aimerais travailler. J'ai participé avec d'autres à la manifestation « ma place au travail ».*

#### **5.1.1.1. Les femmes immigrantes issues de la minorité visible face au concept de participation citoyenne**

Dans le cadre de cet essai, nous nous appuyons sur la définition de Foisy (2013) selon laquelle la participation citoyenne est définie comme un acte individuel et collectif. La participation citoyenne individuelle est donc un processus de reprise de pouvoir dans l'espace public des gens « ordinaires », et se traduit par l'expression de la citoyenneté dans ses dimensions politique, civique et sociale. La participation au sein d'une association peut prendre des formes qui varient au regard du cheminement des individus. La plupart des participantes parle de leur engagement volontaire afin de donner de leur temps, de leurs compétences et de leurs expériences, des éléments importants dans les propos de plusieurs. Certaines d'entre elles parlent explicitement de l'importance d'aider l'autre et d'être utile dans la communauté. C'est notamment le cas de F1 et de F2 et qui font référence à l'importance d'une reconnaissance sociale en guise de vécu expérientiel. Les femmes immigrantes ont des trajectoires migratoires et professionnelles diversifiées et singulières. Gaudet (2012) recommande de s'appuyer sur les réalités des pratiques individuelles et les changements structurels pour analyser les inégalités observées dans la participation citoyenne. Au regard des femmes rencontrées, les femmes immigrantes issues de la minorité visible s'impliquent lorsqu'elles peuvent franchir des frontières relatives à la langue, mais aussi lorsqu'elles ont confiance en elles. Leur niveau universitaire et les expériences professionnelles acquises dans leur pays d'origine favorisent le développement de la confiance en soi. Toutefois, ces femmes ont fait de leur parcours post migratoire une opportunité qu'elles peuvent partager. Elles ont donc choisi de s'impliquer d'abord pour elles-mêmes, parce qu'elles étaient reconnaissantes par rapport à la société qui leur avait donné ce qu'elles n'avaient pas notamment un réseau social, et comme membre de la société.

Le concept de reconnaissance défini dans la théorie de la justice sociale proposée par Fraser (2004) se trouve essentiellement dans la « *possibilité de participer à l'interaction sociale sur un pied d'égalité avec les autres* » (p. 158). Pour cette auteure, la reconnaissance des

personnes comme membres à part entière de la société se fait par l'entremise de la reconnaissance de leur contribution à cette société. De ce fait, la possibilité d'être reconnu comme membre de la société est étroitement liée au sens de l'appartenance à cette société. La reconnaissance sociale d'une personne peut être liée à la valeur et à l'importance que l'on accorde à la contribution qu'elle apporte à la société. Les propos des participantes ont trait au sentiment d'utilité et à l'importance d'être reconnue comme membre à part entière de la société, par le biais d'une contribution utile et positive à l'ensemble social. Il apparaît, en filigrane du propos de deux participantes, une volonté de légitimer leur présence, mais aussi de valoriser l'existence sociale des femmes immigrantes au sens large, et celles issues de la minorité visible par le biais de la participation citoyenne. Une participante expliquera que : *« lorsque je rencontre des femmes immigrantes qui vivent l'isolement, je n'hésite pas à leur partager mon expérience (...). Dans mon pays j'avais l'aide de mes proches, et j'avais un travail qui m'occupait beaucoup. Mais ici, je me retrouvais avec mes enfants et mon mari. Je devrais tout recommencer et m'adapter à ce nouveau rôle. J'ai pu m'en sortir grâce aux activités organisées au SRPFIQ qui nous aidaient ou nous dirigeaient vers les ressources appropriées (...). Quand je rencontre les de nouvelles femmes, je les encourageais à participer à nos ateliers »*. Une autre complètera en disant que : *« (...) lorsque je suis arrivée j'ai vécu beaucoup de discrimination due aux préjugés que l'on a sur les femmes violées. Étant moi-même du corps médical je ne comprenais pas certains comportements. Je me suis impliquée, pour que les femmes puissent se reconnaître en moi. Quand tu arrives dans un milieu et que tu rencontres quelqu'un avec qui tu partages les mêmes problèmes que toi et qui te comprend sans te juger, la confiance en soi peut se développer. Pour une femme portant les signes extérieurs religieux, il y a des préjugés. (...). Donc ça aussi... On a notre mot à dire, on contribue, et les autres femmes doivent comprendre qu'on a une place à prendre, et on peut faire ce qu'on veut »*.

Cette reconnaissance des femmes immigrantes comme contributrices à leur société est étroitement liée à un sentiment d'appartenance à la société d'accueil. Voici, quelques propos qui illustre leur perception de la participation citoyenne : « *Je voulais aider les gens, mais aussi comprendre le fonctionnement de la nouvelle société. Je réalise que je peux faire quelque chose pour que les choses se passent autrement (...). Je prends toute rencontre comme un nouveau défi. Car je vais à la rencontre d'une nouvelle femme qui a son parcours, son histoire et ses besoins. Lorsque j'aide des personnes à trouver des solutions à leurs problèmes, je renforce ma confiance en moi et je peux affirmer que je valorise ma place dans la société (...)* ». Une autre femme dira ceci « *la participation dans cet organisme me permet d'exister dans la société et d'exister socialement. Je peux discuter avec d'autres personnes sur différents sujets (logement, éducation des enfants au Québec, adaptation à l'école, relation avec les professionnels de la santé), écouter les autres citoyens. Ce qui me procure un sentiment d'appartenance à la communauté, je peux marquer ma présence dans le groupe, et j'ai une meilleure connaissance de mon environnement* ».

Guilbert (2005) établit le lien entre la reconnaissance de l'utilité sociale d'une personne et son sentiment d'appartenance à la société dans ses travaux. Pour cet auteur « le sentiment d'appartenance d'un individu à une collectivité se développe de pair avec la capacité qu'il a de pouvoir exprimer ses besoins, ses attentes, ses suggestions et le sentiment d'être reconnu dans la contribution qu'il peut apporter (...) à cette société » (p.9). De manière générale pour les femmes rencontrées, le fait d'apprendre sur les normes, les valeurs autour de la périnatalité a facilité leur adaptation à la nouvelle société.

« (...) *la première raison de m'impliquer dans cet organisme était de rencontrer de nouvelles personnes qui vivent la même réalité que moi. Je voulais partager mes réalités avec d'autres et surtout échanger sur les problèmes que je rencontrais. J'y suis depuis 4 ans et j'ai*

*trouvé une famille. Quand je viens aux activités, c'est pour apprendre, mais aussi pour me déstresser et rigoler ... » (F5)*

### **5.1.2. Les facteurs qui influencent la participation citoyenne des femmes rencontrées**

La démarche permet de retracer les expériences des femmes rencontrées. En s'appuyant sur la revue de littérature, les échanges structurés permettent de soutenir qu'il existe des déterminants individuels qui sont susceptibles de favoriser la participation citoyenne.

#### **5.1.2.1. Le parcours de vie des femmes immigrantes**

Gaudet (2011) s'appuie sur l'approche du parcours de vie pour analyser la participation des citoyens. Cette approche s'appuie sur l'individu et le temps. L'auteure considère que les individus empruntent certaines trajectoires, selon les contraintes et possibilités qui s'offrent à eux, et développent une réflexivité sur leur expérience et ceci dans une dimension temporelle et un contexte donné. Les échanges structurés avec les mamans-relais nous a permis de connaître leur parcours de vie (prémigratoire et post-migratoire). Toutes ces femmes vivaient leur première grossesse à Québec et étaient nouvellement arrivées (immigrante récente). La rencontre avec une maman-relais a facilité leur adaptation et a permis de tisser un lien de confiance. Par la suite, elles ont pu construire leur réseau social. Elles mentionnent que :

*« Le fait de recevoir quelqu'un chez moi pour m'aider dans ces moments m'a permis de reprendre confiance en moi. Je pouvais lui (maman-relais) parler au téléphone, je ressentais le besoin. Elle appelait pour prendre des nouvelles de moi et de ma famille. Et puis après mon accouchement, elle m'a été d'un grand support par ses conseils. J'étais loin de ma famille, mais il y avait des gens qui s'intéressaient à mon bien être. C'est toute cette attention qui m'a marqué et impressionné ».*

Selon Gaudet et Turcotte (2013) le parcours de vie diffère selon les individus et peut influencer la participation citoyenne. Dans le cas des femmes rencontrées, elles ont saisi le moment de la grossesse pour s'impliquer dans la société d'accueil. De ce fait, les échanges structurés des femmes montrent l'importance de conjuguer simultanément les opportunités de participation et les opportunités de répondre aux besoins exprimés par les citoyens afin de soutenir leur participation civique (Foisy, 2013). La trajectoire de participation des femmes rencontrées montre que (5 sur 9) sont passées par les différents statuts : cliente, participante et citoyenne engagée. Elles ont été sollicitées par leur maman-relais ou par le leadership de l'organisme. Certaines d'entre elles ont sollicité des mamans bénéficiaires. La sollicitation par des membres (proches ou éloignés) du réseau constitue le facteur qui a la plus grande influence sur l'entrée dans la participation formelle (ou bénévolat) (Veronis et Huot, 2018). Mais, la participation au sein des organismes communautaires pourrait présenter l'avantage, pour les personnes impliquées, d'entrer dans des réseaux plus larges, plus organisés, et parfois plus ciblés, puis d'en créer de nouveaux (Gaudet et Turcotte, 2013). Toutefois, vu la qualité des données qui ont été produites par ces auteurs, il n'est pas vraiment possible de commenter les résultats trouvés dans la littérature concernant le lien entre la présence d'enfants dans le ménage et la participation citoyenne.

En revanche, en prenant connaissance des pratiques de participation citoyenne des participantes, le constat est qu'effectivement, le fait d'attendre un enfant a été un déclencheur de la participation citoyenne. Conformément aux résultats de Sassen (2005) les femmes rencontrées se sont engagées dans l'organisme dans l'optique de remplir leur « rôle » de responsable des soins au niveau familial.

*« Je suis arrivée ici parce que j'étais enceinte, je cherchais un médecin de famille et une garderie pour le grand. Ce n'était pas du tout pour faire du bénévolat. Euh... je ne pouvais*

*pas travailler tout de suite non plus (...). J'ai vu l'importance de faire du bénévolat dans cet organisme pour m'aider à l'intégration. Les activités collectives qu'on propose sont à la fois nécessaires pour les parents et pour les enfants, (atelier d'orthophonie » (F1).*

La présence d'enfants dans le ménage pourrait donc effectivement être une porte d'entrée qu'empruntent les femmes immigrantes pour intégrer la participation citoyenne. La présence d'enfants a un effet mobilisateur sur la participation citoyenne des femmes immigrantes de la minorité visible. Pour toutes ces femmes, la période périnatale a été comme un « facilitateur » puisque c'est parce qu'elles attendaient un bébé qu'elles ont participé aux activités de l'organisme. La majorité des participantes sont tombées enceintes au cours des premières années d'installation alors qu'elles étaient encore en train de s'adapter à l'environnement. Elles se considéraient vulnérables d'abord en raison de leur état de grossesse. Elles n'avaient pas de réponses à leurs différentes questions (manque d'information) et vivaient dans l'isolement. La pratique de la participation citoyenne a été initiée au cours de la première année de résidence au Canada. Pour la plupart d'entre elles, les activités collectives et même individuelles occupaient une fonction de socialisation (briser l'isolement, rencontrer des personnes qui partagent des intérêts communs, être en immersion dans un milieu d'apprentissage) ou de qualification (mieux comprendre la société d'accueil). La fonction de socialisation fait ainsi ressortir le lien entre la participation citoyenne et l'« intégration » des immigrants. Les participantes ont aussi clairement montré le désir qu'elles avaient de recréer leur réseau social (Veronis et Huot, 2018). Il s'agit pour ces femmes immigrantes de fréquenter un lieu et de pratiquer des activités pour vaincre l'isolement. Plusieurs ont également souligné à quel point le fait de rencontrer des gens, de pouvoir reconstruire son réseau social avait constitué un important facteur de facilitation dans leur engagement (Veronis et Huot, 2018). Une participante « *C'est important pour moi. Depuis que j'ai connu le service, lorsque que je rencontre un problème dans mon école, avec les profs, avec les enfants, j'en discute avec*



*quelques membres souvent nous le faisons sur Facebook. Elles sont toujours disponibles pour me conseiller et m'aider. Ça donne un réseau. Si j'ai des problèmes et si j'ai une question à poser, j'en parle ».*

La participation citoyenne permet également aux femmes immigrantes issues de la minorité visible de s'adapter au fonctionnement de la société d'accueil. Au-delà de permettre le partage d'informations très étroitement liées à l'organisme, à ses activités et à ses membres, la participation citoyenne permet également aux femmes immigrantes rencontrées de mieux comprendre la structure et le fonctionnement de la société d'accueil. Elles peuvent mieux percevoir les différences avec leur pays d'origine en ce qui a trait aux codes culturels et sociaux propres aux relations de travail, par exemple. Une participante dira « *Quand je suis arrivée au Québec, après quelques mois je voulais faire quelque chose. D'autant plus que c'est un pays qui est tout à fait différent, de la culture et de tout ce que j'ai connu. Je voulais rencontrer les gens et découvrir de ...* ». Une autre participante dira que « *Faire du bénévolat ou être maman-relais m'a permis d'exploiter mon temps en aidant les autres et en apprenant quelque chose. Je savais qu'en faisant du bénévolat comme ça dans un organisme que j'allais apprendre plein de choses, et j'ai vu que c'était multiculturel, même par rapport au personnel, et j'avais envie d'apprendre toutes ces choses qui me permettraient de connaître le fonctionnement de la société* ».

Pour les femmes rencontrées, la participation citoyenne a été considérée comme une première opportunité de comprendre leur environnement, d'absorber des informations en y étant exposées fréquemment, de s'adapter aux pratiques sociales, puis de s'orienter et d'opérer un choix parmi les différentes possibilités.

### **5.1.3. L'importance du capital humain : l'influence des compétences linguistiques et de la scolarité**

La participation citoyenne semble varier en fonction du capital humain (compétences linguistiques et niveau de scolarité) dont disposent les femmes rencontrées. Toutes les participantes s'expriment et parlent couramment le français. Ceci s'explique entre autres par le fait que l'obtention d'un certificat de sélection du Québec (CSQ) est grandement facilitée pour les candidats qui sont en mesure de démontrer leur niveau d'employabilité et leur compétence linguistiques en français (Immigration Diversité et inclusion Québec, 2018a). Notons que les exigences par rapport aux connaissances linguistiques ont été haussées depuis la fin du mois d'octobre 2013 (Immigration Diversité et inclusion Québec, 2018a). Le fait que toutes les femmes rencontrées soient en mesure de bien s'exprimer en français confirme également l'importance de la langue comme facteur facilitant la participation citoyenne chez les FIMV (Couton et Gaudet, 2008 ; Guay-Charrette, 2019).

Les participantes à cette expérimentation ont généralement acquis un niveau de scolarité relativement élevé avant d'immigrer. En effet, les femmes rencontrées à l'exception de la maman bénéficiaire détenaient un diplôme universitaire à l'arrivée au Québec. Cette situation s'explique, de façon semblable aux observations sur les compétences linguistiques des participantes, notamment par les politiques de sélection des immigrants au Québec. En effet, l'employabilité constitue le domaine dans lequel le système d'immigration peut accorder le plus grand nombre de points à un candidat à l'immigration (MIFI, 2018 ; Paquet, 2016). Le niveau de scolarité des participantes confirme également ce que la littérature au Canada indique quant à la relation (positive) entre le niveau de scolarité des immigrants et leur participation citoyenne (Guay-Charrette, 2019). La scolarité permet en effet de comprendre et de reconnaître l'importance et l'impact de certains choix dans l'intégration des individus et de leurs familles à une nouvelle société. En plus d'appeler des personnes immigrantes qui sont déjà avantagées par rapport à d'autres, notamment en raison de leur scolarité et compétence linguistiques, la participation citoyenne est susceptible de leur offrir des bénéfices supplémentaires comme

l'accès à un l'emploi (Veronis, 2018), à un réseau social (Fong et Shen, 2016) aux ressources disponibles dans la société d'accueil (Veronis, 2018).

Pour certaines d'entre elles, c'est aussi une opportunité associée à la réalisation de certaines aspirations au Québec particulièrement l'obtention d'un emploi selon ses capacités : *« J'ai plusieurs expériences en bénévolat que je considère comme atouts. Je compte retourner aux études. C'est donc pour moi un atout j'ai beaucoup appris du milieu communautaire et même du réseau. Chaque opportunité de participation est un moment d'apprentissage pour moi »*. Cette participante dira *« (...) Certaines ne sont pas intéressées, peut-être qu'elles ne veulent pas s'intégrer (...), c'est leur choix. En tant femme immigrante, chacune a ses propres défis par rapport à plusieurs caractéristiques individuelles »*. Cette inégalité dans la participation citoyenne vient confirmer les résultats de (Gaudet et Turcotte, 2013).

#### **5.1.4. Condition économique et inégalité sociale des femmes**

Les participantes (quatre mamans-relais) à notre expérimentation ont un niveau d'étude universitaire et possédaient un emploi avant l'immigration. En contexte pré migratoire, elles avaient une situation socio-économique stable. Pour certaines, elles ont voulu suivre leur conjoint qui recherchait un pays stable et surtout propice à l'éducation des enfants, pour d'autres cela a été un projet familial. Selon St-Pierre (2018) relève qu'immigrer au Canada et choisir le Québec comme lieu de destination est pour certains immigrants une choisir la sécurité économique, sociale et politique. La sélection de l'immigration des travailleurs qualifiés se fait selon le capital humain de la personne (la formation, l'expérience professionnelle, l'âge, la langue, les liens familiaux avec des résidents du Québec, les caractéristiques du conjoint qui accompagne, les enfants à charge, la capacité d'autonomie financière et l'adaptabilité (ministère de l'Immigration, de la Francisation et de l'Inclusion [MIFI], 2018). Ceci peut expliquer les caractéristiques de nos participantes (voir tableau 1 en annexe). À l'échelle individuelle, la

littérature a montré le rôle central des facteurs comme le contexte migratoire, le statut socioéconomique, le genre, les valeurs, le capital social et l'appartenance à un groupe ethnique ou religieux peuvent influencer la participation des personnes immigrantes notamment celles issues de la minorité visible (Bilodeau et *al.*, 2019, Bilodeau, 2016). Pour la majorité des participantes, le niveau scolaire, le genre, le conjoint auraient joué un rôle clé dans leur engagement social. En effet, le fait d'être en couple aurait été déterminant pour leur engagement car l'autre conjoint apporte une stabilité financière au niveau du couple. Dans le contexte social actuel, la participation citoyenne n'est imposée à personne. Elle émane de la volonté de chaque personne. Comme le dit Foisy (2013), la participation citoyenne est d'abord un acte individuel.

#### **5.1.5. Les pratiques d'actions collectives et *empowerment***

Les participantes expliquent ne pas utiliser un concept pour désigner ce qu'elles font, préférant se concentrer sur les actions qu'elles posent. Toutefois, elles se réfèrent à la fonction de rassembler. Le terme collectif montre que l'action n'est pas isolée, mais relève d'un ensemble de pratiques effectuées par plusieurs personnes pour atteindre le même but. De manière générale, l'action collective c'est l'ensemble des efforts concertés d'un groupe de personnes pour atteindre un but commun. Cette réflexion rejoint celle de Duval et ses collaborateurs (2011) qui parlent de la possibilité qu'ont les gens d'agir ensemble et de façon responsable. C'est le point de vue d'une participante qui pense que « *l'action collective fait penser au regroupement de personnes pour s'indigner, dire non, refuser collectivement les situations qu'on juge inacceptables et s'engager ensemble dans l'action par la suite* ». En ce sens, l'action collective représente « *un moyen exceptionnel de mettre en pratique et d'être des espaces d'apprentissage de valeurs comme l'entraide, la solidarité, la démocratie participative, la citoyenneté critique et engagée et la responsabilité* » (Lamoureux et *al.*, 2012 p.71). Les liens créés entre les mamans-relais favorisent certains apprentissages préalables à l'action collective et à la solidarisation entre elles. Les relations interpersonnelles qui se

développent entre les membres du comité ont pour effet de faciliter le développement des compétences et des interactions dans l'organisation d'activités.

L'action collective permet aussi d'accroître le pouvoir d'agir des personnes et donc de résoudre des problèmes collectivement. À titre d'exemple : des mamans-relais prennent des responsabilités et organisent des activités. Elles initient, proposent et organisent des activités collectives (atelier Thé-Jasette, Atelier Ramadan, atelier gestion des peurs avant l'accouchement, atelier portage, fêtes de nouvel an, cabane à sucre, cueillette de pomme...). Comme le dit Le Bossé (1996), l'action collective est la possibilité pour des personnes ou un groupe d'exercer un plus grand contrôle sur ce qui est important pour elles, leurs proches, la communauté à laquelle elles s'identifient. Cette action se développe grâce au sentiment d'appartenance, voire d'identité envers l'organisme et la communauté. L'action collective permet de stimuler l'engagement des personnes concernées que l'on souhaite mobiliser. Pour Le Bossé (1996), l'implication des personnes concernées dans la définition des problèmes et des solutions est essentielle car elles peuvent participer à l'identification des solutions.

La participation citoyenne des personnes immigrantes contient une dimension collective dans l'agir, pour changer les choses dans l'intérêt de tous les pairs concernés par la situation, à travers un processus de groupe leur permettant d'accompagner l'autre, de donner leur opinion, d'échanger et de construire ensemble ce qui pourra constituer une solution collective à une situation donnée. L'accompagnement a été mis en avant dans la stratégie adoptée par le SRPFIQ. Selon Mercier et Bourque (2021, p.102), la fonction d'accompagnement consiste à assumer une posture d'initiative « sous un mode d'exploration, de sensibilisation, de proposition, de validation, mais jamais d'imposition ». [. . .] l'action ici est d'intervenir directement auprès des personnes concernées sans médiateur. Ainsi, accompagner des femmes immigrantes est notre rôle premier. Il faut noter que les mamans-

relais échangent dans le groupe entre elles sur les difficultés qu'elles rencontrent. Par exemple, quelle attitude avoir face à une femme qui vit de la violence conjugale, une famille qui a été signalée à la Direction de la protection de la jeunesse, une maman qui vit de l'isolement. Le partage d'expériences entre les personnes qui fréquentent l'organisme favorise le passage d'une conscience critique individuelle vers une conscience critique collective. Ce développement d'une conscience critique collective permet à l'individu de comprendre qu'il n'est pas le seul à vivre certaines difficultés, à identifier leur origine dans la manière dont la société est organisée, puis à imaginer des solutions dans le changement social, par une action citoyenne et politique « non partisane » dans l'espace public. Cette conscience critique et collective permet de déconstruire la stigmatisation et la culpabilisation qui paralysent le pouvoir d'agir (Ninacs, 2008, p. 22-23, 27), mais aussi d'inspirer des sentiments d'injustice et des efforts d'émancipation

La demande du milieu de stage était de mettre sur pied des outils adaptés qui faciliteraient l'accompagnement au sein SRPFIQ. Cette commande a été faite en réponse à l'ampleur et à la complexité des problématiques identifiées dans le milieu. En réponse à cette demande, un premier objectif principal a été celui d'amener les participantes à élaborer un document relatif aux ressources matérielles disponibles dans la Ville de Québec. Les mamans-relais ont participé à la construction des outils nécessaires à l'accompagnement personnalisé. Il était question de concevoir un bottin des ressources matérielles (friperie pour les enfants de 0 à 5ans) disponibles dans la Ville de Québec. De ce fait, il ressort des échanges structurés en groupe ou individuelles que les FIMV développent une vision collective, notamment en ce qui a trait au contexte dans lequel elles exercent leur rôle de mamans-relais face aux problèmes rencontrés. Cette vision vise l'amélioration des moyens utilisés par les mamans-relais.

Dans un processus de réflexion critique sur l'action envisagée (la création d'un dépliant maman-relais, fiche d'évaluation de l'accompagnement, fiche d'information sur la RAMQ et statut de migration et crédit d'impôt garderie), les participantes ont d'ailleurs affirmé que malgré leur intérêt pour ce type d'outil, elles craignaient que leur rôle reste peu vulgarisé dans le milieu pour marquer un changement. Les participantes ont rapidement proposé d'utiliser cet outil comme prétexte pour se saisir d'autres espaces de parole, comme sur le web avec un code d'accès. Les mamans-relais ont nommé leur objectif ainsi « que nous réalisions des outils qui permettront aux personnes accompagnées de mieux connaître notre rôle, mais aussi de recruter, et de lutter contre les injustices qui font obstacle à notre exercice comme maman-relais ». Nous pouvons donc dire que la volonté de changement émane du groupe, considérée comme une action collective au sens de Duval et ses collaborateurs (2011).

#### **5.1.5.1. Développer des liens avec le milieu**

Ces ateliers ont permis d'améliorer les liens avec le milieu. Pour certaines participantes, c'était la première fois qu'elles rencontraient d'autres mamans-relais. Notre stage a été le déclencheur de ces rencontres. Nous avons organisé une rencontre en présentiel et une autre en ligne via l'outil Zoom. L'atelier en présentiel a permis que certaines participantes « améliorent leurs connaissances du milieu, et favorisent de nouvelles rencontres ». Selon Bourque et *al.* (2007) le travail avec des personnes impliquées dans la communauté permet la mise sur pied d'actions autonomes qui perdurent dans le temps. Dans le cadre du présent projet, les actions de rapprochements entre les acteurs de milieu (maman-relais, intervenante de soutien) ont permis aux participantes de se familiariser avec les autres.

#### **5.1.5.2. Développer l'estime de soi et la confiance en soi**

Ces rencontres nous ont permis de constater que les participantes ont développé l'estime de soi ou personnelle, le sentiment de confiance en soi, le sentiment de compétence et

d'appartenance au groupe. Selon Ninacs (2008) dans une perspective d'*empowerment*, la façon de mener un projet a une importance plus grande que son résultat. Le gain de confiance et la mise en valeur des participantes font à notre avis partie de ce gain important et de cette construction de pouvoir. À travers leur engagement comme maman-relais, plusieurs ont nommé avoir rehaussé leur confiance et se sentir mises en valeur comme personne. Les choix qu'elles ont effectués à travers ce processus ont permis de mettre en valeur leurs forces et de contribuer à l'atteinte de ce but.

### **5.1.5.3. Une démarche d'action collective soutenue**

Les mamans-relais ont su développer des habiletés et des forces nécessaires à l'accomplissement de ce projet. Cependant, certains éléments spécifiques à ce projet méritent d'être mentionnés. Premièrement, il est possible de croire que la reconnaissance et la valorisation du travail accompli par les mamans-relais ont pu favoriser la persévérance de l'engagement de ces participantes. Selon Lavoie et Panet-Raymond (2020), valoriser et reconnaître le travail accompli par les participantes, qui répondent à un besoin fait partie des conditions favorisant le maintien de la mobilisation en action communautaire. Pour pallier l'absentéisme de quelques participantes, les outils sont disponibles en ligne. La mise à disposition d'outils relatifs au cheminement du groupe peut permettre de renseigner les membres du groupe (Lavoie et Panet-Raymond, 2020) et d'éviter la démobilisation des personnes impliquées (Duval et *al.*, 2011).

L'action collective en réponse au besoin des femmes immigrantes en contexte de périnatalité a permis de repenser les mécanismes de rencontres mieux appropriées à la situation de ces femmes (ce sont des jeunes femmes, mamans de jeunes enfants, conciliation famille, école, travail, bénévolat). Dans le cadre de mon stage, j'avais besoin d'une interface collective pour réaliser efficacement certains livrables. Après moult discussions avec la coordonnatrice et



certaines mamans-relais, l'action collective s'est remodelée par la planification d'une série de rencontres, dont deux ateliers en présentiel et deux ateliers virtuels avec les acteurs du milieu. Ces rencontres ont permis de mettre en place certains livrables (le bottin des ressources communautaires en périnatalité et d'autres documents). Les ressources du milieu comme Sabsa ont souhaité avoir le document produit qui donnait des renseignements sur la prise en charge des femmes en situation de périnatalités par la RAMQ dépendamment du statut migratoire.

#### ***5.1.5.4. Renforcement les réseaux sociaux et le sentiment d'appartenance des FIMV de Québec***

Les femmes immigrantes que nous avons rencontrées nous ont parlé de l'importance pour elles de recréer et de renforcer leurs réseaux sociaux et leur sentiment d'appartenance pour faciliter leur intégration. Le fait de s'engager comme maman-relais au sein du SRPFIQ a été une opportunité pour comprendre le fonctionnement de la société québécoise, de socialiser et d'avoir un grand réseau d'amies. C'est aussi une occasion pour mettre en œuvre leurs qualités d'entraide, car, elles ont posé un acte significatif qui a fait une différence dans la vie d'autres femmes. *« Le SRPFIQ, est pour moi une occasion de se rencontrer, de briser l'isolement et d'aider spécifiquement les femmes immigrantes en situation de périnatalité qui ont besoin d'accompagnement. Le service de référence a permis de créer un village où nous pouvons partager nos difficultés »*. Nous avons pu constater les difficultés restent les mêmes pour ces femmes trouver un logement décent, trouver une garderie, trouver un emploi décent, retourner aux études.

Lors des échanges structurés, les femmes ont mentionné que la reconstruction des réseaux sociaux, contribue aussi bien à leur bien-être qu'à leur l'émancipation. Grâce aux réseaux, elles ont eu accès à diverses informations concernant les emplois potentiels, les études, les garderies disponibles et l'existence des ressources du milieu. À cet égard, Fraisse (2002

p.117) souligne l'importance de construire des réseaux : « *dans le réseau, les liens sont à l'état de potentialité. L'engagement des membres dans la réalisation d'un projet ou d'une action qui concrétise leurs liens et leurs valeurs communes. Le lien social devient la finalité de l'action* ». L'engagement des femmes immigrantes dans un organisme communautaire, par et pour les femmes immigrantes, s'est avéré utile pour répondre à leurs besoins. Cette expérimentation montre l'importance de la PC dans le processus d'intégrations et de l'action collective pour surmonter les obstacles à leur intégration.

#### **5.1.5.5. *Le temps et la flexibilité des processus***

Au sein du SRPFIQ, l'engagement des mamans-relais est volontaire et libre. Pour ces femmes, il est plus important d'accompagner une maman bénéficiaire qui se trouve dans le besoin. La participation aux ateliers demeure un défi en raison du temps, du type et l'intensité de la participation citoyenne, et encore plus si les objectifs de cette participation varient selon les acteurs. Cependant, le temps disponible pour s'engager dans les activités associatives fait parfois défaut à cause d'autres responsabilités familiales.

#### **5.1.6. *Participation citoyenne et empowerment***

Nous avons trouvé que des échanges structurés avec des femmes rencontrées sont très enrichissantes en matière de développement du pouvoir d'agir. La majorité des femmes rencontrées a déclaré avoir la capacité de prendre les décisions qui concernent leur vie, par exemple savoir orienter ses projets, savoir agir à tous les niveaux et avoir une autonomie financière. D'après Sassen (2005), l'immigration contribuerait à l'autonomie des femmes mais les conditions de réussite ne sont pas toujours réunies. Les échanges structurés avec les participantes montrent que l'*empowerment* des femmes est marqué par une série d'expériences permettant d'apprécier l'actions collective. Les participantes relèvent aussi que leur estime de soi et leur confiance en soi s'est développé grâce à une prise de conscience des conditions. Ce

qui leur permet de ressentir une baisse de l'autoculpabilisation liée à leur situation (Ninacs, 2002, 2008).

L'*empowerment* individuelle a dominé les propos des participantes rappelant que le SRPFIQ a contribué au développement de leur capacité d'agir sur une base individuelle. Apprendre à être autonome dans une nouvelle culture revient à réapprendre à vivre. De ce fait, les participantes relèvent que l'action collective permet aux femmes bénéficiaires de familiariser avec la culture et la langue de la société d'accueil afin de créer une société juste (Calinon, 2013). En définitive, les expériences personnelles des participantes permettent de dire que les femmes immigrantes sont des expertes de leur vécu car elles peuvent partager leur expérience avec d'autres femmes. Au-delà de l'hétérogénéité des statuts d'immigration, les facteurs comme le niveau de scolarité, statuts économiques, le cycle de vie (âge)... peuvent coïncider pour expliquer la diversité et la difficulté des parcours d'intégration des FIMV. En effet, pour les participantes (les mamans-relais), les accompagnements sont des opportunités PC pour les FIMV (Fois, 2013).

Au niveau collectif, la vision de SRPFIQ est ancrée dans un plan stratégique, lui-même bien enraciné dans les besoins et l'espoir des mamans bénéficiaires ou des membres. De plus Le SRPFIQ envisage de recruter pour soutenir les activités et répondre aux besoins des femmes immigrantes. Certains postes seront ouverts aux mamans relais issues de la minorité visible dans les prochains jours.

Au niveau des organismes, l'un des facteurs organisationnels favorables est une appropriation et intégration de la participation citoyenne comme vision d'organisme et comme stratégie de participation. En ce sens, il ressort que la participation et l'*empowerment* se développent en complémentarité avec les autres activités et services offerts pour soutenir individuellement les femmes. La culture d'accueil doit s'accompagner de la convivialité qui

stimule les gens à revenir pour des raisons qui dépassent l'utile. Au niveau individuel, les participantes soulignent l'importance de la souplesse des activités et des occasions de s'impliquer dans des activités culturelles et d'apprentissage, ou encore juste des espaces pour prendre un café et jaser avec d'autres, et se sentir utile (Astier, 2007). Cela favorise l'estime de soi et la reconnaissance des autres ; la création des réseaux et des sources d'entraide. De plus le SRPFIQ est aussi importants pour assurer des passerelles et servir de tremplin vers d'autres organismes et formes d'implication. Le SRPFIQ joue aussi un rôle important pour favoriser l'implication citoyenne au niveau des enjeux touchant le groupe ; l'organisme peut ainsi nourrir le sentiment d'appartenance à l'organisme et à la société. Ainsi la participation, l'estime de soi, l'apprentissage et la conscience collective se développent dans les contextes organisationnels. De ce fait, l'organisme reçoit une forme de reconnaissance qui rehausse son estime collective et développe une meilleure connaissance et une meilleure implication dans les concertations. Enfin, par ces implications citoyenne et organisationnelle, « choisir, décider et agir » en est augmenté. Si ces facteurs positifs contribuant à l'*empowerment* sont importants, il demeure qu'ils sont dépendants de la qualité des ressources humaines.

Les femmes immigrantes ont des besoins qu'elles pensent combler en franchissant la frontière des organismes communautaires (Andrew, 2010). Foisy (2013) définit la disposition à la participation par la réponse totale ou partielle, recherchée par les personnes, à des besoins particuliers et qui, une fois satisfaits, les rendent disponibles à donner un nouveau sens à leur participation (Foisy, 2013 p. 240). La plupart des mamans-relais immigrantes sont arrivées aux services il y a plus de 2 ans soit référée par une amie déjà bénéficiaire de service, par le milieu communautaire ou par le réseau public de santé et de services sociaux. Quelle que soit la disposition de la participation (matérielles, émotives, éducationnelles et sociales) selon Foisy (2013), les femmes rencontrées dans sa recherche voudraient assurer une solidarité dans la communauté. De ce fait, la disposition à la participation est centrale dans le processus qui a

conduit les femmes à cheminer vers le modèle de trajectoires de participation citoyenne. La participation aux activités et à la vie du service a permis à plusieurs de se sentir mieux avec elles-mêmes, avec les autres.

Les mamans-relais accompagnent les femmes immigrantes dans leurs démarches pour améliorer leur qualité de vie en facilitant l'accès aux ressources. La démarche *empowerment* amène la personne à se percevoir comme compétente, possédant les habiletés, les qualités et les attitudes et les connaissances suffisantes. L'*empowerment* collective vise d'abord à faire saisir au lecteur quelle est la fonction du rôle de l'organisation dans une perspective de soutien à l'*empowerment*. D'une part, Ninacs (2008) considère que la structure organisationnelle devrait permettre la participation et la formation des individus et par le fait même, elle devrait représenter un lieu de valorisation personnelle. D'autre part, c'est en misant sur les compétences des membres qui gravitent dans l'organisation qu'elle sera davantage en mesure de favoriser son propre *empowerment*. La conscience critique constitue un élément crucial qui permet aux acteurs de l'organisation à reconnaître les enjeux tant pour ses membres que pour la population en général.

Voici ce qui ressort de mon échange structurée avec une ancienne maman-relais d'origine québécoise devenue consultante SRPFIQ « *j'ai été maman-relais, j'ai accompagné des mamans bénéficiaires, je connais les enjeux et les défis de l'accompagnement des mamans-relais. La participation citoyenne des mamans-relais immigrantes a été significative pour la réalisation du plan stratégique* ». Par ailleurs, les pratiques développées au sein SRPFIQ vise à favoriser la participation citoyenne et par conséquent l'intégration des FIMV. Les participantes ont dégagées principes qui soutienne leur pratique, notamment la création des liens de solidarité entre femme fréquentant l'organisme, la mise en commun des expériences individuelles des FIMV afin de répondre aux enjeux collectifs qui permet d'entrer dans une démarche d'action

collective et de changement social. Deslauriers (2007) parle du passage JE à ENSEMBLE en passant par NOUS.

#### **5.1.7. Les recommandations des participantes pour faciliter l'intégration sociale à travers la PC des FIMV**

La principale recommandation des femmes immigrantes ayant participé à la présente expérimentation pour faciliter la participation citoyenne est le développement de son réseau social. L'absence de réseau social limite l'accès à l'information et aux ressources disponibles pour subvenir à leurs besoins et à ceux de leur famille.

Le réseautage a représenté le principal moyen de s'insérer l'espace de participation citoyenne pour les femmes immigrantes rencontrées. Selon Gaudet et Turcotte (2013), les femmes immigrantes ont généralement un réseau social plus faible que les personnes nées au Canada. Cette hypothèse semble discutable, car les participantes ont usé du réseautage pour intégrer cette espace de participation citoyenne. De plus, il a été vu que plusieurs de ces femmes ont eu un cheminement de participation citoyenne en boule-de-neige. Suite à leur participation à des activités, elles ont été sollicitées pour s'engager pour la même cause. Cela représente un moyen efficace de développer et d'assurer la pérennité de la participation citoyenne (Lemieux, 2004). Cette auteure poursuit en affirmant que les personnes qui vivent une injustice ou une inégalité peuvent s'engager au sein des organismes ou des mouvements sociaux. Toutefois, celles qui ont une reconnaissance sociale et une certaine influence ressentent moins le besoin de se faire entendre au sein des mouvements sociaux de révolte que les personnes opprimées. (Lemieux, 2004).

Pour les participantes, la reconnaissance sociale devrait se faire par exemple par la valorisation de leurs parcours scolaires et expérientiels comme compétences acquises et reconnues par les employeurs. Des recommandations qui rejoignent celles figurant dans les

écrits consultés (Comeau, 1995, Morin, 2012) et la stratégie d'action en matière d'immigration, de participation et d'inclusion : Ensemble, nous sommes le Québec produite en 2015 par le gouvernement du Québec (MIDI, 2015). Il faut noter que la reconnaissance sociale démontrée par les Québécois envers leurs concitoyens d'origine étrangère peut influencer l'intégration sociale de ces derniers à la communauté (Morin, 2012). Les participantes recommandent aux FIMV de ne pas se victimiser (Ninacs, 2002 ; 2008), d'être proactives, de s'ouvrir aux différences et de faire preuve de volonté (Guilbert, 2005 ; Deslauriers, 2007). Les recommandations des écrits scientifiques existants et celles des participantes de cet essai sont donc complémentaires. D'ailleurs, la majorité des femmes rencontrées sont d'avis que l'intégration sociale au sein des instances de participation citoyenne est une responsabilité partagée entre la personne elle-même et la société.

Afin de saisir le potentiel offert par l'immigration et la diversité ethnoculturelle, le gouvernement du Québec s'est doté d'une Politique québécoise en matière d'immigration, de participation et d'inclusion Ensemble, nous sommes le Québec. Toutefois, certains constats ont émergé au cours de notre stage. Nous les présentons dans le but de maximiser la transmission des connaissances issues de notre projet d'intervention. Nous croyons qu'ils peuvent permettre aux travailleurs sociaux de mieux comprendre la dynamique du champ de participation citoyenne, d'intégration sociale des FIMV et, dans une plus large mesure, les processus décisionnels des politiques publiques qui encadrent les pratiques d'intervention sociale.

La politique d'immigration québécoise, axée sur la participation, appelle à la pleine participation de tous et sollicite l'engagement des acteurs concernés. De ce fait, le gouvernement affiche son désir d'appliquer les principes de co-construction et coproduction de l'État stratège (Vaillancourt, 2009). Ce qui favorise une inclusion dans les processus de décisions et donc une ouverture à la participation citoyenne. Toutefois, les FIMV rencontrent

des difficultés liées à leur situation économique précaire souvent liées aux emplois précaires qu'elles occupent du fait de la non-reconnaissance du diplôme (Lemieux, 2004).

Notre stage nous a permis de voir les stratégies adoptées par des organismes afin de rejoindre une communauté d'acteurs. Nous y apprenons que, le SRPFIQ fait partie de plusieurs réseaux et tisse des collaborations avec les acteurs du milieu (organisme communautaire, CIUSSS, CLSC, GMF...) pour se faire connaître et valoriser le travail des mamans-relais. Elle a fait alliance avec d'autres d'organismes communautaires qui travaillent dans le domaine de la parentalité et la périnatalité (SPRIFIQ, 2023c). Également, nos observations participantes nous enseignent sur le fait que prendre la parole lors des événements (par ex. le mois de l'histoire des noirs) ou des conférences est un moyen surtout pour un organisme dirigé par une FIMV de se positionner comme interlocuteur face au gouvernement. Par ailleurs, Fong et Ooka (2002) constate la participation citoyenne au sein des associations ethniques a pour méfait de renforcer les marqueurs ethniques, de maintenir l'identité ethnique, de faire vivre de la discrimination et de l'isolement social en plus d'endurcir les frontières entre immigrants et non-immigrants.

Toutefois, la participation citoyenne à des organismes ethno-spécifiques peut aussi être une forme d'*empowerment* dans le sens où les personnes concernées désirent prendre du pouvoir sur leurs conditions et leur qualité de vie.

## **5.2. Questions que soulève l'expérimentation pour d'éventuelles recherches et pour les milieux de pratique.**

À la lumière des résultats obtenus, il a paru pertinent d'explorer l'histoire personnelle des participantes, avant le parcours migratoire, afin de mieux saisir comment certaines fragilités qui pourraient être réactivées par l'immigration notamment pendant la période périnatale (avant et après la grossesse) facilitent la participation citoyenne et ce faisant, influencent la trajectoire d'intégration sociale des FIMV dans la Ville de Québec. De ce fait, l'effet bénéfique de la PC



et des actions collectives sur l'intégration sociale des FIMV a été démontré tout au long de notre démarche. L'exploration de la trajectoire individuelle des femmes rencontrées a permis de mieux comprendre son influence sur la façon dont les participantes vont tisser des liens, reconstruire leur réseau et s'intégrer dans la nouvelle société. Toutefois, dans leur parcours post-migratoire, plusieurs participantes ont nommé des difficultés liées à la présence des biais ou préjugés implicites comme la violence obstétricale qui pourraient entraver leur santé maternelle et périnatale. Des auteurs (Sharapova, et Goguikian Ratcliff, 2018 ; Battaglini et *al.*, 2000, Dufour-Turbis et Hamelin-Brabant, 2019 O'Mahony et Donnelly, 2010 ; O'Mahony et *al.*, 2012) soulignent qu'un sentiment d'isolement ou des difficultés lors de l'accouchement peuvent engendrer des signes d'anxiété clinique, une souffrance psychologique significative ou une dépression post-partum diagnostiquée lors de la période périnatale chez les mères immigrantes en particulier. Afin de prévenir les conséquences associées à une dépression post-partum, l'isolement social et à l'anxiété, les femmes que nous avons rencontrées soulignent l'importance de bâtir des réseaux sociaux positifs, en particulier avec les populations immigrantes.

De ce fait, pour offrir des services mieux adaptés et accessibles aux FIMV, il est donc impératif de tendre vers de meilleurs mécanismes de soutien quant à leur intégration sociale comme la multiplication de maman-relais dans la région de Québec. Il serait souhaitable d'approfondir le sujet de l'intégration des femme immigrantes en contexte de périnatalité en explorant différentes thématiques en recherche telles que l'impact des symptômes dépressifs ou alors la place de littératie numérique dans l'expérience d'intégration des mères immigrantes de la minorité visible.

### **5.3. Analyser le potentiel de pérennité des résultats obtenus dans le milieu.**

Au Canada, plus de 30 % de toutes les naissances au pays étaient issues de mères immigrantes en 2016. D'ailleurs, dans la plupart des provinces, la proportion des naissances issues de mères immigrantes était supérieure à 20 % (Boram Lee et *al.*, 2020). La littérature et les discussions réalisées avec les mamans-relais aussi appelées paires aidantes ont permis de comprendre que les périodes péri et postnatales sont chargées de sens et interpellent les savoirs, les valeurs et les pratiques à la fois pour les femmes d'immigration récentes et les intervenantes. C'est parfois, la première occasion pour les femmes immigrantes récentes d'entrer en contact avec les services institutionnels de la société d'accueil. Cet essai soulève la contribution de la participation citoyenne des FIMV et de l'action collective autour de la période périnatalité dans l'intégration sociale. Cette expérimentation nous permet de saisir l'importance des savoirs expérientiels des FIMV pour améliorer les interventions visant à réduire les inégalités sociales.

Les dispositifs et les programmes de soutien par les pairs se développent dans les domaines de la santé, de la parentalité dans de nombreux pays (Dennis, 2003 cité dans Charlier et Sandron, 2018 p. 78). Le SRPFIQ appuie son intervention sur le principe que des non-professionnelles sont des intervenantes toutes désignées pour entrer en relation avec les aidées, dans leur domicile, en raison des valeurs de respect, non-jugement, et d'ouverture qu'elles incarnent, et du savoir expérientiel qu'elles véhiculent. De ce fait, les « mamans-relais » comme étant des paires aidantes, sont des non professionnelles, choisies sur la base de leur expérience personnelle à titre de mère immigrante. Ce qui concorde avec les propos de Bonnami (2019b) qui voit le modèle pair-aidant comme « une forme assez aboutie de la participation ». La pair-aidance repose sur la mobilisation et les ressources qu'une personne peut tirer de son expérience de la vulnérabilité, de l'exclusion ou de la précarité, en soutien et accompagnement d'autres personnes confrontées à des expériences de vie similaires (Bonnami, 2019a). En effet, les «

mamans-relais » sont unies avec les mamans bénéficiaires par une problématique commune, la maternité et l'immigration, et partagent certaines similarités avec la population cible. De plus en plus, les rapports de pouvoir qui existent entre les intervenants et les personnes aidées, se transforment pour laisser une place aux savoirs profanes et expérientiels en travail social. Selon le cas, ils sont appelés pairs aidants ou travailleurs aidants. Toutefois ces « nouveaux métiers » sont souvent vus comme responsables de la précarisation fonctionnelle du secteur du travail social, pourtant, les pratiques de pair-aidance peuvent avoir des répercussions positives sur l'ensemble des parties (Charlier et Sandron, 2018 ; Bonnami, 2019b).

Le travail social a pour objectif l'accompagnement des personnes vulnérables dans une optique de transformation des conditions sociales et personnelles qui les fragilisent. De ce fait, il est important de privilégier une relation plus égalitaire avec les personnes accompagnées, de privilégier le « faire avec » l'utilisateur plutôt que l'expertise de l'intervenante. Dans le cadre de notre stage, le discours institutionnel sur la paire-aidance au sein de SRPFIQ relève d'une rhétorique construite par des acteurs valorisant les concepts tels l'*empowerment*, et le parcours de vie. Les mamans-relais (bénévole, pair-aidante) sont embauchées principalement pour leurs qualités personnelles. Elles disposent de savoirs tirés de leurs expériences et de savoir-faire de l'ordre du relationnel, mais elles ne doivent pas adopter un rôle de professionnel. Leur problème est de trouver un équilibre entre une coopération nécessaire avec les institutions et le soutien aux personnes concernées. « *Leur difficulté est amplifiée du fait que leur activité se déploie en dehors de toute réglementation professionnelle et donc de toute protection* » (Astier, 2007, p. 179). Dans le prolongement de cette réflexion, Charlier et Sandron (2018) s'appuient sur Pellois-Renaudat (2013) pour relever la position paradoxale entretenue par les travailleuses sociales envers les pratiques de pair-aidance, « *partagée entre le désir d'accompagner les personnes concernées vers l'autonomisation et leur difficulté à se distancier de ce souhait pour accéder aux personnes* » (p. 80).

#### 5.4. Genre en travail social : immigration et périnatalité

Dans nos sociétés contemporaines, les femmes continuent d'être en situation de désavantage par rapport aux hommes. Ces inégalités structurelles ont des répercussions tant au niveau social, économique, que politique. Ces inégalités affectent encore plus les femmes vulnérables comme les FIMV en contexte de périnatalité. Pendant longtemps, les spécialistes de la migration ont hésité pour reconnaître le genre, car l'intervention sociale reposait sur une forme de « *déni du genre* » (Bayer et al., 2023, p. 3). Pourtant le genre était considéré comme une des variables/catégories importantes et des caractéristiques déterminantes qui façonnent et prédéterminent la nature de toutes les étapes du processus migratoire (Brettell, 2016). Mon stage a permis la visibilisation des multiples discriminations exercées à l'encontre des FIMV en situation de périnatalité qui influencent des inégalités sociales.

Marchand et Lalande (2015) soulignent que l'approche de genre soulève l'enjeu fondamental de justice sociale donc « *croire au potentiel des femmes et développer leur estime de soi et leur autonomie ; établir des relations égalitaires entre l'aidée et l'aidante ; briser l'isolement ; collectiviser leurs problèmes et favoriser la solidarité ; et finalement, s'engager personnellement en vue d'un vaste changement social* » (Marchand et Lalande, 2015 p. 87). Ces valeurs fondatrices du travail social permettent de « *s'engager comme acteur du/en travail social dans la lutte contre les inégalités sociales quelles qu'en soit sa forme* » (Marchand et Lalande, 2015, p.93). Bayer et ses collaborateurs (2023) précise que le genre est un outil d'analyse nécessaire à la pratique des politiques sociales

Pourtant les problèmes sociaux sont « *une conséquence directe des modalités d'accessibilité et de distribution des ressources collectives* » (Bernardet et Thalineau, 2018, p.43). C'est en ce sens que le travail social a pour objectif « *d'apporter des réponses collectives à des problèmes collectifs, de faciliter l'accès aux ressources existantes ou en créer de*

*nouvelles, et de développer l'autonomie personnelle et sociale par la participation citoyenne à la vie sociale locale* » (Bernardet et Thalineau, 2018, p.43). De ce fait, la participation citoyenne des personnes concernées à l'élaboration et à la conduite de l'action collective est considérée comme un enjeu incontournable pour améliorer les politiques sociales (Avenel, 2017).

La pratique de la participation citoyenne des femmes immigrantes issue de la minorité visible en situation de périnatalité au sein du SRPFIQ montre que les déterminants individuels (condition socio-économique, statut de migration, parcours migratoire, le rôle social, la langue, la méconnaissance des services de santé et sociaux) et les déterminants structurels (la non-accessibilité ou leur non adaptation aux réalités des FIMV, les violences obstétricales) influencent leur intégration sociale. Le travail social critique, axé sur le changement social, doit participer à l'éradication des barrières structurelles qui entravent la pleine participation des femmes immigrantes issues de la minorité visible. De ce fait, la notion d'action collective constitue un socle incontournable de la construction du lien social, de la solidarité, de la citoyenneté, de la démocratie, et du changement social. Selon le rapport des États généraux sur le travail social de 2023, le travail social subit de plein fouet les impacts humains provoqués par les grands changements sociétaux. Il est donc important de mobiliser les acteurs concernés pour de comprendre le travail social et en général l'intervention sociale face aux nouveaux enjeux. (Institut du nouveau monde [INM], 2023).

Somme toute, la future travailleuse sociale peut s'investir dans la fabrication de l'*empowerment* pour inciter les FIMV à devenir des révolutionnaires nécessaires à une action sociale transformative (Bernardet et Thalineau, 2018). En travail social, la mise en œuvre de la participation « citoyenne » compose avec l'*empowerment* individuel et collectif des personnes concernées, pour tendre vers l'efficacité sociale c'est-à-dire la conscientisation et le pouvoir d'agir de personnes, souvent vulnérables, fédérées au sein d'une organisme communautaire pour défendre leurs droits. De plus, l'apport du savoir expérientiel des usagers permet de

favoriser la réflexion sur les inégalités structurelles et de réduire la distance sociale. Une telle ouverture contribuerait à améliorer ses interventions en considérant que la femme immigrante est l'experte de son vécu.

## CONCLUSION

Cet essai critique issu d'un stage effectué dans un organisme communautaire par et pour les femmes immigrantes se proposait de répondre à la question suivante : quelle est la contribution de la PC et de l'action collective dans l'intégration sociale de FIMV dans la Ville de Québec ? Il visait l'atteinte de quatre grands objectifs. Le premier objectif cherchait à documenter la perception qu'ont les FIMV de leur PC au Québec. Nous prenons en compte les caractéristiques sociodémographiques, les motivations à participer, les bénéfices perçus à la participation. Le deuxième objectif visait à évaluer l'effet bénéfique de la PC et des actions collectives sur l'*empowerment* de FIMV, le troisième visait à analyser la manière dont la PC et les actions collectives contribuent à renforcer les réseaux sociaux et le sentiment d'appartenance des FI de Québec. Finalement, les avenues et perspectives des FIMV concernant l'efficacité de politiques publiques et des programmes de soutien dans le contexte de leur engagement dans des actions collectives pour l'intégration sociale ont été présentées.

Premièrement, en termes de développement d'attitudes et d'habiletés, cette expérimentation a permis de peaufiner nos compétences en mobilisation citoyenne, et animation comme organisatrice communautaire. Elle a permis aussi de nous familiariser avec le milieu communautaire d'une part, et d'autre part, nous avons su positionner les valeurs du travail social au cœur de nos actions. Aussi, nous avons pu parfaire quelques habiletés clés en tant qu'animatrice dont notre passion pour l'intervention collective et cheminer tranquillement vers cette spécialisation. Nous avons pu évaluer l'effet bénéfique de la PC et des actions collectives sur l'*empowerment* de FIMV.

Deuxièmement, nous avons pu explorer plusieurs angles d'analyse, comme comment la PC et les actions collectives contribuent à renforcer les réseaux sociaux et le sentiment

d'appartenance des FI de Québec. Notre regard critique nous a permis d'approfondir le lien qui existe entre les actions collectives et le sentiment d'appartenance.

Troisièmement, nous avons présenté les perspectives FIMV concernant l'efficacité de politiques sociales et des programmes de soutien dans le contexte de leur engagement dans des actions collectives pour l'intégration sociale. Les femmes rencontrées ont mis en avant la reconnaissance sociale des femmes immigrantes

Au terme de cet essai, il y a lieu de se dire que la compréhension de l'autre dans sa différence, dans ses besoins et dans son expérience ressentie subjectivement est un défi et « on peut dire même que cette compréhension n'est pas le fort de l'humanité, comme l'histoire contemporaine et l'actualité nous le prouvent chaque jour » (Cohen-Emerique, 2000, p.163). Cependant, les intervenantes sociales, les acteurs politiques ainsi que les chercheurs des sciences sociales ne doivent pas cesser de croire, avec le même optimisme et la détermination dont ont fait preuve les femmes rencontrées, que le changement est possible par des actions individuelles et collectives, pour parvenir ainsi à créer une société plus interculturelle, que le Québec souhaite connaître. Cet essai prétend y avoir contribué.



## RÉFÉRENCES

- Adjizian, J.-M., Roult, R., White, B., Auger, D. et Zheng, D.Q. (2021). Le loisir comme facteur d'intégration sociale pour les nouveaux arrivants : étude de cas entrée sur certains arrondissements de Montréal. *Enjeux et société*, 8 (1), 220-248. <https://doi.org/10.7202/1076542ar>
- André, P., Martin, P. et Lanmafankpotin, G. (2012). « Participation citoyenne ». [en ligne]. Le Dictionnaire encyclopédique de l'administration publique. Sous la dir. de L. Côté et J.-F. Savard, [www.dictionnaire.enap.ca](http://www.dictionnaire.enap.ca).
- Andrew, C. (2010). Récit d'une recherche-action : la participation et le passage de frontières de femmes immigrantes à la Ville d'Ottawa. *Sociologie et sociétés*, 42(1), 227-243. <https://doi.org/10.7202/043964ar>.
- Arnstein, S. R. (1969). A Ladder of Citizen Participation. *Journal of the American Planning Association*, 35 (4), 216-224. doi: 10.1080/01944366908977225.
- Astier, I. (2007). Responsabiliser. Dans : I. Astier, *Les nouvelles règles du social* (pp. 161-180). Presses Universitaires de France.
- Avenel, C. et Bourque, D. (2017). Introduction : Intervention collective sur les territoires et transformation du travail social. Dans D. Bourque, et C. Avenel, (dir.), *Les nouvelles dynamiques du développement social* (p.13-32). Champ social. <https://doi-org.proxybiblio.uqo.ca/10.3917/chaso.avene.2017.01.0013>.
- Azria, É. (2019). Biais implicites et soins différenciés dans l'étude des inégalités sociales de santé entre migrants et non-migrants : Entre piège épistémologique et hypothèse fertile. *Revue française d'éthique appliquée*, 8, 8-11. <https://doi.org/10.3917/rfeap.008.0008>.
- Bacqué, M. et Biewener, C. (2015). L'empowerment, un nouveau paradigme pour l'intervention sociale. Dans M. Bacqué et C. Biewener (dir), *L'empowerment, une pratique émancipatrice* (p. 21-57). La Découverte.
- Battaglini, A. Gravel, S. Boucheron, L. et Fournier, M. (2000). *Les mères immigrantes : pareilles pas pareilles! Facteurs de vulnérabilité propres aux mères immigrantes en*

*période périnatale. Direction de la santé publique de Montréal-Centre. Rapport de recherche*

[https://santemontreal.qc.ca/fileadmin/user\\_upload/Uploads/tx\\_assmpublications/pdf/publications/2-89494-249-4.pdf](https://santemontreal.qc.ca/fileadmin/user_upload/Uploads/tx_assmpublications/pdf/publications/2-89494-249-4.pdf)

Battaglini, A., Gravel, S., Boucheron, L., Fournier, M., Brodeur, J.-M., Poulin, C., DeBlois, S., Durand, D., Lefèbvre, C. et Heneman, B. (2002). Quand migration et maternité se croisent : perspectives des intervenantes et des mères immigrantes. *Service social*, 49(1), 35–69. <https://doi.org/10.7202/006877ar>

Bayer, V., Cardì, C., Helfter, C. et Rollin, Z. (2023). Des politiques sociales visant l'égalité de genre : Principes et mises en œuvre dans le travail social. *Revue des politiques sociales et familiales*, 146-147, 3-12. <https://doi.org/10.3917/rpsf.146.0003>

Benimmas, A. et Kasparian, S. (2014). Le concept de citoyenneté chez des immigrants et des membres de la société d'accueil en milieu minoritaire francophone : une analyse lexicale. *Revue de l'Université de Moncton*, 45(1-2), 173–197. <https://doi.org/10.7202/1038907ar>

Benoît, M., Rondeau, L. et Aubin, E. (2021). Venir de loin et se retrouver : intervention de groupe pour femmes immigrantes et réfugiées ayant vécu la violence. *Santé mentale au Québec*, 45(2), 147-168. <https://doi.org/10.7202/1075393ar>

Bergeron, M. Lévesque, S. Beauchemin-Roy, S. et Fontaine, L. (2019). Regard des intervenantes communautaires en périnatalité sur des expériences observées de violence obstétricale. *Canadian Journal of Community Mental Health*. 38(4): 63-76. <https://doi.org/10.7870/cjcmh-2019-019>

Bergeron-Gaudin, J.-V. (2019). L'organisation communautaire en travail social au Québec : origines, trajectoire et tensions. *Nouvelles pratiques sociales*, 30(2), 80–99.

Berlincioni, V. et al. (2015). Être mère dans la migration : quelques réflexions à partir d'une recherche qualitative. *La psychiatrie de l'enfant*, 58, 505-

Bernardet, C. et Thalineau, A. (2018). La participation citoyenne : Sur les ambiguïtés du « pouvoir d'agir ». *Savoir/Agir*, 43, 41-50. <https://doi.org/10.3917/sava.043.0041>

- Bilodeau, A. (2016). Migrating Gender Inequalities ? Immigrant Women's Participation in Political Survey Research. *International Migration Review*, 50(4), 951-976.
- Bilodeau, A. Paquet, M. Belkhodja, C. et Salée, D. (2019). *La participation des personnes immigrantes au Québec. Mieux comprendre l'effet structurant du contexte dans 29 localités* [Rapport de recherche]. Université Concordia. [https://frq.gouv.qc.ca/app/uploads/2021/04/a.bilodeau\\_participation-immigr-qc\\_rapport.pdf](https://frq.gouv.qc.ca/app/uploads/2021/04/a.bilodeau_participation-immigr-qc_rapport.pdf)
- Bolzman, C. (2012). Travail social auprès des populations migrantes et interculturalité: Une analyse critique. *Les Cahiers Dynamiques*, 57, 29-39. <https://doi.org/10.3917/lcd.057.0029>
- Bonnami, A. (2019a). « La reconnaissance des savoirs expérientiels dans la formation de Pairs Aidants. Analyse d'une action de formation au sein de l'IRTS Montrouge-Neuilly-Sur-Marne, visant la participation des personnes concernées. », ERES, Revue Vie Sociale, p.p. 225-242, n°25-26.
- Bonnami, A. (2019b). Le Pair-Aidant. Un nouvel acteur du travail social ? Nouveaux enjeux, nouvelle approche du soutien et de l'accompagnement. Paris, ESF, Coll action sociale et société, 186 p.
- Boram Lee, J. Aynslie Hinds et Marcelo L. Urquia. (2020). Variations provinciales des issues de la grossesse selon le pays de naissance de la mère, 2000 à 2016. [Rapport sur la santé]. Statistique Canada. <https://www.doi.org/10.25318/82-003-x202000400002-fra>
- Bouchard, G. (2012). L'interculturalisme : Un point de vue québécois. Boréal
- Bouquet, B. (2017). L'action collective, un socle incontournable. *VST - Vie sociale et traitements*, 134, 16-21. <https://doi.org/10.3917/vst.134.0016>
- Bourbonnais, M. et Parazelli, M. (2018). L'empowerment en travail social et les significations de la solidarité. *Reflets*, 24 (2), 38–73. <https://doi.org/10.7202/1053863ar>

- Bourque, D. (2007). Les partenariats dans le développement des communautés. Dans, Bourque D., Y.Comeau, L. Favreau et L. Fréchette (dir.), *L'organisation communautaire Fondements, approche et champs de pratique*(p. 297- 309). PUQ.
- Bourque, D. (2008). Concertation et partenariat. Entre levier et piège du développement des communautés, Québec, Presses de l'Université du Québec.
- Bourque, D. (2017). Partenariat et intervention collective : deux avenues de renouvellement du travail social. *VST-Vie sociale et traitements*, 134, 30-37. <https://doi.org/10.3917/vst.134.0030>
- Bourque, D. Favreau, L. Comeau, Y. et Fréchette, L. (2007). L'organisation communautaire au Québec mise en perspective des principales approches stratégiques d'intervention. Dans Bourque, D. Favreau, L. et Comeau, Y. (dir). *L'organisation communautaire, fondements, approches et champs de pratique*, (p. 3-19). Presses de l'Université du Québec.
- Bourque, R. (2008). Les mécanismes d'exclusion des immigrants et des réfugiés. Dans G. Legault, et L. Rachédi, (dir.) *L'intervention interculturelle* (2e édition, p.67-86). Gaétan Morin
- Bresson, M. (2014). La participation : un concept constamment réinventé. *Socio-logos*, 9. <http://socio-logos.revues.org/2817>
- Brettell, C. B. (2016). *Gender and Migration* Cambridge Polity Press., 2016, VIII + 219 p.
- Buetti, D., Bourgeois, I., Savard, S. (2019). L'étude des capacités en évaluation des organismes communautaires du Québec : proposition d'un cadre conceptuel et d'une grille d'analyse organisationnelle. *INTERVENTION*, 150, 25-46
- Butterfoss F. D. (2006). Process evaluation for community participation. *Annual review of public health*, 27, 323–340.
- Caleb, M. (2023). L'intégration professionnelle, pivot de l'appartenance sociale Femmes immigrantes et emploi : un parcours tortueux. [gazettedesfemmes.ca/22847/femmes-immigrantes-et-emploi-un-parcours-tortueux/](https://gazettedesfemmes.ca/22847/femmes-immigrantes-et-emploi-un-parcours-tortueux/)

- Calinon, A. (2013). L'« intégration linguistique » en question. *Langage et société*, 144, 27-40. <https://doi.org/10.3917/lis.144.0027>
- Cardu, H. (2007). Career Nomadism and the Building of a Professional Identity in Female Immigrants. *International Migration and Integration*, 8, 429-439.
- Cardu, H. et Sanschagrín, M. (2002). Les femmes et la migration : les représentations identitaires et les stratégies devant les obstacles à l'insertion socioprofessionnelle à Québec. *Recherches féministes*, 15(2), 87-122.
- Carrel, M. 2013, *Faire participer les habitants ? Citoyenneté et pouvoir d'agir dans les quartiers populaires*. ENS Éditions.
- Castañeda, H. Holmes, S. M. Madrigal, D. S. DeTrinidad Young, M-E. Beyeler, N. et Quesada, J. (2015). Immigration as a social determinant of health. *Annual review of public health*, 36, 375-392.
- Casteneda, E. (2012). Urban citizenship in New York, Paris, and Barcelona: Immigrant organizations and the right to inhabit the city. Dans Michael Peter Smith et Michael McQuarrie (dir.), *Remaking urban citizenship: organizations, institutions, and the right to the city* (p. 57-78). Transaction Publishers.
- Castro Zavala, S. (2013). Politiques d'immigration : femmes et violence conjugale dans le contexte québécois. *Alterstice*, 3(2), 97–109. <https://doi.org/10.7202/1077524ar>
- Castro, C. et Villeneuve, P. (2019). Être femme et immigrante : l'intégration socioéconomique des femmes en région nordique au Québec. *Service social*, 65(1), 54–69. <https://doi.org/10.7202/1064590ar>
- Chamberland, M. et Le Bossé, Y. (2014). Des pratiques propices au vivre-ensemble avec des femmes immigrantes au sein d'organisations communautaires, *Service social*, 60(1), 100-118.
- Chapdelaine-Daoust, M. (2020). Femmes immigrantes à Québec : pratiques de bénévolat et intégration. Édiqscope. [https://dam-oclc.bac-lac.gc.ca/download?is\\_thesis=1&oclc\\_number=1153655945&id=5c04ec24-43ec-40db-8b75-77f1aad65dc2&fileName=35467.pdf](https://dam-oclc.bac-lac.gc.ca/download?is_thesis=1&oclc_number=1153655945&id=5c04ec24-43ec-40db-8b75-77f1aad65dc2&fileName=35467.pdf)

- Charlier, É. et Sandron, L. (2018). Les pairs aidants : vecteurs ou victimes de précarisation du travail social ? *Le Sociographe*, 64, 71-83. <https://doi.org/10.3917/graph.064.0071>
- Chicoine, N. Charbonneau, J., Rose, D. et Ray, B (1997). Le processus de reconstruction des réseaux sociaux des femmes immigrantes dans l'espace montréalais. *Recherches féministes*, 10(2), 27–48. <https://doi.org/10.7202/057934ar>
- Cohen-Emerique, M. (2000). L'approche interculturelle auprès des immigrants. Dans G. Legault (sous la dir.), *L'intervention interculturelle* (pp.124-160). Montréal : Gaëtan Morin éditeur.
- Collins, P. H. (2019). *Intersectionality as critical social theory*. Duke University Press.
- Comeau, Y. (1995). « Vie quotidienne et participation aux associations communautaires », *Nouvelles pratiques sociales*, 8, 1 : 121-136.
- Comeau, Y., Bourque, D. et Lachapelle, R. (2018). *L'intervention collective : convergences, transformations et enjeux*. Presses de l'Université du Québec.
- Comeau, Yvan. (1994). *Vie quotidienne et participation aux associations : coopératives, organisme à but lucratif, ONG et syndicat*. Université du Québec à Montréal.
- Conrath, P. et Ouazzani, M. (2020). Le pair-aidance, un modèle social ? *Le Journal des psychologues*, 374, 3-3. <https://doi.org/10.3917/jdp.374.0003>
- Conseil du statut de la femme (2012). Allocution - États généraux sur la situation des femmes immigrées et racisées. Madame Julie Miville-Dechéne, présidente du Conseil du statut de la femme, à l'occasion de la semaine des arts, des lettres et des sciences humaines. Montréal.
- Corbeil, C. et Marchand, I. (2006). Penser l'intervention féministe à l'aune de l'approche intersectionnelle : défis et enjeux. *Nouvelles pratiques sociales*, 19(1), 40–57. <https://doi.org/10.7202/014784ar>
- Côté-Giguère, C. (2015). *Parcours et voix de femmes : intégration et réseaux sociaux chez des immigrantes à Québec*. [Mémoire de maîtrise, Université Laval]. <http://hdl.handle.net/20.500.11794/25539>

- Couton, P. et Gaudet, S. (2008). Rethinking social participation: The case of immigrants in Canada. *Journal of International Migration and Integration*, 9(1), 21-44.
- Curie, R. (2020). *Travail social et nouvelles pratiques interculturelles : pourquoi et comment prendre en compte l'altérité ?* L'Harmattan.
- De Marcellis-Warin, N. et Peignier, I. (2018). Perception des risques au Québec – Baromètre Cirano 2018. Cirano.
- Depelteau, J., F. Fortier et G. Hébert (2013). *Les organismes communautaires au Québec. Financement et évolution des pratiques*. Rapport de recherche, Montréal, IRIS.
- Deslauriers, J-P. (2007). *Cadre de référence pour l'appropriation du pouvoir d'agir personnel et collectif*. Rapport du Centre d'étude et de recherche en intervention sociale
- Desroches, M-E et Trudelle (2015). Transformation des quartiers centraux, mobilisation et évolution du droit à la ville pour les femmes : le cas du quartier Sainte-Marie à Montréal, *Recherches sociographiques*, LVI (2-3), 481-503
- Dioh, M.-L., Gagnon, R. et Racine, M. (2021). Le récit de vie comme voie d'accès à l'expérience vécue par des personnes immigrantes en processus d'intégration dans la région des Laurentides. *Recherches qualitatives*, 40(2), 81–100. <https://doi.org/10.7202/1084068ar>
- Divay, G. et Lemay, L. (2018). De la planification stratégique au management stratégique dans les municipalités école nationale d'administration publique [https://espace.ensap.ca/id/eprint/255/1/divay\\_dso.pdf](https://espace.ensap.ca/id/eprint/255/1/divay_dso.pdf)
- Drolet, M. et Mohamoud, H. (2010). Dépasser une double invalidation : la lutte contre l'exclusion sociale de jeunes femmes immigrantes et de leur communauté. *Reflets*, 16(2), 90–117. <https://doi.org/10.7202/1000315ar>
- Duclos et Nicourt (2005) diront que « c'est dans la proximité active avec le public en souffrance que certains bénévoles trouvent la voie de cette restauration identitaire. En passant du statut d'aidé à celui d'aidant

- Dufour-Turbis, C. et Hamelin-Brabant, L. (2019). L'expérience de la maternité en contexte d'immigration récente au Québec. *Santé publique*, 31, 751-759. <https://doi.org/10.3917/spub.196.0751>
- Duperré, M. et Deslauriers, C. (2011). La participation des personnes atteintes de maladie mentale aux entreprises de l'économie sociale : pouvoir effectif ou symbolique ? *Nouvelles pratiques sociales*, 23(2), 124–137. <https://doi.org/10.7202/1006133ar>
- Duperré, M. (2010). La participation citoyenne dans les entreprises d'économie sociale en santé mentale, *Cahiers du Centre de recherche, d'information et de développement de l'économie solidaire (CRIDÉS)*, 10(1), p. 53
- Duval, M., Filion, E., et Fournier, P. (2011). « Intervenir pour favoriser l'agir ensemble ». *Nouvelles Pratiques Sociales*, vol. 23, no 2, p. 26-46.
- Edwards, M. (2004). *Civil Society*. Cambridge: Polity Press
- Foisy, D. (2013). *De l'aide à l'engagement civique, modèle de trajectoires de participation citoyenne : le cas des maisons de quartier de l'Outaouais* [thèse de doctorat, Université d'Ottawa]. <http://dx.doi.org/10.20381/ruor-3003>
- Fong, E., et Shen, J. (2016). Participation in Voluntary Associations and Social Contact of Immigrants in Canada. *American Behavioral Scientist*, 60(5-6), 617-636.
- Fong, E. et Ooka, E. (2002). The social consequences of participating in the ethnic economy. *International Migration Review*. 36, 1 : 125–146.
- Fortin, S. et Le Gall, J. (2012). La parentalité et les processus migratoires. Dans F. de Montigny, A. Devault et C. Gervais, (dir), *La naissance de la famille. Accompagner les parents et les enfants en période périnatale* (p. 178-196). Chenelière Éducation
- Fraser, N. (2004). Justice sociale, redistribution et reconnaissance. *Revue du MAUSS*, n<sup>o</sup>(sup> 23), 152-164. <https://doi.org/10.3917/rdm.023.0152>
- Faisse, L. (2002). « S'organiser en réseau : une mutation de l'espace public associatif », in J. Haeringer, F. Traversaz (sous la dir. de), *Conduire le changement dans les associations d'action sociale et médico-sociale*, Paris, Dunod, p.117-134.



- Fréchette, L. (2007). L'approche sociocommunautaire dans le développement social des communautés. Dans Bourque, D. Favreau, L. et Comeau, Y. (dir.), *L'organisation communautaire. Fondements, approches et champs de pratique* (p. 119-140). Presses de l'Université du Québec.
- Gagnon, A. J., Dougherty, G., Wahoush, O., Saucier, J. F., Dennis, C. L., Stanger, E., Palmer, B., Merry, L., et Stewart, D. E. (2013). International migration to Canada: the post-birth health of mothers and infants by immigration class. *Social science & medicine* (1982), 76(1), 197–207. <https://doi.org/10.1016/j.socscimed.2012.11.001>
- Gagnon, R., Thiaw, M.-L. et Fernandes, F. (2020). Le travail de réflexivité de femmes immigrantes au service de la formation de futures sages-femmes... et de leur propre intégration. *Alterstice*, 9(1), 69–81. <https://doi.org/10.7202/1075251ar>
- Garneau, S. (2019). Racisme et discrimination raciale : des repères pour intervenir. Dans L. Rachédi et B. Taibi (dir.), *L'intervention interculturelle* (p. 80-104). Chenelière Éducation.
- Gaudet, S. (2012). Lire les inégalités à travers les pratiques de participation sociale », *SociologieS* <https://doi.org/10.4000/sociologies.3874>
- Gaudet, S. et Turcotte, M. (2013). Sommes-nous égaux devant l' « injonction » à participer ? Analyse des ressources et des opportunités au cours de la vie. *Sociologie et sociétés*, 45(1), 117–145. <https://doi.org/10.7202/1016398ar>
- Gaudreau, L. (2011). Participer, mais à quoi ? Les limites du partenariat local en matière de développement urbain. *Nouvelles pratiques sociales*, 23(2), 83–96. <https://doi.org/10.7202/1006130ar>
- Girard, M., Smith, M., et Renaud, J. (2008). Intégration économique de nouveaux immigrants : adéquation entre l'emploi occupé avant l'arrivée au Québec et les emplois occupés depuis l'Immigration. *Canadian Journal of sociology*, 3(4), 791-814 <https://journals.library.ualberta.ca/cjs/index.php/CJS/article/view/4519/3649>
- Giroux, I. (2011). Le parcours d'insertion professionnelle des femmes immigrantes qualifiées à Québec : leurs perceptions de leur réalité. Édiscope.

- Giroux, N. et Fénocchi, V. (1995) La participation une réalité complexe, *Coopératives et développement*, 26(1), 59-81.
- Godbout, J. (1983). *La participation contre la démocratie*. Les Éditions coopératives Albert Saint-Martin.
- Godrie, B. (2016). « Experts et profanes : une frontière bouleversée par la professionnalisation des pairs aidants ». Dans L. Demailly et N. Garnoussi, *Aller mieux. Approches sociologiques*. Presse du Septentrion
- Godrie, B., Ouellet, G., Bastien, R., Bissonnette, S., Gagné, J., Gaudet, L., Gonin, A., Laurin, I., McAll, C., McClure, G., Régimbal, F., René, J.-F. et Tremblay, M. (2018). Participation citoyenne et recherches participatives dans le champ des inégalités sociales. *Nouvelles pratiques sociales*, 30(1). <https://doi.org/10.7202/1051406ar>
- Gouvernement du Canada. (2001). Tableau intitulé population selon la langue maternelle, par régions métropolitaines de recensement, statistique Canada.
- Gouvernement du Québec. (2004). Des valeurs partagées, des intérêts communs. Pour assurer la pleine participation des Québécois des communautés culturelles au développement du Québec. La Capitale nationale et sa région, plan d'action, ministère des Relations avec les citoyens et Immigration... <https://numerique.banq.qc.ca/patrimoine/details/52327/55295>
- Gouvernement du Québec. (2019). Plan stratégique 2019-2023 du Ministère de l'immigration, de la Francisation et de l'intégration
- Greissler, E., Lacroix, I. et Morissette, I. (2018). Les cadres de la participation citoyenne en milieu de vie : le discours des jeunes en difficulté, *Lien social et Politiques*, 80, 190–209.
- Guay-Charrette, A. (2019). *Le sens politique de l'engagement civique et le rapport à la citoyenneté des femmes immigrantes à Montréal* [thèse de doctorat, Université d'Ottawa]. [https://ruor.uottawa.ca/bitstream/10393/39784/1/Guay-Charrette\\_Alexandra\\_2019\\_th%C3%A8se.pdf](https://ruor.uottawa.ca/bitstream/10393/39784/1/Guay-Charrette_Alexandra_2019_th%C3%A8se.pdf)

- Guétat-Bernard, H. et Lapeyre, N. (2017). Les pratiques contemporaines de l'*empowerment* : Pour une analyse des interactions entre pratiques et théories, individus et collectifs. *Cahiers du Genre*, 63, 5-22. <https://doi.org/10.3917/cdge.063.0005>
- Guilbert, L. (2005). L'expérience migratoire et le sentiment d'appartenance. *Ethnologies*, 27(1), 5-32. <https://doi.org/10.7202/014020ar>
- Guralnik M. J., Hammond M. A., Neville B. et Connor R. T., (2008). The relationship between sources and functions of social support and dimensions of child and parent-related stress, *Journal of Intellectual Disability Research*, 53 (12), 1138-1154.
- Hamelin-Brabant, L. de Montigny, F., Roch, G., Deshaies, M., Mbourou-Azizah, G., Borgès Da Silva, R., Comeau, Y. et Fournier, C. (2015). Vulnérabilité périnatale et soutien social en période postnatale : Une revue des écrits. *Revue Santé Publique*, 27(1), 27-37
- Hamelin-Brabant, L., de Montigny, F., Roch, G., Deshaies, M.-H., Mbourou Azizah, G., Bourque Bouliane, M., Borgès Da Silva, R., et Comeau, Y. (2013). Vulnérabilité périnatale et soutien social en période postnatale : une recension des écrits. Rapport de recherche volet 1. D'un regard sur la vulnérabilité périnatale à une évaluation des services de « relevailles » offerts par les centres de ressources périnatales (CRP) du Québec. Centre de recherche du CHU de Québec
- Hamzaoui, M., Léonard, D. et Lebrun, M. (2010). Participation des vulnérables dans la société d'insertion. *Les Politiques Sociales*, 3-4, 23-32. <https://doi.org/10.3917/lps.103.0023>
- Harper, E. et Kurtzman, L. (2014). Intersectionnalité : regards théoriques et usages en recherche et en intervention féministes : présentation du dossier. *Nouvelles pratiques sociales*, 26(2), 15-27. <https://doi.org/10.7202/1029259ar>
- Haut-Commissariat des Nations unies pour les réfugiés. (2021). *Global Trends- Forced Displacement in 2020*. <https://www.unhcr.org/60b638e37/unhcr-global-trends-2020>
- Heslehurst, N. Brown, H., Pemu, A., Coleman, H. et Ranking, J. (2018). Perinatal health outcomes and care among asylum seekers and refugees: a systematic review of systematic reviews. *BMC Medicine*, 16(1). <https://doi.org/10.1186/s12916-018-1064-0>

- Hou, F. et Picot, G. (2019). *Tendances du taux de citoyenneté chez les nouveaux immigrants au Canada*. Statistique Canada.
- Hou, F., Schellenberg, G. et Berry, J. (2016). *Profils et déterminants du sentiment d'appartenance des immigrants au Canada et à leur pays d'origine*. Statistique Canada.
- Hudon, T. (2016) Les femmes de minorités visibles. Femmes au Canada : rapport statistique fondé sur le sexe <https://www150.statcan.gc.ca/n1/fr/pub/89-503-x/2015001/article/14315-fra.pdf?st=uvJOttOH>
- Hudon, T. (2016b). Les femmes immigrantes. Statistique Canada. <https://www150.statcan.gc.ca/n1/pub/89-503-x/2015001/article/14217-fra.htm>
- Immigration Réfugiés et Citoyenneté Canada. (2022). Plan ministériel 2022-2023. Gouvernement du Canada.
- Immigration, réfugiés et Citoyenneté Canada. (2020). *Rapport annuel au Parlement sur l'immigration*. <https://www.canada.ca/content/dam/ircc/migration/ircc/francais/pdf/pub/rapportannuel-2020-fr.pdf>
- Indice canadien de mesure de l'intégration – ICMI. (2020). Tendances nationales et profils régionaux de l'ICMI (1991 à 2020). Indice canadien de mesure de l'intégration.
- Institut de la statistique du Québec (2023), Migrations internationales et interprovinciales. Faits saillants tirés du Bilan démographique du Québec, Édition 2023. Diffusé le 24 mai 2023
- Institut de la statistique du Québec. (2018). Le bilan démographique du Québec : édition 2018. [https://bdso.gouv.qc.ca/docs-ken/multimedia/PB01614FR\\_Bilandemo2018F00.pdf](https://bdso.gouv.qc.ca/docs-ken/multimedia/PB01614FR_Bilandemo2018F00.pdf)
- Institut de la statistique du Québec. (2021). Les indicateurs de l'occupation et de la vitalité des territoires. Nombre de personnes immigrantes admises. Fiche 17 nov 2021. [https://statistique.quebec.ca/docs-ken/vitrine/occupation-vitalite-territoire/documents/demographie\\_02.pdf](https://statistique.quebec.ca/docs-ken/vitrine/occupation-vitalite-territoire/documents/demographie_02.pdf)

- Institut du nouveau monde [INM], 2023 « Consultation dans le cadre des États généraux du travail social ». Rapport de consultation, Montréal, 6 décembre 2023.
- Jetté, C. (2017). Action communautaire, militantisme et lutte pour la reconnaissance : une réalité historique, politique et sociologique. *Reflets*, 23 (1), 28–56. <https://doi.org/10.7202/1040748ar>
- Jugert, P. et Noack, P. (2015). L’impact de la participation dans des organisations religieuses : l’exemple des jeunes migrants d’origine turque en Allemagne. *Les Politiques sociales*, 3-4, 80-88. <https://doi.org/10.3917/lps.153.0080>
- Kirmayer, L. J., Narasiah, L., Munoz, M., Rashid, M., Ryder, A. G., Guzder, J., Hassan, G., Rousseau, C., Pottie, K., et Canadian Collaboration for Immigrant and Refugee Health (CCIRH) (2011). Common mental health problems in immigrants and refugees: general approach in primary care. *CMAJ : Canadian Medical Association journal = journal de l'Association médicale canadienne*, 183(12), E959–E967. <https://doi.org/10.1503/cmaj.090292>
- Komaroff, J. et Perreault, M. (2013). Toutes les organisations ne sont pas égales quant au pouvoir décisionnel de leurs pairs aidants ! *Drogues, santé et société*, 12(1), 41–56. <https://doi.org/10.7202/1021538ar>
- Labbé, F. ; Mercure, S.-A., Bédard, A., Bédard E., Côté, F. et les participantes du Projet L.U.N.E. (2014). « Aider, s’aider, s’entraider : expériences de femmes travailleuses du sexe de rue et utilisatrices de drogues par injection dans une recherche-action participative visant la prévention du VIH », *Drogues, santé et société*, 12 (1), p. 93–117.
- Labelle, M., Field, A.M. et Icart, J.C. (2007). Les dimensions d'intégration des immigrants, des minorités ethnoculturelles et des groupes racisés au Québec.
- Lachapelle, R., et Bourque, D. (2020). Des collectivités résilientes en contexte politique difficile : la contribution de l’intervention collective. *Revue Organisations & Territoires*, 29(2), 117-126. <https://doi.org/10.1522/revueot.v29n2.1155>
- Lamoureux H., Lavoie J., Mayer R. et Raymond J. -P., 2012, La pratique de l'action communautaire, Montréal, Presses de l'Université du Québec

- Lamoureux, J. (2000). Représentations et pratiques citoyennes dans le mouvement communautaire autonome dans Yves Boisvert, J. Hamel et M. Molgat, (dir). *Vivre la citoyenneté au Québec ; identité, appartenance et participation*. Liber.
- Langlois, S. (2007). Sociologie de la Ville de Québec. *Les Cahiers des dix*, (61), 193–213. <https://doi.org/10.7202/039157ar>
- Lardoux,S., Adjiwanou, V., Dogba, M.J, Mentel, D., LeGrand, T., et Mondain, (2018). Trajectoires individuelles et dynamiques de participation des femmes et hommes à la société québécoise (TrajIPaQ) Rapport de recherche, Programme concertée
- Laur, E. (2015). Stratégie de mesure de la participation des Québécoises et des Québécois des minorités ethnoculturelles aux différentes sphères de la vie collective. Direction de la planification, de la recherche et des statistiques du ministère de l’immigration, de la diversité et de l’inclusion.
- Laur, E. (2016). Mesure de la participation des Québécoises et des Québécois des minorités ethnoculturelles. Direction de la planification, de la recherche et des statistiques du ministère de l’immigration, de la diversité et de l’inclusion.
- Lavoie, J., et Panet-Raymond, J. (2020). Les étapes du processus d’intervention communautaire. Dans Lavoie, J., et Panet-Raymond, J. *La pratique de l’action communautaire* (p. 113-149). Presse de l’Université du Québec.
- Le Bossé, Y. (1996). *Empowerment* et pratiques sociales : illustration du potentiel d’une utopie prise au sérieux. *Nouvelles pratiques sociales*, 9(1), 127–145. <https://doi.org/10.7202/301353ar>
- Leclerc, M. (2021). Le Québec chiffres en main <https://statistique.quebec.ca/fr/fichier/le-quebec-chiffres-en-main-edition-2021.pdf>
- Lecompte, V., et Rousseau, C. (2018). Determinants of Child Attachment in the Years Postpartum in a High-Risk Sample of Immigrant Women. *Journal of immigrant and minority health*, 20(5), 1166–1172. <https://doi.org/10.1007/s10903-017-0662-9>

- Legault, G. (1993). Femmes immigrantes : problématiques et intervention féministe. *Service social*, 42(1), 63–80. <https://doi.org/10.7202/706600ar>
- Lemay, L. (2007). L'intervention en soutien à l'*empowerment* : du discours à la réalité. La question occultée du pouvoir entre acteurs au sein des pratiques d'aide. *Nouvelles pratiques sociales*, 20(1), 165–180. <https://doi.org/10.7202/016983ar>
- Lemieux, R. (2004). Remixer la cité : La participation citoyenne des jeunes québécois issus des minorités visibles [Rapport de recherche]. Conseil permanent de la jeunesse et Conseil des relations interculturelles. <https://bel.uqtr.ca/id/eprint/1188/1/6-19-626-20051019-1.pdf>
- Lévesque, S., Bergeron, M., Fontaine, L. et Rousseau, C. (2018). La violence obstétricale dans les soins de santé : une analyse conceptuelle. *Recherches féministes*, 31(1), 219–238. <https://doi.org/10.7202/1050662ar>
- Lévesque, S., et Ferron-Parayre, A. (2021). Utiliser ou ne pas utiliser le terme « violence obstétricale » : commentaire sur l'article de Swartz et Lappeman. *Violence contre les femmes*, 27(8), 1009-1018. <https://doi.org/10.1177/107780122199645>
- Lorrain, R. (2017). La participation et l'action militante des comités de parents à travers l'évolution sociohistorique des maisons de naissance québécoises. *Reflets*, 23(1), 174–200. <https://doi.org/10.7202/1040753ar>
- Lukasse, M., Schroll, A. M., Karro, H., Schei, B., Steingrimsdottir, T., Van Parys, A. S., Ryding, E. L., Tabor, A., et Bidens Study Group (2015). Prevalence of experienced abuse in healthcare and associated obstetric characteristics in six European countries. *Acta obstetrica et gynecologica Scandinavica*, 94(5), 508–517. <https://doi.org/10.1111/aogs.12593>
- Machado, S., Wiedmeyer, M. L., Watt, S., Servin, A. E., et Goldenberg, S. (2022). Determinants and Inequities in Sexual and Reproductive Health (SRH) Care Access Among Im/Migrant Women in Canada: Findings of a Comprehensive Review (2008-2018). *Journal of immigrant and minority health*, 24(1), 256–299. <https://doi.org/10.1007/s10903-021-01184-w>

- Marchand, I. et Lalande, C. (2015). Du genre au Québec : La résonance dans l'intervention sociale. *Le Sociographe*, 49, 85-94. <https://doi.org/10.3917/graph.049.0085>
- Marcoux, L. (2007). La participation citoyenne : guide de référence (synthèse). Sherbrooke. [http://www.oedc.qc.ca/files/tdb/synthese\\_tacae.pdf](http://www.oedc.qc.ca/files/tdb/synthese_tacae.pdf)
- Meister, A. (1974). La Participation dans les associations, Ed Ouvrière.
- Mengesha, Z. B., J. Perz, T. Dune et J. Ussher. (2017). « Refugee and migrant women's engagement with sexual and reproductive health care in Australia: a socio-ecological analysis of health care professional perspectives », *Plos One*, 12, 7. DOI: [10.1371/journal.pone.0181421](https://doi.org/10.1371/journal.pone.0181421)
- Mercier, C. Bourque, D. et St-Germain, L. (2009). Participation citoyenne et développement des communautés au Québec : enjeux, défis et conditions d'actualisation (Série documentation et diffusion, no 8). Université du Québec en Outaouais, ARUC-ISDC. Repéré à <http://www.centersa.qc.ca/pdf/ARUC-LSTG-PC-2009.pdf>
- Mercier, C. et Bourque, D. (2021). *Intervention collective et développement des communautés : éthique et pratiques d'accompagnement en action collective*. Presses de l'Université du Québec
- Ministère de l'Immigration de la Diversité et de l'Inclusion – MIDI. (2016). Fiche synthèse sur l'immigration. Gouvernement du Québec.
- Ministère de l'Immigration de la Diversité et de l'Inclusion. (2019). La planification de l'immigration au Québec pour la période 2020-2022. Gouvernement du Québec.
- Ministère de l'Immigration de la Francisation et de l'intégration. (2021). Présence et portraits régionaux des personnes immigrantes au Québec de 2010 à 2019. [https://cdn-contenu.quebec.ca/cdn-contenu/immigration/publications/fr/recherches-statistiques/PUB\\_Presence\\_Personnes\\_immigrantes\\_2021.pdf](https://cdn-contenu.quebec.ca/cdn-contenu/immigration/publications/fr/recherches-statistiques/PUB_Presence_Personnes_immigrantes_2021.pdf)
- Ministère de l'Immigration, de la Diversité et de l'Inclusion (2017). Grille synthèse des facteurs et critères applicables à la sélection des travailleurs qualifiés. Gouvernement du Québec.



Ministère de l'Immigration, de la Francisation et de l'Intégration (2020). Tableaux de l'immigration permanente au Québec 2015-2019. <http://www.mifi.gouv.qc.ca/publications/fr/recherches-statistiques/Immigration-Quebec-2015-2019.pdf>

Ministère de l'Immigration, de la Francisation et de l'Intégration. (2019). Présence et portraits régionaux des personnes immigrantes admises au Québec de 2008 à 2017. [http://www.mifi.gouv.qc.ca/publications/fr/recherchesstatistiques/PUB\\_Presence2019\\_admisQc.pdf](http://www.mifi.gouv.qc.ca/publications/fr/recherchesstatistiques/PUB_Presence2019_admisQc.pdf)

Ministère de l'Immigration, de la Francisation et de l'Intégration (MIFI), 2019 Bulletin statistique sur l'immigration permanente au Québec – 4e trimestre et année 2019 <http://www.mifi.gouv.qc.ca/publications/fr/recherches-statistiques/BulletinStatistique-2019trimestre4-Immigration Quebec.pdf>

Ministère de l'Immigration, de la Francisation et de l'Intégration. (2021). Présence et portraits régionaux des personnes immigrantes admises au Québec de 2010 à 2019 Ministère de l'Immigration, de la Francisation et de l'Intégration. [https://cdn-contenu.quebec.ca/cdn-contenu/immigration/publications/fr/recherches-statistiques/PUB\\_Presence Personnes immigrantes 2021.pdf](https://cdn-contenu.quebec.ca/cdn-contenu/immigration/publications/fr/recherches-statistiques/PUB_Presence Personnes immigrantes 2021.pdf)

Ministère de la santé du Canada. 2018. *Les principales inégalités en santé au Canada*, Ottawa, Presses officielles du Canada. <https://www.canada.ca/content/dam/phac-aspc/documents/services/publications/science-research/key-health-inequalities-canada-national-portrait-executive-summary/hir-full-report-fra.pdf>

Ministère de la Santé et des Services sociaux. (2008). La politique de périnatalité 2008-2018. Un projet porteur de vie. <https://publications.msss.gouv.qc.ca/msss/fichiers/2008/08-918-02.pdf>.

Ministère de la Santé et des Services sociaux. (2015). Programme de soutien aux organismes communautaires. [https://santemontreal.qc.ca/fileadmin/fichiers/professionnels/outils-services/PSOC/Sante\\_et\\_services\\_sociaux-PSOC\\_2015-2016.pdf](https://santemontreal.qc.ca/fileadmin/fichiers/professionnels/outils-services/PSOC/Sante_et_services_sociaux-PSOC_2015-2016.pdf)

Ministère de la Santé et des Services sociaux. (2022). Les services intégrés en périnatalité et pour la petite enfance à l'intention des familles vivant en contexte de vulnérabilité -

Balises de l'intervention. <https://publications.msss.gouv.qc.ca/msss/fichiers/2022/22-836-05W.pdf>

Ministère de la Santé et des Services sociaux. (2020). Plan d'action en santé et bien-être des femmes (PASBEF) 2020-2024  
<https://publications.msss.gouv.qc.ca/msss/fichiers/2020/20-730-01W.pdf>

Ministère de l'Immigration, de la Diversité et de l'Inclusion. (2015). Ensemble, nous sommes le Québec, Politique québécoise en matière d'immigration, de participation et d'inclusion. [Www.midi.gouv.qc.ca]

Ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale. (2017). Plan d'action gouvernemental pour l'inclusion économique et la participation sociale 2017-2023. Revenu de base pour une société plus juste [https://www.mtess.gouv.qc.ca/publications/pdf/ADMIN\\_plan\\_action\\_2017-2023.pdf](https://www.mtess.gouv.qc.ca/publications/pdf/ADMIN_plan_action_2017-2023.pdf)

Mitchell, C., 1969. Social networks in urban situations. Manchester, Manchester University Press for the Institute of Social Research, University of Zambia.

Morency, J-D., Caron-Malenfant, É. et MacIsaac, S. (2017). Immigration et diversité : projections de la population du Canada et de ses régions, 2011 à 2036. <https://www150.statcan.gc.ca/n1/fr/pub/91-551-x/91-551-x2017001-fra.pdf?st=nwNGoNbC>

Morin, V. (2013). *Reconnaissance sociale et intégration des immigrants en milieu rural: le cas du Haut-Lac-Saint-Jean* [Mémoire de maîtrise, Université de Montréal]. [https://papyrus.bib.umontreal.ca/xmlui/bitstream/handle/1866/9076/Morin\\_Vicki\\_2012\\_memoire.pdf?sequence=2&isAllowed=y](https://papyrus.bib.umontreal.ca/xmlui/bitstream/handle/1866/9076/Morin_Vicki_2012_memoire.pdf?sequence=2&isAllowed=y)

Mossière, G. & Le Gall, J. (2012). Exil et intégration chez de jeunes croyants pratiquants montréalais : repenser la condition de minoritaire

Neveu, C. (2013). « *E pur si muove !* », ou comment saisir empiriquement les processus de citoyenneté. *Politix*, 103, 205-222. <https://doi.org/10.3917/pox.103.0205>

- Nez, H. (2011) Nature et légitimité des savoirs citoyens dans l'urbanisme participatif. Une enquête ethnographique à Paris. *Sociologies*, vol.2, no4, p.387-404
- Ninacs, W. (2008). *Empowerment et intervention : Développement de la capacité d'agir et de la solidarité.*, Les Presses de l'Université Laval.
- Ninacs, W.A. (2003). *L'empowerment et l'intervention sociale*, Montréal, Centre de documentation sur l'éducation des adultes et la condition féminine. Accessible en ligne :<[http://bv.cdeacf.ca/EA\\_PDF/1159.pdf](http://bv.cdeacf.ca/EA_PDF/1159.pdf)>.
- Normand, N. et Tremblay, D-G. (2005). Conciliation emploi-famille et intégration professionnelle ; le cas des femmes immigrées au Québec. Chaire de recherche sur les enjeux socio-organisationnels de l'économie du savoir. <https://depot.erudit.org/id/002365dd>
- O'Mahony, J.M., Donnelly, T.T., Bouchal, S.R. et Este, D. (2012). Barriers and facilitators of social supports for immigrant and refugee women coping with postpartum depression. *Advances in Nursing Science*, 35(3), E42-E56.
- O'Mahony, J.M., Donnelly, T.T., Bouchal, S.R. et Este, D. (2013). Cultural Background and Socioeconomic influence of immigrant and refugee women coping with postpartum depression. *Journal of Immigrant and Minority Health*, 15(2), 300–314. doi:10.1007/s10903-012-9663-x
- O'Mahony, J. et Donnelly, T. (2010). Immigrant and refugee women's post-partum depression help-seeking experiences and access to care: a review and analysis of the literature. *Journal of Psychiatric and Mental Health Nursing*, 17(10), 917- 928.
- Ordre professionnel des travailleurs sociaux et des thérapeutes conjugaux et familiaux du Québec [OTSTCFQ]. (2012). *Référentiel de compétences des travailleuses sociales et des travailleurs sociaux.* [https://www1.otstcfq.org/sites/default/files/referentiel\\_de\\_compétences\\_des\\_travailleuses\\_sociales.pdf](https://www1.otstcfq.org/sites/default/files/referentiel_de_compétences_des_travailleuses_sociales.pdf)

- Palardy, C. (2017). Portrait de l'immigration permanente au Québec, selon les catégories d'immigration, 2012–2016. Gouvernement du Québec
- Paquin, P. et A. Perreault (2001). Cadre de référence pour le travail de proximité en Montérégie, Direction de la santé publique
- Paugam, S. (2009). *Le lien social*. Presses Universitaires de France. <https://doi.org/10.3917/puf.pauga.2009.01>
- Pelchat, Y. (2010). L'appel à la participation : Une vision privatisée de l'inégalité? *Nouvelles pratiques sociales*, 22(2), 114-129. <https://doi.org/10.7202/044223ar>
- Piché, V. (2013). Les théories migratoires contemporaines au prisme des textes fondateurs. *Population*, 1(68), 153-178.
- Piché, V. 2003. 7. Un siècle d'immigration au Québec : de la peur à l'ouverture. In Le Bourdais, C., & Piché, V. (Eds.), *La démographie québécoise : Enjeux du XXIe siècle*. Presses de l'Université de Montréal. doi :10.4000/books.pum.2398
- Piché, V. et Renaud, J. (2018). Un nouveau regard sur la discrimination. Dans Meintel, D. Germain, A. Juteau, D. Piché, V. Renaud, J. *L'immigration et l'ethnicité dans le Québec contemporain* (p. 59-85). Les Presses de l'Université de Montréal.
- Pierre, M. (2005). Les facteurs d'exclusion faisant obstacle à l'intégration socioéconomique de certains groupes de femmes immigrées au Québec : un état des lieux. *Nouvelles pratiques sociales*, 17(2), 75–94. <https://doi.org/10.7202/011227ar>
- Pitseys, J. (2017). Démocratie et citoyenneté. *Dossiers du CRISP*, 88, 9-113. <https://doi.org/10.3917/dscrisp.088.0009>
- Pontel, M. et Demczuk, I. (2007). Répondre aux besoins des femmes immigrantes et des communautés ethnoculturelles. Les défis de l'adaptation des services en violence conjugale. *Fédération de ressources d'hébergement pour femmes violentées et en difficulté* du Québec <https://sac.uqam.ca/upload/files/publications/femmes/Femmes%20immigrantes.final.pdf>

- Pourtois, H. & Pitseys, J. (2017). La démocratie participative en question. *La Revue Nouvelle*, 7, 30-35. <https://doi.org/10.3917/rn.177.0030>
- Prouteau, L. et Wolff, F-C. (2013). Adhésions et dons aux associations : permanences et évolutions de 2002 à 2010. In: *Economie et statistique*, n°459. pp. 27-57; doi : 10.3406/estat.2013.10009 [http://www.persee.fr/doc/estat\\_0336-1454\\_2013\\_num\\_459\\_1\\_10009](http://www.persee.fr/doc/estat_0336-1454_2013_num_459_1_10009)
- Rachédi, L. et Legault, G. (2008). Le modèle interculturel systémique. Dans G. Legault et L. Rachédi (dir.), *L'intervention interculturelle* (p. 121-140). Éditions Gaëtan-Morin.
- Rappaport, j. (1984). Studies in Empowerment: Introduction to the Issue. *Prevention in Human Services*, 3, 1-7
- Regroupement québécois des intervenantes et intervenants en action communautaire en CSSS. (2010). *Pratiques d'organisation communautaire en CSSS. Cadre de référence du RQIIAC*. Les Presses de l'Université du Québec.
- Rinfret D. (2007). Le soutien social pendant la période périnatale : la perception de mères immigrantes de la Ville de Québec. Université Laval ; 2007. 159 p. [www.theses.ulaval.ca/2007/24860/24860.pdf](http://www.theses.ulaval.ca/2007/24860/24860.pdf) 23.
- Richard, M. Dufour, S. Coppry, M. Lavergne, C. Martin, J. et Rufagari, M-C. (2018). Les ateliers espace parents : analyse de la genèse d'une intervention de soutien à l'adaptation du rôle parental en contexte d'immigratio
- Robitaille, A., (2023). Portraits sociodémographique et régional des personnes admises au Québec de 2011 à 2020 et présentes en 2022 [https://cdn-contenu.quebec.ca/cdn-contenu/immigration/publications/fr/recherches-statistiques/PUB\\_Presence\\_Personnes\\_immigrantes\\_2022.pdf](https://cdn-contenu.quebec.ca/cdn-contenu/immigration/publications/fr/recherches-statistiques/PUB_Presence_Personnes_immigrantes_2022.pdf)
- Roudet, B. (2004). Entre responsabilisation et individualisation : les évolutions de l'engagement associatif. *Lien social et Politiques*, (51), 17–27. <https://doi.org/10.7202/008866a>

- Rozée, V. et Schantz, C. (2021). Les violences gynécologiques et obstétricales : construction d'une question politique et de santé publique. *Santé Publique*, 33, 629-634. <https://doi.org/10.3917/spub.215.0629>
- Sanmartin, C., et Ross, N. (2006). Experiencing difficulties accessing first-contact health services in Canada: Canadians without regular doctors and recent immigrants have difficulties accessing first-contact healthcare services
- Sassen, S. (2005). The Repositioning of Citizenship: Emergent Subjects and Spaces for Politics. *Globalizations*, 2(1), 79-94. doi:10.1353/ncr.2003.0028
- Sharapova, A. et Goguikian Ratcliff, B. (2018). Anxiété et dépression périnatales chez des femmes migrantes à Genève : une étude longitudinale. *Devenir*, 30, 309-330. <https://doi.org/10.3917/dev.184.0309>
- Schnapper, D. (2007) Qu'est-ce que l'intégration ? par, Paris : Éditions Gallimard, 2007, 238 p., ISBN : 978-2-0703-3642-5.] *Relations industrielles / Industrial Relations*, 63(4), 787-789. <https://doi.org/10.7202/019553ar>
- Schneider, J. (2019). *Périnatalité et parcours de vie de femmes sud-asiatiques récemment immigrées à Montréal* [thèse de doctorat, Université de Montréal]. <https://papyrus.bib.umontreal.ca/xmlui/handle/1866/23391>
- Schneider, J. (2023). Immigration, désirs d'enfant et projets familiaux : étude sur les parcours de vie de femmes sud-asiatiques récemment immigrées à Montréal. *Enfances Familles Générations*, 43 <http://journals.openedition.org/efg/16439>
- Schneider, J. (2022). Réappropriation de l'accouchement en contexte migratoire : le cas des femmes sud-asiatiques récemment immigrées à Montréal. *Anthropologie Santé*, Articles en prépublication. P.1-19. <https://journals.openedition.org/anthropologiesante/11530>
- Sénéchal, J. Bourque, D. et Verreault, G. (2021). Action collective et participation citoyenne : leçons tirées de l'expérience de la voix des parents. *Revue Intervention*, 152, p. 175-186

- Service de référence en périnatalité pour les femmes immigrantes de Québec. (2022a). Rapport annuel 2020-2021. Document de service
- Service de référence en périnatalité pour les femmes immigrantes de Québec. (2022b). Mission dans à propos de nous <https://www.servicedereference.ca/>
- Service de référence en périnatalité pour les femmes immigrantes de Québec. (2022c). Planification stratégique 2024-2017. Document de service.
- Seymour, M. et Gosselin-Tapp, J. (2020). Entre philosophie politique et droit : le cas de la Loi sur la laïcité de l'État au Québec. *Les Cahiers de droit*, 61(3), 741–775. <https://doi.org/10.7202/1071387ar>
- Sharapova, A., Torche, B., Epiney, M. et Goguikian Ratcliff, B. (2021). Dépression périnatale chez les femmes migrantes : le rôle du statut légal sur les difficultés éprouvées. *L'Autre*, 22, 22-37. <https://doi.org/10.3917/lautr.064.0022>
- Sibony, D. (2016). La société civile : deux perspectives d'analyse. *Sciences & Actions Sociales*, 4, 10-30. <https://doi.org/10.3917/sas.004.0010>
- Simard, C. et Pagé, M. (2016). Participation civique et politique des citoyens issus de l'immigration. *Diversité urbaine*, 16. <https://doi.org/10.7202/1050948ar>
- Small, R. Roth, C. Raval, M. Shafiei, T. Korfker, D. Heaman, M. McCourt, C. et Gagnon, A. (2014). Immigrant and non-immigrant women's experience of maternity care: a systematic and comparative review of studies in five countries. *BMC Pregnancy and Childbirth*, 14, 1-17.
- Sow, M. O. (2021). « La qualité de l'emploi chez les immigrants : une analyse selon le parcours migratoire pré-Canada ». Université Laval, Thèse de doctorat, 295 p
- Statistique Canada (2016). *L'immigration permanente et temporaire au Canada de 2012 à 2014*. <http://www.statcan.gc.ca/pub/91-209-x/2016001/article/14615-fra.pdf>.
- Statistique Canada (2017d). *Profil du recensement du Québec (province) et du Canada (Pays)*. Recensement de 2016, produit no 98-316-X2016001 au catalogue de Statistique Canada. Ottawa. <https://www12.statcan.gc.ca/census-recensement/2016/dp-pd/prof/index.cfm?Lang=F>

Statistique Canada (2018). *Minorité visible*. <https://www150.statcan.gc.ca/n1/pub/81-004-x/def/4068739-fra.htm>

Statistique Canada. (2017a). Étude : Regard sur l'immigration, la diversité ethnoculturelle et les langues au Canada, 2011 à 2036. Gouvernement du Canada.

Statistique Canada. (2017b). Immigration et diversité ethnoculturelle : faits saillants du Recensement de 2016. Gouvernement du Canada.

Statistique Canada. (2017c). Le revenu des ménages au Canada : faits saillants du Recensement de 2016.

Statistique Canada. (2017e). Les origines ethniques et culturelles des Canadiens, le portrait d'un riche héritage. Gouvernement du Canada.

Statistique Canada. (2018). Minorité visible. <https://www150.statcan.gc.ca/n1/pub/81-004-x/def/4068739-fra.htm#:~:text=Les%20minorit%C3%A9s%20visibles%20correspondent%20%C3%A0,ont%20pas%20la%20peau%20blanche>.

Statistique Canada. (2019). Feuilles d'information de la santé – Satisfaction à l'égard de la vie, 2017. Gouvernement du Canada.

Statistique Canada. (2020). Estimations démographiques annuelles : Canada, provinces et territoires – 2020. Gouvernement du Canada.

Statistique Canada. (2021a). Caractéristiques de la population active selon le statut d'immigrant, données annuelles.

Statistique Canada. [n.d.]. *Minorité visible*. <http://www.statcan.gc.ca/pub/81-004-x/def/4068739-fra.htm>

St-Germain, L., Grenier, J., Bourque, M. et Pelland, D. (2017). Enjeux d'autonomie de l'action communautaire autonome (ACA) à partir de l'analyse des discours de rapports d'activités et des acteurs », *Nouvelles pratiques sociales*, vol. 29, no 1, 102-120.



- St-Pierre, A. (2018). *Immigrer et devenir parent : l'expérience d'intégration sociale vécue par de nouvelles mères immigrantes de la Ville de Québec, Mémoire de maîtrise en science social*, Québec, Université Laval.
- Striffler, S. (2007). Neither Here nor There: Mexican Immigrant Workers and the Search for Home. *American Ethnologist*, 34, 4, 674-68.
- Taboada-Léonetti I. (2000) : Citoyenneté, nationalité et stratégies d'appartenance. In J. Costa-Lascoux, M. A. Hily et G. Vermès (Dir.), *Pluralité des cultures et dynamiques identitaires : hommage à Carmel Camilleri* (p. 95-120). L'Harmattan
- Tremblay M., 2011, « Le mouvement d'émancipation des personnes ayant des limitations fonctionnelles : de la reconnaissance des droits à la participation citoyenne », *Développement humain, handicap et changement social*, vol. 19, n° 2, p. 7-22
- Tremblay, C., Deshaies, M.-H., Hamelin-Brabant, L. et Roch, G. (2020). Les centres de ressources périnatales (CRP) : portrait d'un segment méconnu du tiers secteur québécois. *Reflets*, 26(1), 82–108. <https://doi.org/10.7202/1076141ar>
- Tremblay-Guérin, É. et Turbide, J. (2020). Population immigrée dans les régions métropolitaines de recensement du Québec : Recensement 2016. Ministère de l'Immigration, de la Francisation et de l'Intégration. [http://www.mifi.gouv.qc.ca/publications/fr/recherches-statistiques/PUB\\_PopImmigree\\_RMR\\_2016.pdf](http://www.mifi.gouv.qc.ca/publications/fr/recherches-statistiques/PUB_PopImmigree_RMR_2016.pdf)
- Vaillancourt, Y. (2009). Vers un état stratège partenaire de la société civile. [Chapitre de livre]. Dans L. Côté, B. Lévesque, G. Momeau (dir.), *État stratège et participation citoyenne* (p. 235-274). Québec Presses de l'Université du Québec
- Vatz Laaroussi, M. (2016). Dynamiques familiales, socio-juridiques et citoyennes dans la migration: Regard entrelacés « Nord-Sud » sur les réseaux transnationaux. L'Harmattan 374
- Vatz-Laaroussi, M. (2019). Les dynamiques d'intégration et d'inclusion des personnes et des familles immigrantes et réfugiées : une responsabilité partagée. Dans L. Rachédi et T. Bouchra (dir.), *L'intervention interculturelle* (3e éd., p. 54-79). Chenelière Éducation

- Vatz-Laaroussi, M. et Charbonneau, J. (2001). L'accueil et l'intégration des immigrants : à qui la responsabilité ? Le cas des jumelages entre familles québécoises et familles immigrantes. *Lien social et politique*, (46), 111–124. <https://doi.org/10.7202/000327ar>
- Vatz-Laaroussi, M., 2009, *Mobilité, Réseaux et Résilience. Le cas des familles immigrantes et réfugiées au Québec*. Presses de l'Université du Québec
- Verdon, C., Zeghiche, S., de Montigny, F., Gervais, C. et Côté, I. (2020). L'expérience des parents immigrants suivant un décès périnatal. *Science of Nursing and Health Practices / Science infirmière et pratiques en santé*, 3(2), 1–11. <https://doi.org/10.31770/2561-7516.1080>
- Veronis, L. et Huot, S (2018). Explorer l'intégration des immigrants à travers l'engagement social dans divers sites communautaires francophones rapport finale culture de la participation, Immigration Réfugié et citoyenneté Canada.
- Ville de Québec (2010). Politique municipale sur l'accueil, l'intégration et la rétention des personnes immigrantes. [https://observatoirevivreensemble.org/sites/default/files/politique\\_accuei\\_lintegration\\_retention\\_personnes\\_immigrantes.pdf](https://observatoirevivreensemble.org/sites/default/files/politique_accuei_lintegration_retention_personnes_immigrantes.pdf)
- Ville de Québec (2023). Consultation publique sur la planification de l'immigration au Québec pour la période 2024-2027. Mémoire Ville de Québec
- Vincent, C. et Tremblay-Wragg, E. (2021). L'observation participante d'un terrain de recherche : une avenue pour discerner ses intérêts et questions de recherche. *McGill Journal of Education / Revue des sciences de l'éducation de McGill*, 56(1), 234–242. <https://doi.org/10.7202/1087057ar>
- Vissandjée, B. et Maillet, L. (2007). « L'empowerment et l'expérience de l'immigration au Canada, Multiples déterminants d'une réalité complexe », dans Dorvil, H. (dir), *Problèmes sociaux, Théories et méthodologies de l'intervention sociale*, Québec : Presses de l'Université du Québec.
- Vissandjee, B., Bates, K., Violla, F., et Kuntz, J. (2013). Expérience d'immigration et droit à la santé, à des soins et à des services de qualité : une question de justice sociale. *Alterstice - Revue Internationale de la Recherche Interculturelle*, 3(1), 67-84.

de [https://www.journal.psy.ulaval.ca/ojs/index.php/ARIRI/article/view/Vissandjee\\_Alterstice3%281%29](https://www.journal.psy.ulaval.ca/ojs/index.php/ARIRI/article/view/Vissandjee_Alterstice3%281%29)

Vissandjée, B., M. Weinfeld, S. Dupère et S. Abdool. 2001. Sex, Gender, Ethnicity, and Access to Health Care Services: Research and Policy Challenges for Immigrant Women in Canada. *Journal of International Migration and Integration*, 2, 1, p. 55-75.

Wiebe, E. 2013. Contraceptive practices and attitudes among immigrant and nonimmigrant women in Canada. *Canadian Family Physician*, 59, 10, p. 451–455.

Wieviorka, M. (2008). L'intégration : un concept en difficulté. *Cahiers internationaux de sociologie*, 125, 221-240.

Zavalloni, M., et Louis-Guérin C. (1984). *Identité sociale et conscience : introduction à l'ego-écologie*. Presses de l'Université de Montréal

LISTES DES TABLEAUX

Tableau 1 : Caractéristiques sociodémographiques actuelles des participantes

Tranche d'âge Participant	Année d'entrée. au Canada/Statut d'admission/ statut actuelle si changement	Domaines de formation	Occupation au Québec	Occupation au pays d'origine	Statut matrimonial/ nombre d'enfants	Langues parlées
F1 (30-40 ans)	2017/Demandeur e d'asile/résident permanent	Droit,	Adjointe administrati on, en Congé de maternité	Étu diant	Mariée / 2 enfants	Français  Anglais Espagnol

F 2(30-40 ans)	2019/Résident permanent (regroupement familial)	Santé	Étude/travail/bénévolat	Santé	Mariée/2	Français, Anglais, arabe
F 3(30-40 ans)	2019/ Résident permanent	Santé	Étude/travail/bénévolat	Santé	Mariée/2	Français, Anglais
F4(30-40 ans)	2020/ Résident permanent	Droit/éducation	Étude/travail/bénévolat	Juriste	Mariée/2 enfants	Français, anglais
F5(30-40 ans)	Refugié/citoyenne	Nutritionniste	Travail/bénévolat	élève	Marié/3enfants	Anglais, français kiriwanda
F6(30-40 ans)	2017/refugié/résident permanent	Collégial	Recherche un emploi	Élève	Célibataire/ 1 enfant	Français

F7(30-40 ans)	2007/ étudiante/citoyen ne	Communication sociale	Travail/ bénévolat	Étudiante	Mariée enfants	2	Anglais, Français
F8(30-40 ans)	Québécoise	Collégial	Travail/ bénévolat	Graphiste	Mariée/ enfants	2	Français, Anglais
F9(30-40 ans)	Québécoise	Sociologie	Consultante Travail/ bénévolat		Mariée/ enfants	2	Français, Anglais

Source : SRPFIQ, 2023

Tableau 2 : **Caractéristique des mamans-relais immigrantes de la minorité visible**

<b>Modalité</b>		<b>Nombre</b>
<b>Maman-relais issue de la minorité visible</b>		16
<b>Tranche d'âge</b>	25 -30 ans	10
	30-40 ans	6
<b>Education</b>	Niveau universitaire	12
	Niveau collégial	4
<b>Nombre d'enfant</b>	2 enfants en moyenne	16
<b>Tranche d'âge des enfants</b>	0 à 10 ans	16
<b>Statut matrimonial</b>	Marié	16
<b>Statut social</b>	En congé de maternité	6
	En emploi	10
	Études	6

<b>Langues parlées</b>	<p>Le français, l'anglais, espagnol, arabe, lingala, kiriwanda, langue syrienne.</p> <p>(70% des mamans-relais immigrantes parlent au moins deux langues)</p>
------------------------	---



**Tableau 3 : Activités de groupes pour les mamans bénéficiaires**

Activité	Animatrice	Organisme partenaire	Type de rencontre	Nombre de personnes présentes
Les bobos de bébés	Maman-relais infirmière	NA	En ligne	20
Droits des locataires	Intervenante du bail	Bail	En présentiel	4
Gestion des peurs avant l'accouchement	Maman-relais accompagnatrice à la naissance	NA	En présentiel	3

Orthophonie	intervenante	Accès orthophonie et joujouthèque de la basse ville	En présentiel	7 adultes et 3 enfants
Recherche de place en garderie	Coordonnatrice du service et la stagiaire	NA	En ligne	5
Yoga et activité postnatals	Maman-relais	NA	En ligne	5
Thé jasette	Stagiaire (Christiane Wongoum)	NA	En présentiel	7

<b>Activités collectives</b>				
Cabane à sucre	Christiane-et coordonnatrice et une maman-relais	NA	En présentiel	30 personnes
Vernissage et exposition de la part de nous qui est restée à la frontière	Comité du projet la part de nous qui est restée à la frontière	Voir annexe 2	En présentiel	Environ 60 personnes



**Tableau 4 : Grille d'observation des Mamans-relais**

Dimension	Critère	Actions
Participation citoyenne	Langue	Maman-relais communique au moins en français
	La coopération symbolique	Les mamans-relais s'informent des enjeux liés aux projets de l'organisme (comme le projet Lotus, la part de nous qui est restée à la frontière, la littératie numérique
		Les mamans-relais partagent leur point de vue avec les intervenantes, la coordinatrice et probablement les CA
		Les mamans-relais échangent autour d'un enjeu et confrontent leurs idées et points de vue
		Les mamans-relais s'investissent lors des ateliers ou des réunions ou des rencontres

	<p>Pouvoir effectif des mamans-relais</p>	<p>Les mamans-relais forment ensemble une opinion ou un avis</p> <p>Les mamans-relais participent à la construction de la démarche et à la prise de décision finale pour les projets qui concernent la vie de l'organisme</p> <p>Les mamans-relais ont un outil de contrôle de l'organisme</p>
<p>Intégration sociale (construction de liens sociaux)</p>	<p>Protection Renvoie à l'ensemble des supports que l'individu peut mobiliser face aux aléas de la vie professionnelle, sociale...)</p> <p>Reconnaissance</p>	<p>La maman-relais peut compter sur les ressources familiales, communautaires, professionnelles, sociales</p> <p>Le processus de recrutement des mamans-relais est connu par les mamans-relais</p> <p>L'organisme a des formules de reconnaissance pour les mamans-relais</p>

<i>Empowerment</i>	Dimension <b>Avoir</b> : ressource accès aux services et situation personnelle	Le rôle de la maman-relais (emploi, étude, recherche d'emploi, marié, célibataire,  Rôles sociaux
	<b>Dimension savoir</b> : Connaissance compétence	Maman-relais à la Capacité à formuler une idée, opinion
	<b>Dimension Pouvoir</b> État d'esprit et capacité à aller vers les autres	Maman-relais a confiance en soi :  Les mamans-relais peuvent prendre la parole en public
	Conscience critique et capacité d'influence collective	Les mamans-relais ont une prise de conscience collective des rapports des pouvoirs et du pouvoir de l'action collective
		Les mamans-relais sont membres des associations, des réseaux en lien avec le développement local
Les mamans-relais ont une Capacité d'influence locale		





Tableau 5 : Plan d'action

Objectif (but) : Formaliser des outils nécessaires pour l'accompagnement mamans-relais

Objectifs spécifiques	Actions ou moyens	Indicateurs de réussite	Échéancier
<p>Permettre à un nombre max de mamans-relais de s'exprimer sur les enjeux qu'elles rencontrent lors des accompagnements</p>	<p>Présentation de la stagiaire dans le groupe facebook</p> <p>Création de l'évènement facebook</p> <p>Mobilisation du groupe maman- relais facebook</p>	<p>Vidéo sur la page</p> <p>Inscription des mamans à l'évènement</p>	<p>11 janvier 2023</p>

	<p>un sondage pour le choisir la date de l'évènement</p> <p>brainstorming</p> <p>Échanges structurés avec deux intervenantes</p> <p>Échanges structurés avec la PCA</p>	<p>Échange structuré par zoom et en personne</p>	
--	---	--	--

	Échanges structurés avec la consultante de la planification stratégique		
	Échanges structurés avec trois mamans- relais		
Préparer la logistique de la rencontre	Choix le lieu de la rencontre Choix le traiteur	Le lieu est connu Le menu est connu	
Évaluer les outils utilisés	Nommer les outils qui existent	Les outils utilisés sont connus	31 mars 2023

	Éventuellement, proposer des modifications		
	Accompagnement de deux mamans relais en intervention		
Présenter et valider les nouveaux outils	Créer le bottin de ressources pour le matériel nécessaire pendant la période de périnatalité	Le bottin	20 février 2023
	Créer le guide ou dépliant des mamans relais		26 février 2023

	Créer le document d'évaluation d'autonomie des mamans accompagnées		28 mars 2023
	Présenter le bottin de ressources et le guide au comité		31 mars 2023
	Présenter les documents d'information sur les statuts d'immigration et les services de RAMQ et Service de garde		31 mars 2023
	Présenter le document pour d'évaluation l'autonomie des mamans accompagnées		31 mars 2023

Partager la rencontre du comité des mamans relais	Communiquer sur tous les canaux de communication du service de référence		
---	--	--	--

**Tableau 6 : Actualisation de la programmation des activités**

Objectifs généraux	Objectifs spécifiques	Activités : moyens	Indicateurs
<p><b>Réaliser les activités identifiées dans le projet de stage</b></p>	<p>1. S'intégrer dans le milieu de stage</p>	<p><b>Intégration dans le milieu de stage</b></p> <p>Prise de contact avec le conseil d'administration, les maman-relais et les intervenantes</p> <p>Actualisation du chronogramme des activités de stage</p>	<p>Connaissance du milieu et des documents existants</p> <p>Réunion de prise de contact</p> <p>Chronogramme des activités de stage actualisé</p> <p>Documentation disponible et lue</p>

	<p>La part de nous – intervention de groupe</p>	<p>Se documenter sur projet Faire la mobilisation Programmer le 2e cercle de parole et le co-animer Participer à la production du reportage, vernissage pour le 8 mars</p>	
	<p>Rencontres de groupe Intervention de groupe</p>	<p>Mobiliser et participer à l'organisation et l'animation pour nos activités de groupe Installer la salle- ranger</p>	



		etc. Participer à la propreté du milieu de vie	
	Mobilisation comité maman-relais – volet collectif	Participer à la planification stratégique touchant le comité des mamans-relais du SRPFQ Initier des rencontres afin de connaître le terrain en vue de son stage ; Initier, planifier et organiser des rencontres cibles du comité des mamans-relais afin de rejoindre les objectifs cibles du	

		projet se stage en complémentarité avec la planification stratégique	
	Planification stratégique	Volet renforcement des capacités : Soutien à la consultante sur leur perception de l'accompagnement des mamans-relais du SRPFIQ - Réponses en lien avec le volet maman-relais (plan opérationnelle	

<p><b>Développer des attitudes et des habiletés d'intervention spécifiques</b></p>	<p>1.Développer des compétences relationnelles</p>	<p><b>Développement des habiletés spécifiques</b></p> <p>Observation des personnes ressources lors de leurs interventions</p> <p>Discussion sur des techniques d'intervention avec la superviseur et l'équipe de service de référence.</p> <p>Participation active aux réunions d'équipe et aux rencontres avec des</p>	<p>Nombre de séances d'observations</p> <p>Nombre de séances de discussion avec les membres d'équipe, les mamans-relais et les personnes ressources</p> <p>Nombre de réunions d'équipe assistées</p> <p>Journal de bord rempli</p>
--	--	---	--

		<p>partenaires (donner des rétroactions).</p> <p>Prise de notes et réflexion sur les activités dans un journal de bord</p>	
	<p>Acquérir des savoir-faire (synthèse des idées, conduite des échanges structurés, aptitude communicationnelle, leadership)</p>	<p>Observation des intervenantes, des mamans-relais et la superviseure.</p> <p>Lecture et maîtrise des compétences</p> <p>Soutien à la conscientisation</p>	<p>Nombre de séances coanimées et animées</p> <p>Description et repérage des habiletés exercées avec des exemples</p> <p>Rétroaction de la superviseure</p>

		Discussion avec la superviseure et le directeur de stage	Note d'auto-évaluation
	3.Travailler au développement d'une posture participative	Soutien à la prise de décision et à l'action collectives	Nombre d'ateliers réalisés ;
	4.Acquérir des savoir-faire (synthèse des idées, aptitude communicationnelle, leadership).	Observation des personnes ressources Lecture et maitrise des compétences	Type de compétence établie Description et repérage des habiletés exercées avec des exemples

		<p>Mobilisation des ressources et développement</p> <p>Consolidation ou création des liens entre les mamans-relais et les différentes ressources</p> <p>Discussion avec la superviseure et le directeur de stage</p> <p>Animation et co-animation sur les outils des mamans-relais et femmes immigrantes</p>	<p>Rétroaction de la superviseure</p> <p>Note d'auto-évaluation</p>
--	--	--	---

<p><b>Développer une analyse critique de l'intervention collective</b></p>	<p>Identifier les enjeux liés à la participation des femmes immigrantes de la minorité visible</p>	<p><b>Analyse critique des interventions</b></p> <p>Analyse des travaux effectués et des documents internes des projets servant à réaliser les activités</p> <p>Analyse des participations des mamans-relais</p> <p>Liste de points forts et points à améliorer dans la participation des femmes au SRPFIQ</p>	<p>Critique documentée dans le rapport</p>
--	--	--	--

	2.Développer une bonne compréhension des pratiques d'intervention par et pour au sein l'organisme	Revue de la documentation scientifique sur la participation citoyenne et l'empowerment et les expériences pertinentes des mamans-relais.	Critique documentée dans le rapport de stage
<b>Procéder à une évaluation systématique de son action</b>	Évaluer l'impact de l'empowerment.	Évaluation de l'impact de la mobilisation des femmes	Retour d'évaluation de la superviseure  Rapport de stage produit



		Rencontre du comité maman-relais et des partenaires si possible.	
		Évaluation des actions réalisées, leurs effets et les conditions qui en expliquent l'efficacité ou l'échec.	Résultats d'analyse du questionnaire  Fiche synthétique des mises en situation
	2.Évaluer les habiletés acquises	<b>Évaluation des habiletés acquises</b>  Évaluation des actions après chaque étape de réalisation (dans les rencontres de	Nombre de rencontres de supervision et de réunion d'équipe  Documenter dans le rapport de stage avec exemple à l'appui

		<p>supervision, les réunions d'équipe)</p> <p>Production d'un document de rétroaction après chaque activité (vignette ou autre document) auprès de la superviseure de stage</p> <p>Rencontres évaluatives avec la superviseure et le directeur de stage mi-stage et fin stage</p>	<p>Formulaire évaluation mi-parcours et fin parcours complété</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Plan d'amélioration disponible</li> </ul> <p>Note évaluation mi-parcours et fin parcours de stage</p> <p>Journal de bord</p>
--	--	---	---

		<p>Élaboration de plan d'amélioration pour la continuité du stage</p> <p>Auto-évaluation (rédaction journal de bord)</p>	
	<p>3.Effectuer le bilan des interventions</p>	<p><b>Bilan des interventions</b></p> <p>Rédaction du rapport de stage</p>	<p>Rapport disponible</p>

Tableau 7 : Niveaux de participation selon l'échelle d'Arnstein

Niveau	Description	
7- Le contrôle par le citoyen	Le pouvoir effectif des citoyens	Pouvoir de décision, majorité des sièges de prise de décision
6- La délégation de pouvoir		
5- Le partenariat		Négocier et partager le pouvoir
4- nomination	La coopération symbolique	Obtenir et communiquer de l'information, mais aucune assurance de changement ou d'impact
3- La consultation		
2- L'information,		
1- La manipulation	Non-participation	Objectif réel d'éduquer ou de traiter les participants

Source : inspiré d'Arnstein (1969) et Sénéchal et al. (2021).

## ANNEXES

### Annexe 1 : Partenaire du projet la part de nous qui est restée à la frontière

source terrain, mars 2023 : Vernissage de l'exposition la part de nous qui est restée à la frontière du 8



mars 2023

Une exposition sur le vécu migratoire et périnatal de 15 femmes de la Ville de Québec. L'objectif est de rendre plus visible le parcours des femmes et d'aborder cette thématique parfois plus méconnue. À la suite, un documentaire sera à découvrir.

#### Bailleurs de fonds et partenaires du projet

- ❖ La Ville de Québec,
- ❖ Le Gouvernement du Québec
- ❖ La Caisse Desjardins du Plateau Montcalm.

❖ Le Comité Femmes d'ici et d'ailleurs égales en droits de la Ligue des droits et libertés (Section Québec) s'est impliqué dans le projet en montant les tableaux

❖ Diaspo Interaction : responsable du montage vidéo

❖ Le Regroupement des Groupes de Femmes de la Capitale-Nationale a soutenu

## **Annexe 2 : Évaluation de la situation en accompagnement personnalisé**

### **CAS 1 numéro 2**

#### Identification du client

Madame X est âgée de 37 ans. Elle habite au Québec depuis 2016. Elle est mère de trois enfants (1 fille de 14 ans, garçon 11 ans, le dernier un mois.) Madame est une maman allophone et monoparentale, faible revenu. Sa langue natale est le Sango. Elle est originaire de la Centrafrique. Depuis 5 ans, les deux premiers enfants sont placés dans les familles d'accueil. Puis elle a eu un signalement à la naissance. Elle est arrivée au Canada avec un statut de réfugiée. Actuellement, elle a le statut de résident permanent. Depuis 4 ans, elle est placée en fiducie. Elle a un soupçon de maladie lié à la santé mentale. La maman est suivie par plusieurs intervenants : la travailleuse sociale en santé mentale, la travailleuse sociale de la DPJ, l'avocate, l'infirmière OLO, une proche aidante.

La demande de service : Elle veut de l'aide afin d'éviter un placement prolongé et éventuellement des autres enfants, elle est référée au SRPFIQ par l'infirmière OLO parce que la garde son poupon lui a été retiré

Source d'informations : Les informations ont été recueillies lors d'échanges structurés dans le domicile le 24 février 2023, certaines données sont prises lors d'une rencontre informelle avec la coordinatrice

#### Les interventions réalisées :

- Jumelage et accompagnement personnalisé
- Échange structuré avec madame à son domicile (24 février 2023)

- Rencontre de la coach en parentalité pour les familles immigrantes (mars 2023)

## **CAS numéro 2**

Madame A est âgée de 32 ans. Elle habite au Québec depuis 2018. Elle est mariée. Mais son mari réside toujours à l'extérieur du Canada. Madame a un niveau d'étude universitaire. Elle cumulait plusieurs emplois avant son accouchement. Son réseau familial est restreint, des personnes qu'elle voit quelquefois. Elle se sent seule avec cette première grossesse loin de sa famille.

La demande de service : Madame vit de l'anxiété et s'interroge sur le dossier de parrainage de son conjoint. Elle suit le dossier au Service d'immigration. Elle a besoin de briser l'isolement.

Les interventions réalisées :

- Jumelage
- Mini atelier de portage
- Échange structuré avec madame H dans son appartement (mars 2023)

Source d'informations : Les informations ont été données par la maman-relais le mars 2023.



### **Annexe 3 : Grille d'échange structuré avec les maman-relais et mamans bénéficiaires**

Je te remercie pour le temps que tu m'accordes pour me permettre de finaliser mon stage. Cette échange structurée va s'intéresser à vous en tant que femme, ou mère immigrante ayant reçu le service et/ou qui redonne le service comme maman-relais de l'organisme Service de référence en périnatalité pour les femmes immigrantes de Québec. Nous allons aborder plusieurs concepts notamment la participation citoyenne (votre engagement dans l'organisme), l'intégration sociale (les liens sociaux) et l'*empowerment* notamment le pouvoir d'agir des mamans-relais d'abord en tant qu'individu puis en tant que groupe.

#### **1) Contexte prémigratoire**

a) Pour commencer, j'aimerais que vous me parliez un peu de vous et de votre histoire avant de venir au Canada

b) Quelle était votre situation dans votre pays d'origine (niveau scolaire, situation professionnelle) ?

c) Quelle est la situation des femmes dans votre pays dans la sphère publique ?

d) J'aimerais que vous me racontiez ce qui vous a amené à quitter votre pays.

## **2) Immigration et expérience postmigratoire**

a) Quel est votre statut (résident permanent, réfugié, DDA, regroupement familial, immigration temporaire)

b) Depuis combien de temps êtes-vous au Québec ?

c) Combien d'enfants aviez-vous ? De quel âge ?

d) Quel était votre statut matrimonial? A-t-il changé?

e) Comment s'est déroulée votre installation au Québec (logement, garderie, école, accès aux services sociaux et de santé (médecin) ?

## **3) Expérience de la période périnatale (de la grossesse- naissance- postnatale)**

a) J'aimerais que vous me racontiez maintenant comment vous avez vécu votre grossesse jusqu'à l'accouchement

- b) Quelle était votre situation familiale en ce moment? ?
- c) Qu'est-ce que vous avez trouvé de différent pendant votre période périnatale par rapport à votre pays? (isolement social ou réseau social)
- d) Parlez-moi de votre contact avec le service de santé ou social au Québec (à quel moment avez-vous cherché de l'aide ? Et pour quelle raison? Jusqu'à quel moment avez-vous reçu de l'aide?)
- e) Comment avez-vous entendu parler du service de référence et depuis quand le fréquentez-vous?
- f) Qu'auriez voulu avoir et que vous n'avez pas eu?

#### **4) Intégration sociale**

- a) Avez-vous suivi le cours de francisation à votre arrivée?
- b) Avez-vous été soutenu par les services d'accueil des immigrants
- c) La période périnatale a-t-elle été un frein pour votre intégration sociale?
- d) Depuis combien d'années êtes-vous comme maman-relais ?
- e) Parlez-moi du rôle de ce groupe dans votre intégration sociale

#### **5) Participation citoyenne**

- a) Avez-vous ou fréquentez-vous des organismes communautaires ou des services pour vous aider depuis que vous êtes arrivée au Québec ?
- b) Avez-vous fréquenté des groupes de femmes des organismes communautaires dans le cadre de différentes activités ?

- c) De quelle façon vous y êtes-vous impliquée ?
- d) Parlez-moi de l'environnement social dans votre pays (fonctionnement, Soutien de l'État dans le communautaire) ?
- e) Parlez-moi de l'accessibilité des services sociaux et de santé pour les mères immigrantes de la minorité visible dans la Ville de Québec?

**6) *Empowerment***

- a) Pouvez-vous m'expliquer le fonctionnement du SRPFIQ dans vos propres mots ?
- b) Quelles ont été vos motivations pour devenir Maman-relais
  - Explorer mes forces
  - Utiliser mes compétences
  - Améliorer mes perspectives d'emploi
  - Je crois en la « cause » soutenue par le service
  - Je contribue au changement... à la transformation sociale
  - Je veux améliorer la situation de ma communauté
  - mes amis font du bénévolat
  - J'aime faire de nouvelles expériences

❖ Quel bénéfice en tirez-vous de l'action en tant qu'individu puis en tant que groupe? (Qu'est-ce que vous avez appris en fréquentant le milieu, est-ce que cela a changé vos réseaux d'amis

❖ Comment faites-vous pour conscientiser les mamans sur les situations qu'elles vivent ?

❖ Qu'est-ce qui vous permet de savoir que votre objectif d'accompagnement a été atteint ?

❖ Comment gérez-vous vos émotions pendant et après l'accompagnement et la fin de l'accompagnement ?

❖ Parlez-moi de votre implication en tant que maman-relais (communication, reconnaissance)

❖ Comment décrivez-vous la relation entre vos mamans et vous, puis vous ?

❖ Est-ce que vous avez des liens avec les autres mamans-relais et les intervenantes? De quel genre?

### **Conclusion**

Est-ce qu'il y a d'autres choses que vous aimeriez partager et sur lesquelles nous n'avons pas pu échanger ? Est-ce qu'il y a un aspect dont nous avons discuté et sur lequel vous aimeriez revenir ?

